



# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

## PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 28 FÉVRIER 1948

## PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, FEBRUARY 28th, 1948

### AVIS AUX INTÉRESSÉS

#### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

### NOTICE TO INTERESTED PARTIES

#### Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont prié d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annoncés, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,  
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
21991 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,  
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.  
21991 — 1-52

## Lettres patentes

### Arcadie Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente janvier 1948, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Montréal, Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, et Gabrielle Martin, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Souscrire, garantir et acquérir par achat, échange ou autre titre légal et détenir soit absolument comme propriétaires soit par voie de garantie collatérale ou autrement et offrir pour souscription publique, vendre, garantir la vente et céder, transférer ou autrement disposer ou négocier des nantissements, hypothèques, obligations, débentures, titres, actions et autres valeurs, effets de commerce, récépissés d'entrepôts, ventes conditionnelles, contrats de tout gouver-

## Letters Patent

### Arcadie Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the thirtieth day of January, 1948, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, of the city of Montreal, Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, and Gabrielle Martin, stenographer, spinster of the full age of majority, of the city of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange or other legal title and to hold either absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to offer for public subscription, sell, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in mortgages, hypothecs, bonds, debentures, stocks, shares and other securities, trade acceptance, warehouse receipts, conditional sales, contracts of any government or municipal or school corpo-

nement ou toute corporation municipale ou scolaire ou toute compagnie ou corporation bancaire, d'utilité publique, commerciale, industrielle ou autre, ou de tout individu ou association, sous le nom de "Arcadie Corp.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

**Asbestos Transit Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf janvier 1948, constituant en corporation: Emé Lacroix, avocat, de Ville Mont-Royal, Emile Pelletier, avocat, de Lachine, et Marcelle Langlois, sténographe, célibataire majeure, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire l'exploitation de véhicules-moteurs de quelque nature et de quelque sorte qu'ils soient et de tous moteurs de transports publics ou privés pour le transport de marchandises ou des personnes;

Agir comme garagistes;

Agir comme entrepreneurs, contracteurs de bâtisses quelconques, sous le nom de "Asbestos Transit Inc.", avec un capital de \$200,000 divisé en 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

**Association des Chemins d'Hiver St-Norbert Berthier**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois février 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Arthur Savignac, René Mousseau, cultivateurs, Charles-Auguste De Grandpré, menuisier, tous trois de Berthier, Maurice Ferland, Lionel Frappier, camionneurs, Emile Rocheleau, restaurateur et garagiste, et Alphonse Robillard, cultivateur et menuisier, ces quatre derniers de Saint-Norbert, tous du district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Permettre aux hommes d'affaires et aux cultivateurs, dans un but philanthropique et social de faciliter les relations commerciales entre les villes et les villages de la région de St-Gabriel-de-Brandon à Berthierville, par l'ouverture de la route 43 en passant par St-Norbert, rang St-Esprit, côté Nord de la Rivière Bayonne jusqu'à la route N° 2, sous le nom de "Association des Chemins d'Hiver St-Norbert Berthier".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Berthier, district judiciaire de Joliette.

ration of or any banking, public utility, commercial, industrial or other company or corporation or individual or association, under the name of "Arcadie Corp.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1948.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

**Asbestos Transit Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1948, incorporating: Emé Lacroix, advocate of the town of Mount Royal, Emile Pelletier, advocate of Lachine, and Marcelle Langlois, stenographer, spinster, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles of any kind and any sort whatsoever, and in any means of public or private transportation, for transportation of merchandise or of persons.

To act as garage-keepers;

To act as building contractors for the construction of any buildings whatsoever, under the name of "Asbestos Transit Inc.", with a capital stock of \$200,000 divided into 1,500 preferred shares of a par value of \$100 each and 5,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1948.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

**Association des Chemins d'Hiver St-Norbert Berthier**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Arthur Savignac, René Mousseau, farmers, Charles Auguste De Grandpré, joiner, all three of Berthier, Maurice Ferland, Lionel Frappier, carters, Emile Rocheleau, restaurant and garage keeper, and Alphonse Robillard, farmer and joiner, these four latter of Saint-Norbert, all of the judicial district of Joliette, for the following purposes:

To permit business men and farmers, for a philanthropic and social purpose, to facilitate business relations between the towns and villages of the district of St-Gabriel-de-Brandon to Berthierville, by the opening of Highway No. 43 passing by St-Norbert, St-Esprit range, north side of the Bayonne River as far as Highway No. 2, under the name of "Association des Chemins d'Hiver St-Norbert Berthier".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Berthier, judicial district of Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le trois février 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Boivin & Fils Auto Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un janvier 1948, constituant en corporation: J.-Gérard Boivin, commerçant, Jean-Charles Duchesnes, gérant, et Laurent Boivin, comptable, tous de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'ateliers mécaniques et celui de machinerie, instruments, matériel roulant et ferronnerie de toutes sortes;

Exercer généralement dans toutes leurs spécialités, les opérations de constructeurs et d'entrepreneurs-généraux;

Se porter acquéreur de l'entreprise présentement en opération sous le nom de "Boivin & Fils Enrg.;

Le nom de la présente compagnie est: "Boivin & Fils Auto Ltée".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$100,000, divisé en mille actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Bonneau Automobile Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux février 1948, constituant en corporation: Jean-Marie Nadeau, avocat, Armand Bonneau, garagiste, tous deux de la cité de Montréal, et Francine Lacroix, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Trafiquer toutes les sortes d'automobiles et de véhicules-moteurs, châssis et carrosseries, pneus et toutes autres machines, parties, accessoires; opérer des garages, sous le nom de "Bonneau Automobile Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 1,000 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux février 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Burton Oil Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente janvier 1948, constituant en corporation: Joseph Burton, distributeur "Imperial Oil", Gérard Dubé, télégraphiste, et Fernand Dionne, avocat, tous d'Amqui, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Le commerce en gros de tous les produits pétrolifères, les lubrifiants, les accessoires d'automobiles, les pneus et les antigèles, sous le nom de

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Boivin & Fils Auto Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1948, incorporating: J. Gérard Boivin, trader, Jean-Charles Duchesnes, manager, and Laurent Boivin, accountant, all of Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the business of machine shops and deal in machinery, instruments, rolling stock and ironware of all kinds;

To carry on generally and in all its branches the business of builders and general contractors;

To acquire the undertaking now carried on under the name of "Boivin & Fils Enrg.;"

The name of the present company is: "Boivin & Fils Auto Ltée".

The amount of capital stock of the company will be \$100,000 divided into one thousand common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Bonneau Automobile Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1948, incorporating: Jean-Marie Nadeau, advocate, Armand Bonneau, garage keeper both of the city of Montreal, and Francine Lacroix, secretary, spinster in use of her rights, of the city of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of automobiles and motor vehicles, frames and bodies, tires and any other machines, parts and accessories; to operate garages, under the name of "Bonneau Automobile Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 1,000 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Burton Oil Company Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1948, incorporating: Joseph Burton, distributor "Imperial Oil", Gérard Dubé, telegraph operator, and Fernand Dionne, advocate, all of Amqui, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To deal wholesale in all petroleum products, lubricants and automobile accessories, tires and anti-freeze products, under the name of "Burton

"Burton Oil Company Limited", avec un capital de \$99,500, divisé en 695 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amqui, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

Oil Company Limited", with a capital stock of \$99,500, divided into 695 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Amqui, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1948.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

**Club Colomb de la Baie des Ha! Ha!, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois février 1948, constituant en corporation: Ludger Parent, rentier, Ulysse Dufour, marchand, tous deux de Port-Alfred, et Louis-Joseph Lévesque, marchand, de Bagotville, tous du district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exploiter des salles de théâtre, de cinéma, de conférences, de lectures, de rafraîchissements, des terrains ou locaux de divertissements, sous le nom de "Club Colomb de la Baie des Ha! Ha!, Inc.", avec un capital de \$19,500, divisé en 1,450 actions ordinaires de \$10 chacune et 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Les pouvoirs accordés n'autorisent pas la compagnie à demander et à détenir une licence de la Commission des Liqueurs de Québec, et n'autorisent pas non plus les jeux à l'argent ou de hasard ou mixtes de hasard et d'habileté.

Le siège social de la compagnie sera à Port-Alfred, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le trois février 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

**Club Colomb de la Baie des Ha! Ha!, Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1948, incorporating: Ludger Parent, annuitant, Ulysse Dufour, merchant, both of Port-Alfred, and Louis Joseph Lévesque, merchant, of Bagotville, all of the judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To operate theatres, moving picture halls, meeting and lecture rooms, refreshment rooms, playgrounds and premises, under the name of "Club Colomb de la Baie des Ha! Ha!, Inc." with a capital stock of \$19,500 divided into 1,450 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$10 each.

The powers conferred do not authorize the company to apply for and hold a license from the Quebec Liquor Commission, nor do they permit gambling or games of chance or games of chance and skill combined.

The head office of the company will be at Port-Alfred, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1948.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

**Compagnie de Construction Franco-Canadienne Ltée**  
**Franco-Canadian Construction Company Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois février 1948, constituant en corporation: Claude Gagnon, André Gagnon, avocats, et Thérèse Sirois, sténographe, cette dernière de Lauzon, et Claude Gagnon, André Gagnon, de la cité de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir généralement comme constructeurs ou entrepreneurs-constructeurs de tous travaux, entreprises, bâtisses et constructions quelconques;

Faire le commerce du bois, de pierre, de sable, de gravier, de ciment, de chaux, de brique, de pierre artificielle, de tuiles ou autres matériaux de construction quelconque, sous le nom de "Compagnie de Construction Franco-Canadienne Ltée — Franco-Canadian Construction Company Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trois février 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

**Compagnie de Construction Franco-Canadienne Ltée**  
**Franco-Canadian Construction Company Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1948, incorporating: Claude Gagnon, André Gagnon, advocates, and Thérèse Sirois, stenographer, the latter of Lauzon, and Claude Gagnon and André Gagnon, of the city of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To act generally as builders or building contractors for all kinds of works, undertakings, buildings and structures;

To deal in wood, stone, sand, gravel, cement, lime, bricks, artificial stone, tiles or other building requisites whatsoever, under the name of "Compagnie de Construction Franco-Canadienne Ltée — Franco-Canadian Construction Company Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1948.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

**Crogreen Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois février 1948, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, C.R., Harry Batshaw, C.R., Louis Feigenbaum et Nathaniel L. Levy, tous avocats, de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acacheter, vendre et faire le commerce de cotonnades, produits textiles, soieries et lainages, menus objets, vêtements, brevets d'invention, liqueurs non-alcooliques, bronze et métaux, produits chimiques, produits alimentaires, marchandises sèches, appareils électriques, produits agricoles, combustible, épicerie, ferronnerie, coutellerie, fer, charbon et acier, bois de construction, moteurs, montres, nouveautés, chaussures, savon, tabac et accessoires de fumeurs, et marchandises dans lesquelles le bois, le métal ou les plastiques forment des parties constituantes, sous le nom de "Crogreen Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires avec droit de vote d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois février 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Decorative Displays Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du neuf février 1948, constituant en corporation: George Donaldson, assistant-gérant, Marie-Paule Hudon et Françoise Gagnon, secrétaires, filles majeures, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger un commerce général de publicité, sous le nom de "Decorative Displays Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf février 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Eastern Textile Knitting Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente janvier 1948, constituant en corporation: Joseph-Lionel Longtin, manufacturier, de la cité de Joliette, district judiciaire de Joliette, Paul Flesch, manufacturier de la cité d'Outremont, David Lack, avocat, et Pearl Auerbach, secrétaire, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et tous trois du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, marchands de produits textiles, tissus et drap, vêtements de toute sorte et description pour hommes, garçons, dames, demoiselles et enfants, sous le nom de "Eastern Textile Knitting Corporation", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair

**Crogreen Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1948, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., Harry Batshaw, K.C., Louis Feigenbaum and Nathaniel L. Levy, all advocates, of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell and deal in cottons, textiles, silks, and woollens, small wares, clothing, patents, non-alcoholic beverages, brass and metals, chemicals, food products, dry goods, electrical apparatus, farm products, fuel, groceries, hardware, cutlery, iron, coal and steel, lumber, motors, watches, novelties, shoes, soap, tobacco and smoker's supplies, and merchandise wherein wood or metal or plastics form component parts, under the name of "Crogreen Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 1,000 common voting shares of the par value of \$10 each, and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Decorative Displays Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of February, 1948, incorporating: George Donaldson, assistant-manager, Marie-Paule Hudon and Françoise Gagnon, secretaries, spinsters, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To conduct a general advertising business, under the name of "Decorative Displays Inc.", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of February, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Eastern Textile Knitting Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1948, incorporating: Joseph-Lionel Longtin, manufacturer, of the city of Joliette, judicial district of Joliette, Paul Flesch, manufacturer, of the city of Outremont, David Lack, advocate, and Pearl Auerbach, secretary, spinster of the full age of majority, both of the city of Montreal, and all three in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, dealers of textiles, fabrics and cloths, men's boys', ladies', girls' and children's wearing apparel of every kind and description, under the name of "Eastern Textile Knitting Corporation", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 common shares of a par value of \$50 each, and 250

de \$50 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Frontenac Furniture Stores Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix février 1948 constituant en corporation: Raoul Ouellette, marchand, Marcel Maillé, vendeur, et Paul-Emile Dessureault, secrétaire, tous trois de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, vendre, acheter, échanger, entreposer et exercer généralement le commerce de manufacturiers et de marchands de meubles et d'accessoires électriques de toutes sortes, sous le nom de "Frontenac Furniture Stores Limited", avec un capital de \$25,000 divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix février 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Gardner Clothing Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente janvier 1948, constituant en corporation: Mme Sarah Gardner, veuve, Ernest Gillman, Gerald Gardner et Joseph Gardner, marchands, tous de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Acquérir le commerce actuellement en exploitation et connu sous le nom de "The Gardner Clothing Manufacturing Co."

Manufacturer, négocier ou faire le commerce de laine, coton, tissus et vêtements de toute sorte; vêtements pour hommes et garçons, dames et enfants, sous le nom de "Gardner Clothing Company Limited".

Le capital de la compagnie sera de \$200,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 1900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Gold Nugget Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un janvier 1948, constituant en corporation: Hyman Weinman, George Cleman et Bernard Cleman, marchands, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

preferred shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Frontenac Furniture Stores Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of February, 1948, incorporating: Raoul Ouellette, merchant, Marcel Maillé, salesman, and Paul Emile Dessureault, secretary, all three of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, sell, buy, exchange, store and carry on in general the business of manufacturers of and dealers in furniture and electric appliances of all kinds, under the name of "Frontenac Furniture Stores Limited", with a capital stock of \$25,000 divided into 250 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of February, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Gardner Clothing Company Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January 1948, incorporating: Mrs. Sarah Gardner, widow, Ernest Gillman, Gerald Gardner and Joseph Gardner, merchants, all of the city of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To acquire as a going concern the business presently known as "The Gardner Clothing Manufacturing Co."

To manufacture, deal in or with wool, cotton, fabrics and clothing of every sort; men's and boys', ladies' and children's wear, under the name of "Gardner Clothing Company Limited".

The capital stock of the company is to be \$200,000 divided into 100 common shares at a par value of \$100 each, and 1900 preferred shares at a par value of \$100 each.

The number of shareholders shall be limited to twenty;

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Gold Nugget Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1948, incorporating: Hyman Weinman, George Cleman and Bernard Cleman, merchants, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

Négociier et faire le commerce de chaussures de toute nature et description, vêtements et vêtements de sport pour hommes, dames et enfants, coiffures, nouveautés, marchandises sèches, articles électriques, menus objets, sous le nom de "Gold Nugget Inc", avec un capital de \$40 000 divisé en 200 actions ordinaires et en 200 action privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

#### Harmonie de Granby, Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5 février 1948, pour constituer en corporation sans capital-actions, sous le nom de "Harmonie de Granby, Inc.", l'association du même nom, savoir: l'"Harmonie de Granby, Inc", constituée en corporation le 23 octobre 1923 en vertu des dispositions de la Loi des clubs de récréation, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 304, pour les objets suivants:

Former une association pour fins artistiques et musicales.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de dix mille dollars (\$10,000).

Le siège social de la corporation est situé à Granby, dans le district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le 5 février 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

#### Immeubles Belvédère, Inc. Belvedere Realty Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux février 1948, constituant en corporation: Paul Samson, Bernard Samson, notaires, et Alphonse Paquet, comptable, tous de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie d'entrepreneurs généraux et de constructeurs pour tous genres de constructions;

Exercer le commerce d'immeubles comme courtier en immeubles;

Faire généralement les opérations d'une compagnie de placement y compris les opérations d'une "Holding Company", sous le nom de "Immeubles Belvédère, Inc. — Belvedere Realty Corporation", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le deux février 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

#### J. Robert Langeleir Shoe Manufacturing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

To trade in and deal with shoes of every nature and description, men's, ladies' and children's wear and sportswear, headwear, novelties, dry goods, electrical goods, small wares, under the name of "Gold Nugget Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares and 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

#### Harmonie de Granby, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1948, to incorporate as a corporation without share capital, under the name of "Harmonie de Granby, Inc.", the association of the same name, to wit: "Harmonie de Granby, Inc.", incorporated by letters patent on October 23, 1923, under the provisions of the Amusement Clubs Act, Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 304, for the following purposes:

To form an association for artistic and musical purposes.

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited is ten thousand dollars (\$10,000).

The head office of the corporation will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

#### Immeubles Belvédère, Inc. Belvedere Realty Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1948, incorporating: Paul Samson, Bernard Samson, notaries, and Alphonse Paquet, accountant, all of the city of Québec, judicial district of Québec, for the following purposes:

To carry on business and industry as general contractors for and builders of all kinds of constructions;

To carry on the real estate business and act as real estate brokers;

To carry on generally the business of an investment company, including that of a holding company, under the name of "Immeubles Belvédère Inc. — Belvedere Realty Corporation", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

#### J. Robert Langeleir Shoe Manufacturing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six février 1948, constituant en corporation: Robert Langelier, machiniste, Moïse Labbé, commerçant, Romuald Gagnon, marchand, Paul-Armand Fiset et Roger Bourget, commis, tous de Gaspé, district judiciaire de Gaspé; pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce du gros et du détail de chaussures de toutes sortes et de quelque matériel que ce soit, sous le nom de "J. Robert Langelier Shoe Manufacturing Co. Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 2,000 actions communes de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Gaspé, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le six février 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Kenzie Gold Mines Limited**  
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre février 1948, constituant en corporation: John Austin Murphy, avocat et conseil en loi du Roi, Clovis Dagenais, avocat, Gerald McTeigue, avocat, Francis Joseph Dolan, comptable, tous de la cité de Montréal, et Pierre Décary, avocat, de la cité de Lachine, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consiste à miner, creuser, fouiller, charrier, laver, fondre, raffiner, concasser ou traiter de quelque manière que ce soit le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Kenzie Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,500,000 divisé en 3,500,00 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre février 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Laiterie Fortier Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf janvier 1948, constituant en corporation: Roger Thibaudeau, avocat, de Lévis, Marguerite Deziel et Gilberte Frenette, secrétaires, toutes deux de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce, la fabrication et la distribution de produits laitiers et agricoles y compris les œufs, sous le nom de "Laiterie Fortier Ltée", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the sixth day of February, 1948, incorporating: Robert Langelier, machinist, Moïse Labbé, trader, Romuald Gagnon, merchant, Paul Armand Fiset and Roger Bourget, clerks, all of Gaspé, judicial district of Gaspé, for the following purposes:

To manufacture and deal wholesale and retail in shoes of all kinds and of any material whatsoever, under the name of "J. Robert Langelier Shoe Manufacturing Co. Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided into 2,000 common shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Gaspé, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Kenzie Gold Mines Limited**  
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the fourth day of February, 1948, incorporating: John Austin Murphy, advocate and King's Counsel, Clovis Dagenais, advocate, Gerald McTeigue, advocate, Francis Joseph Dolan, accountant, all of the city of Montreal, and Pierre Décary, advocate, of the city of Lachine, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks, and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Kenzie Gold Mines Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,500,000 divided into 3,500,000 shares of a par value of \$1.00 each.

The shareholders of the company shall incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Laiterie Fortier Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1948, incorporating: Roger Thibaudeau, advocate, of Lévis, Marguerite Deziel and Gilberte Frenette, secretaries, both of Québec, all of the judicial district of Québec, for the following purposes:

To deal in, manufacture and distribute dairy and farm products including eggs, under the name of "Laiterie Fortier Ltée", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lévis, judicial district of Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

#### La Revue Moderne, Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1948, constituant en corporation: Hector Authier, éditeur, d'Amos, district judiciaire d'Abitibi, Léo Cadieux, journaliste, de Saint-Jérôme et Robert J. Brown, gérant de publicité, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Publier, éditer, imprimer, conduire, faire circuler, vendre, acheter des journaux, revues, papiers-nouvelles, livres, circulaires, magazines;

Acquérir ce qui constitue l'actif de la Revue Moderne, sous le nom de "La Revue Moderne, Incorporée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 20,000 actions sans valeur au pair ou nominale et en mille actions privilégiées de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$150,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

#### La Revue Moderne, Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1948, incorporating: Hector Authier, editor, of Amos, judicial district of Abitibi, Léo Cadieux, journalist, of Saint-Jérôme, and Robert J. Brown, publicity manager, of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To publish, edit, print, conduct, circulate, sell, purchase papers, reviews, newspapers, books, circulars, magazines;

To acquire that which forms the assets of La Revue Moderne under the name of "La Revue Moderne, Incorporée".

The capital stock of the company will be divided into 20,000 shares without par or nominal value, and one thousand preferred shares of \$100 each and the amount with which the company will commence its operations is \$150,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifth day of February, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

#### L'Association de Bienfaisance des Policiers et Pompiers de Pointe-aux-Trembles

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1948, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Luc Delorme, chef de police et pompiers, Arthur Reeves, Conrad Desrochers, sergents, Ernest Dufort, jr., Henri Bédard, Aimé Guy, Léopold Longpré, Roland Gagnon et Gaétan Durocher, tous constables, de Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

De travailler à la protection et à l'avancement des intérêts de ses membres, sous le nom de "L'Association de Bienfaisance des Policiers et Pompiers de Pointe-aux-Trembles".

Les pouvoirs ci-dessus n'autorisent pas les jeux à l'argent, les jeux de hasard et les jeux mixtes de hasard et d'habileté;

La présente corporation ne sera pas autorisée à demander et à obtenir les licences de club, habituellement octroyées par la Commission des Liqueurs de Québec.

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

#### L'Association de Bienfaisance des Policiers et Pompiers de Pointe-aux-Trembles

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: J. Luc Delorme, chief of police and fireman, Arthur Reeves, Conrad Desrochers, sergeants, Ernest Dufort, jr., Henri Bédard, Aimé Guy, Léopold Longpré, Roland Gagnon and Gaétan Durocher, all constables, of Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To strive for the protection and advancement of the interests of its members, under the name of "L'Association de Bienfaisance des Policiers et Pompiers de Pointe-aux-Trembles".

The above powers do not authorize gambling games of chance and combined games of chance and skill;

The present corporation is not authorized to apply for and secure the club licenses usually granted by the Quebec Liquor Commission.

The amount to which shall be limited the immovable property (or the annual revenue therefrom) which the corporation may possess is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

#### Le Comité d'Amusements de Port-Alfred

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de

#### Le Comité d'Amusements de Port-Alfred

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have

Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf février 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Thomas Marquis, comptable, Pierre-L. Bergeron, machiniste et Ernest Bergeron, marchand, tous trois de la ville de Port-Alfred, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Promouvoir, organiser, diriger, administrer un club pour fins sociales, récréatives, athlétiques et sportives, et posséder, procurer et entretenir les propriétés nécessaires à ces fins, sous le nom de "Le Comité d'Amusements de Port-Alfred".

Il est bien entendu cependant que le Comité d'amusements de Port-Alfred ne pourra, en vertu de ses lettres patentes, permettre les jeux de hasard et jeux mixtes de hasard et d'habileté, ni demander, obtenir ou détenir un permis octroyé par la Commission des Liqueurs de Québec.

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de vingt-cinq mille dollars.

Le siège social de la corporation sera à Port-Alfred, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf février 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of February, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Thomas Marquis, accountant, Pierre L. Bergeron, machinist, and Ernest Bergeron, merchant, all three of the town of Port-Alfred, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To promote, organize, direct and manage a club for social, recreational, athletic purposes and sports, and to own, procure and maintain the properties required for such purposes, under the name of "Le Comité d'Amusements de Port-Alfred".

Be it understood, however, that "Le Comité d'Amusements de Port-Alfred" shall not be entitled, in virtue of its letters patent, to permit games of chance nor games of chance and skill combined, nor to apply for, obtain or hold a license granted by the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the immovable property (or the annual revenue therefrom) which the corporation may possess is to be limited, is twenty-five thousand dollars.

The head office of the corporation will be at Port-Alfred, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of February, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Le Comité d'Entretien des Chemins d'Hiver de Kamouraska**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf février 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Adrien Courcy, courtier en assurances, de Saint-Pacôme, Georges-R. Pelletier, restaurateur, de Saint-Pascal, et David Michaud, courtier en assurances et registrateur conjoint de Saint-Louis-de-Kamouraska, tous du district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Ouvrir la voie publique entre la paroisse de Saint-Louis-de-Kamouraska, jusqu'à Sainte-Anne-de-la-Pocatière, en passant par Saint-Philippe-de-Néri et Saint-Pacôme, sous le nom de "Le Comité d'Entretien des Chemins d'Hiver de Kamouraska".

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Pascal, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf février 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Le Comité d'Entretien des Chemins d'Hiver de Kamouraska**

Notice is given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of February, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Adrien Courcy, insurance broker, of Saint-Pacôme, Georges R. Pelletier, restaurant-keeper, of Saint-Pascal, and David Michaud, insurance broker, and joint Registrar of St-Louis-de-Kamouraska, all of the judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To open the public road between the parish of St-Louis-de-Kamouraska and Sainte-Anne-de-la-Pocatière, passing through Saint-Philippe-de-Néri and Saint-Pacôme, under the name of "Le Comité d'Entretien des Chemins d'Hiver de Kamouraska".

The amount to which the immovable property (or the annual revenue therefrom) which the corporation may possess, is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Pascal, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of February, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Le Service d'Autoneige de Sept Îles Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente janvier 1948, constituant en corporation Jacques de Billy, avocat, de Lévis, Gilles de Billy, André Gagnon, Claude Gagnon, avocats, tous trois de la cité de Québec, et Thérèse Sirois, sténographe, fille majeure, de Lauzon, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

**Le Service d'Autoneige de Sept Îles Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1948, incorporating: Jacques de Billy, advocate, of Lévis, Gilles de Billy, André Gagnon, Claude Gagnon, advocates all three of the city of Quebec, and Thérèse Sirois, stenographer, spinster, of Lauzon, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

Faire le transport, moyennant rémunération, de passagers et de marchandises, sous le nom de "Le Service d'Auto-neige de Sept Iles Ltée", avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sept Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

#### Les Variétés Canadiennes Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux février 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Gilbert Archambault, technicien, Roméo Meunier, charpentier, et Guy Langevin, boucher, tous de Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Donner à travers toute la province de Québec, des concerts de musique vocale et instrumentale; développer chez la jeunesse de la province de Québec le goût de la musique vocale et instrumentale, sous le nom de "Les Variétés Canadiennes Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le deux février 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

#### Limoges, Piché, Alarie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six février 1948, constituant en corporation: Paul-Eugène Limoges, Louis-Philippe Piché, épiciers, Paul-Émile Alarie, épicier, tous de Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers et commerçants de toutes sortes d'épicerie, thé, conserves et produits alimentaires et provisions de toutes sortes, sous le nom de "Limoges, Piché, Alarie Ltée", avec un capital de \$30,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacun et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le six février 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

#### L'Imprimerie Jacques-Cartier Inc. Jacques-Cartier Printing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre février 1948, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, Lucienne Méryneau et Rita Dufresne, sténographes, filles majeures,

To transport passengers and merchandise, for payment, under the name of "Le Service d'Auto-neige de S pt Iles Ltée", with a capital stock of \$10,000 divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Sept Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1948.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

#### Les Variétés Canadiennes Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Gilbert Archambault, technician, Roméo Meunier, carpenter, and Guy Langevin, butcher, all of Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint Hyacinthe, for the following purposes:

To give musical, vocal and instrumental concerts throughout the Province of Quebec; to develop the taste for vocal and instrumental music among the youth of the Province of Quebec, under the name of "Les Variétés Canadiennes Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1948.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

#### Limoges, Piché, Alarie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of February 1948, incorporating: Paul-Eugène Limoges, Louis-Philippe Piché, grocers, Paul-Émile Alarie, grocer, all of Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on business as grocers and dealers in all kinds of groceries, tea, canned goods and food-stuffs and provisions of every kind, under the name of Limoges, Piché, Alarie Ltée", with a capital stock of \$30,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February, 1948.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

#### L'Imprimerie Jacques-Cartier Inc. Jacques-Cartier Printing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February, 1948, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, Lucienne Méryneau and Rita Dufresne, stenographers, spinsters, all of the city of Mont-

tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre, exercer, maintenir et opérer le commerce d'imprimerie, réglage, gravure, photogravure, lithographie, photographie, reliure, papeterie et de toutes matières ou entreprises susceptibles de se rattacher à l'un ou à l'autre des objets ci-dessus, sous le nom de "L'Imprimerie Jacques-Cartier Inc." — Jacques-Cartier Printing Inc., avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre février 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Louis Aubé & Fils Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du trois février 1948, constituant en corporation: Valmore Bienvenue, Paul Lesage, Jean Turgeon, William Pendleton Power, tous avocats, et Thérèse Boisjoli, sténographe, fille majeure, tous de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, négociants, marchands de bijoux, des articles religieux, des valises, des articles de cuir, des argenteries, des accessoires électriques, des meubles, des articles de papeterie et de librairie, et autres articles de même nature;

Acquérir le commerce et l'entreprise exercés en les cité et district de Québec et ailleurs par Louis Aubé, sous le nom de "Louis Aubé & Fils Ltée", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le trois février 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Miller & Myers Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept janvier 1948, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, Gabrielle Martin, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat, de la ville de Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme manufacturiers, marchands de laine, coton, et autres tissus, habits et vêtements de toutes sortes, sous le nom de "Miller & Myers Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

real, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To undertake, carry on, maintain and operate the business of printing, ruling, engraving, photogravure, lithography, photography, binding, stationery and any matters or undertakings capable of being incidental to one or another of the foregoing purposes, under the name of "L'Imprimerie Jacques-Cartier Inc." — Jacques-Cartier Printing Inc., with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Louis Aubé & Fils Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February 1948, incorporating: Valmore Bienvenue, Paul Lesage, Jean Turgeon, William Pendleton Power, all advocates and Thérèse Boisjoli, stenographer, spinster, all of the city of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, merchants of and dealers in jewellery, religious articles, trunks, leather goods, silverware, electric accessories, furniture, paper and stationery articles and others of the same kind;

To acquire the business and undertaking carried on in the city and district of Quebec, and elsewhere, by Louis Aubé, under the name of "Louis Aubé et Fils Ltée", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Miller & Myers Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1948, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, Gabrielle Martin, stenographer, spinster, both of the City of Montreal, Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel; of the City of Westmount, Theodore H. Shapiro, advocate, of the Town of Mount Royal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as manufacturers, dealers in wool, cotton, and other fabric substances, clothing and garments of all kinds whatsoever, under the name of "Miller & Myers Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Monarch Cotton Converters, Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux février 1948, constituant en corporation, Isidore Popliger, avocat et conseil en loi du Roi, Lawrence Popliger, avocat, et Fred Zarbatany, marchand, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre ou autrement acquérir ou faire le commerce de robes, costumes, manteaux vêtements de sport, de tous genres et nature pour dames, sous le nom de "Monarch Cotton Converters, Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux février 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Monarch Cotton Converters, Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February 1948, incorporating: Isidore Popliger, advocate and King's Counsel, Lawrence Popliger, advocate, and Fred Zarbatany, merchant, all of the City of Montreal, judicial district of Montreal for the following purposes:

To manufacture, buy, sell or otherwise acquire or deal in ladies' dresses, suits, coats, sportswear, of all types and nature, under the name of "Monarch Cotton Converters, Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Papineau Western Beef Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois février 1948, constituant en corporation: Adrien Normandin, boucher, Fernand Forgue, comptable, tous deux de la cité de Montréal, et Elcer Dolan, boucher, de Montréal-Nord, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce dans toutes ses spécialités d'épiciers et marchands de provisions, acheter, importer, exporter, préparer, manufacturer et vendre des épicerie, produits alimentaires et toutes autres provisions, commodités et marchandises se rapportant à tel commerce;

Exercer le négoce ou le commerce de bouchers, dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Papineau Western Beef Limited", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 1295, rue Saint-Grégoire, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois février 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Papineau Western Beef Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1948, incorporating: Adrien Normandin, butcher, Fernand Forgue, accountant, both of the city of Montreal, and Elcer Dolan, butcher, of Montreal-North, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes;

To carry on the business, in all its branches, of grocers and provision merchants; to buy, import, export, prepare, manufacture and sell groceries, foodstuffs and all other provisions, commodities and merchandise connected with such business;

To carry on the trade or business of butchers, in all lines of same, under the name of "Papineau Western Beef Limited", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at N° 1295 Saint-Grégoire Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Philip Realities Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf février 1948, constituant en corporation: Philippe Touch, marchand, Celia Cohen, et Virginia Mires, sténographes, filles majeures, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir par achat, échange, bail ou tout autre titre légal et posséder, détenir, améliorer, administrer, utiliser, développer, user et avoir la jouissance ou autrement négocier et rendre profitables et vendre, louer, échanger ou autrement céder et disposer d'immeubles ou d'intérêts en ceux et de bâtisses ou autres constructions dessus érigées, concessions forestières, pouvoirs hydrauliques et autres et propriétés immobilières de toutes sortes et descriptions et des droits sur ces propriétés, et en particulier, acquérir par achat, posséder, détenir, améliorer, administrer, utiliser

**Philip Realities Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of February, 1948, incorporating: Philippe Touch, merchant, Celia Cohen, and Virginia Mires, stenographers, spinsters, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, exchange, lease or any other legal title and to possess, hold, improve, administer, utilize, develop, use and enjoy or otherwise deal with and turn to account, and to sell, lease, exchange or otherwise make over and dispose of real estate or interests therein, and buildings or other structures thereon erected, timber limits, water and other powers, and immoveable property of all kinds and descriptions and rights in such property, and in particular, to acquire by purchase, possess, hold, improve, administer, utilize, develop, use and enjoy, or otherwise deal

développer, user et avoir la jouissance ou autrement négocier et rendre profitables les propriétés immobilières portant le No civique 321, rue Broadway, Montréal-est, P. Q. (bâtisses Nos 57 et 58 d'icelles);

Construire, posséder, louer, entretenir et exploiter toutes sortes de bâtisses et constructions, sous le nom de "Philip Realities Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf février 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

**Publicity Services Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit janvier 1948, constituant en corporation: Nolin Trudeau, publicitaire, Paul-Émile Lafontaine, et Roland Lafontaine, avocats, tous de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Pratiquer l'industrie et faire le commerce d'imprimeurs, de libraires, de relieurs, d'éditeurs et de publicistes, sous le nom de "Publicity Services Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

**P. W. Levesque Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois février 1948, constituant en corporation: P.-Wilfrid Levesque, négociant en gros, G.-Robert Levesque, voyageur de commerce, et Réjane Levesque, commis de bureau, fille majeure et usant de ses droits, tous de Saint-Pascal, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Faire le commerce des épiceries de toutes sortes, de tous les produits destinés aux usages domestiques, ménagers et alimentaires, du tabac, des cigarettes, sous le nom de "P. W. Levesque Inc.", avec un capital de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Pascal, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le trois février 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

**Reliance Construction Company**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six février 1948, constituant en corporation: Samuel Lyon Caplan, Nathan Harold Caplan, notaires, de la cité de Montréal, et Ann Rachel Caplan, secrétaire, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

with and turn to account immoveable properties bearing Civic No 321 Broadway Street, Montreal East, P. Q., (Buildings Nos. 57 and 58 thereof);

To build, own, lease, maintain and operate all kinds of buildings and structures, under the name of "Philip Realities Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of February, 1948.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

**Publicity Services Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of January, 1948, incorporating: Nolin Trudeau, publicist, Paul-Émile Lafontaine, and Roland Lafontaine, advocates, all of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in the industry and carry on the business of printers, stationers, binders, editors and publicists, under the name of "Publicity Services Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of January, 1948.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

**P. W. Levesque Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of February, 1948, incorporating: P. Wilfrid Levesque, wholesale dealer, G. Robert Levesque, commercial traveller, and Réjane Levesque, office clerk, spinster and in use of her rights, all of Saint-Pascal, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To deal in groceries of all kinds and in any products destined for domestic and household use and as food; tobacco, cigarette, under the name of "P. W. Levesque Inc.", with a capital stock of \$49,000, divided into 490 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Pascal, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of February, 1948.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

**Reliance Construction Company**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of February, 1948, incorporating: Samuel Lyon Caplan, Nathan Harold Caplan, notaries, of the City of Montreal, and Ann Rachel Caplan, secretary, of the City of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Construire, bâtir, réparer, modifier et aménager des bâtisses et autres constructions, sous le nom de "Reliance Construction Company", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires est limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six février 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

To construct, build, repair, alter and equip buildings and other structures, under the name of "Reliance Construction Company", with a capital stock of \$40,000 divided into 100 common shares of \$100 each, and 300 preferred shares of \$100 each.

The shareholders are limited to the number of twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February, 1948.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

#### Rouyn-Noranda Winter Road Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept février 1948, constituant en corporation sans capital-actions: John McKenzie, gérant, de Arntfield, Roméo Goulet, gérant local, Robert Suter, gérant, tous deux de Noranda, Léandre Bourque, gérant local, et Joseph-Philippe Côté, agent local, les deux derniers de Rouyn, tous du district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Garder ouverts tous chemins ou routes jugés nécessaires ou utiles au trafic des véhicules-moteurs pendant la saison d'hiver et en particulier cette partie du chemin No. 59 située entre Cheminis et Cadillac, cette partie du chemin N° 46 située entre Rouyn et Duparquet, sous le nom de "Rouyn-Noranda Winter Road Association".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$20,000.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le sept février 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

#### Rouyn-Noranda Winter Road Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February, 1948, incorporating without share capital: John McKenzie, manager, of Arntfield, Roméo Goulet, local manager, Robert Suter, manager, both of Noranda, Léandre Bourque, local manager, and Joseph-Philippe Côté, local agent, the two latter of Rouyn, all in the judicial district of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To keep all roads or highways deemed necessary or useful opened for motor-vehicle traffic during the winter season and in particular that part of Highway No. 59 situate between Cheminis and Cadillac, that part of Highway No. 46 situate between Rouyn and Duparquet, under the name of "Rouyn-Noranda Winter Road Association".

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$20,000.

The head office of the Corporation will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February, 1948.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

#### Silvercrown (Canada) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente janvier 1948, constituant en corporation: Helmut Margo, administrateur, Isidor Raymond Hart, notaire, tous deux de la cité de Montréal, et Franz Cossmann, ingénieur, de la ville de Mont Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, négocier et faire le commerce de tous genres d'accessoires électro-chimiques nécessaires au placage ou au traitement de la surface des métaux et autres substances, tels que le chrome, l'étain, le cadmium, le zinc, le nickel, sous le nom de "Silvercrown (Canada) Limited", avec un capital de \$10,000 divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DESILETS.

#### Silvercrown (Canada) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1948, incorporating: Helmut Margo, executive, Isidor Raymond Hart, notary, both of the City of Montreal, and Franz Cossmann, engineer, of the Town of Mount Royal, all in the Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, trade in, and deal in and with all types of electrochemical supplies necessary in the plating or surface treatment of metals and other substances such as chrome, tin, cadmium, zinc, nickel, under the name of "Silvercrown (Canada) Limited", with a capital stock of \$10,000 divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1948.

L. DESILETS,  
Deputy Attorney General.

**The Kent Lumber Co. Ltd.**

**The Kent Lumber Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du trente et un janvier 1948, constituant en corporation: Alexandre Gordon Yeoman, William Patrick Creagh, commis en loi, Ernest William Mockridge, gérant tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1948, incorporating: Alexander Gordon Yeoman, William Patrick Creagh, law clerks, Ernest William Mockridge, manager, all of the City of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

Acheter ou autrement acquérir et exercer le commerce et l'entreprise et aussi acheter ou autrement acquérir les biens et actif de la compagnie "The Kent Lumber Co."

To purchase or otherwise acquire and to carry on the business and undertaking, and also to purchase or otherwise acquire the property and assets, of "The Kent Lumber Co."

Diriger, exercer et entreprendre les commerces, industries et activités de marchands de bois de construction et de charpente, propriétaires de scieries et de moulins, et faire le commerce qui consiste à manufacturer, acheter, vendre et autrement par tout moyen ou manière négocier toutes sortes de bois, bois de construction et de charpente et leurs produits, sous-produits et dérivés;

To conduct, carry on and engage in the businesses, trades and activities of lumbermen, timbermen, saw-millers and mill-wrights and of manufacturing, buying, selling and otherwise in any way or manner dealing in an with all kinds of wood, lumber and timber and the products, by-products and derivatives thereof;

Diriger, exercer et entreprendre les commerces, industries et activités de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "The Kent Lumber Co. Ltd.", avec un capital de \$225,000 divisé en 1000 actions privilégiées première catégorie, 500 actions privilégiées seconde catégorie, et 750 actions ordinaires, toutes d'une valeur au pair de \$100 chacune.

To conduct, carry on and engage in the businesses, trades and activities of builders and contractors, under the name of "The Kent Lumber Co. Ltd.", with a capital stock of \$225,000 divided into 1,000 first preferred shares, 500 second preferred shares, and 750 common shares, all of the par value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

The head office of the Company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un janvier 1948.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**The Montreal Girls' Association**

**The Montreal Girls' Association**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Ruth Badgley Shaw, veuve, aide sociale (santé), Marjorie Torrance, fille majeure, physio-thérapeutiste, et Helen Guiton, directrice d'école, fille majeure, toutes de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1948, incorporating without share capital: Ruth Badgley Shaw, widow, public health worker, Marjorie Torrance, spinster, Physiotherapist, and Helen Guiton, school principal, spinster, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

Organiser et diriger un groupe de femmes de bonne volonté dont le but sera de s'intéresser aux enfants dont le développement physique, mental et moral a été ou pourrait être retardé ou empêché par un entourage néfaste ou par d'autres conditions, sous le nom de "The Montreal Girls' Association".

To organize and direct a body of women of goodwill, whose purpose shall be to interest themselves in children whose physical, mental and moral development has been or might be hindered or endangered because of bad environment or other conditions, under the name of "The Montreal Girls' Association".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$500,000.

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is limited to \$500,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the Corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1948.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Lettres patentes supplémentaires**

**Supplementary Letters Patent**

**Ararat Rug Company Limited**

**Ararat Rug Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la pro-

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th of February, 1948,

vince de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du neuf février 1948, changeant le nom de la compagnie "Ararat Oriental Rug Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du cinq février 1947, en celui de "Ararat Rug Company Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le neuf février 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

#### Electric Appliances Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trois février 1948, à la compagnie "Electric Appliances Limited", ratifiant son règlement N° 46: a) convertissant ses 200 actions ordinaires autorisées d'une valeur au pair de \$100 chacune en 800 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair; b) augmentant son capital par la création de 4,000 actions ordinaires additionnelles sans valeur nominale ou au pair; c) fixant le montant avec lequel la compagnie exercera ses opérations à pas moins de \$24,000.

Daté du bureau du Procureur général, le 3 février 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

#### Quebec Industrial Relations Institute

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires en date du quatorze février 1948, à "Quebec Industrial Relations Institute", une corporation constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la troisième partie de ladite loi en date du dix-huit décembre 1944, ratifiant une résolution modifiant ses pouvoirs et amendant ses lettres patentes d'incorporation en conséquence.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze février 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

#### Salaison Mont-Laurier, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 13 février 1948, à la compagnie "Salaison Mont-Laurier, Limitée", ratifiant son Règlement N° 18 augmentant son capital de \$175,000 à \$194,000 par la création de 190 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 13 février 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

#### Textile Merchants Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires en date du six février 1948, à la compagnie "Textile Merchants Ltd.", ratifiant son règlement N° 23 augmentant son capital autorisé de \$20,000 à \$60,000 par la création de 1,000

were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Ararat Oriental Rug Company Limited", incorporated by letters patent dated February 5th, 1947, into that of "Ararat Rug Company Limited".

Dated at the office of the Attorney General, the 9th of February, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

#### Electric Appliances Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of February, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Electric Appliances Limited", ratifying its By-law No. 46: a) converting its 200 authorized common shares of the par value of \$100 each into 800 common shares without nominal or par value; b) increasing its capital stock by the creation of 4,000 additional common shares without nominal or par value; c) fixing the amount with which the company will carry on its operations to not less than \$24,000.

Dated at the office of the Attorney General the 3rd of February, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

#### Quebec Industrial Relations Institute

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of February, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to "Quebec Industrial Relations Institute", a corporation incorporated by letters patent issued under Part III of the said Act and dated December 18th, 1944, ratifying a Resolution modifying its powers and amending its Letters Patent of incorporation accordingly.

Dated at the office of the Attorney General, the 14th of February, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

#### Salaison Mont-Laurier, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the thirteenth day of February, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Salaison Mont-Laurier, Limitée", ratifying its By-law No. 18 increasing its capital from \$175,000 to \$194,000 by the creation of 190 additional common shares of a par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of February, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

#### Textile Merchants Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of February, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Textile Merchants Ltd.", ratifying its By-law No. 23 increasing its authorized capital from \$20,000 to \$60,000 by the creation of an additional 1,000

actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$10 chacune et de 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et énumérant les privilèges attachés auxdites actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le six février 1948.

L'Assistant-procureur général,  
L. DÉSILETS.

**Urgel Bourgie Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 29 janvier 1948, à la compagnie "Urgel Bourgie Ltée", ratifiant son règlement N° 39 modifiant la quotité de ses actions ordinaires de \$10 à \$1 chacune et portant le nombre de sesdites actions ordinaires de 1,000 à 10,000.

Daté du bureau du Procureur général, le 29 janvier 1948.

L'Assistant-procureur général,  
21489-o L. DÉSILETS.

common shares of the par value of \$10 each and of 300 preferred shares of the par value of \$100 each, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, the 6th of February, 1948.

L. DÉSILETS,  
Deputy Attorney General.

**Urgel Bourgie Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-ninth day of January, 1948, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Urgel Bourgie Ltée", ratifying its By-law No. 39 amending the value of its common shares from \$10 to \$1 each and increasing the number of the said common shares from 1,000 to 10,000.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1948.

L. DÉSILETS,  
21489 Deputy Attorney General.

**Lettres patentes annulées**

**Letters Patent Annulled**

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 180 en date du 19 février 1948, adopté sous l'autorité des dispositions de l'article 4 de la Loi 10, George VI, chapitre 48, l'annulation des lettres patentes des compagnies mentionnées ci-après a été décrétée, savoir:

Notice is hereby given that in virtue of Order in Council number 180, bearing date February 19, 1948, adopted under authority of the provisions of section 4 of the Act 10, George VI, chapter 48, the annulment of the letters patent of the companies hereinafter mentioned, has been ordered, to wit:

<i>Nom de la Compagnie:</i> <i>Name of the company:</i>	<i>Constituée le:</i> <i>Incorporated in:</i>	<i>Siège social:</i> <i>Head office:</i>
Aircraft Equipment Ltd. . . . .	9 juillet 1942. . . . .	Montréal.
Automatic Distributors Inc. . . . .	22 novembre 1934. . . . .	Montréal.
Badgley Construction Co. Inc. . . . .	23 janvier 1923. . . . .	Westmount.
Elzéar Beaulieu & Fils Limitée. . . . .	31 juillet 1945. . . . .	Ste-Hélène, district de Kam.
B.D.M. Biscuits Limitée. . . . .	15 mai 1939. . . . .	Victoriaville, dist. d'Arthab.
B.D.M. Biscuits Limited. . . . .		
B.P.H. Company Limited. . . . .	21 juin 1934. . . . .	Québec.
B. & C. Holding Co. Ltd. . . . .	31 janvier 1936. . . . .	Montréal.
The B & R. Motor Sales Limited. . . . .	22 novembre 1928. . . . .	Verdun.
B & W Cloak Co. Inc. . . . .	7 août 1936. . . . .	Montréal.
Canadian Elevator Service Limited. . . . .	16 avril 1936. . . . .	Montréal.
Chambly Fort Inn Company Limited. . . . .	23 janvier 1929. . . . .	Village de Chambly Bass.
Club Continental Incorporé. . . . .	8 juin 1939. . . . .	Montréal.
Comité Social de la Police de Montréal, Inc. . . . .	29 juin 1943. . . . .	Montréal.
Montreal Police Social Committee Inc. . . . .		
Gold Mining Financial Corporation. . . . .	17 juillet 1936. . . . .	Québec.
Gold Mining Financial Corporation. . . . .	1er septembre 1936. . . . .	Québec.
(No personal liability)		
Joliette Spinning Mills Ltd. . . . .	21 février 1941. . . . .	Joliette.
Lake Hill Gold Mines Limited. . . . .	16 octobre 1934. . . . .	Montréal.
(No personal liability)		
Park Realty Co. Ltd. . . . .	5 janvier 1933. . . . .	Montréal.
Plaisant Bay Fisheries Limited. . . . .	12 février 1935. . . . .	Havre - Aubert, Iles de la Mad.
Saint Stephen Hungarian Home Incorporated. . . . .	19 avril 1937. . . . .	Montréal.
The Standard Construction and Investment Corporation, Limited. . . . .		
Swan Construction Construction Company Limited. . . . .	11 novembre 1925. . . . .	Montréal.
Trenton Construction & Supply Company. . . . .	25 avril 1938. . . . .	Montréal.
Vendome Boulevard and Lands Limited. . . . .	4 avril 1941. . . . .	Montréal.
Robert Warren Limitée. . . . .	12 décembre 1913. . . . .	Montréal.
L'Assistance Provinciale Incorporée. . . . .	13 novembre 1945. . . . .	Chicoutimi.
Provincial Assistance Incorporated. . . . .	29 décembre 1930. . . . .	Montréal.

<i>Nom de la Compagnie:</i> <i>Name of the company:</i>	<i>Constituée le:</i> <i>Incorporated in:</i>	<i>Siège social:</i> <i>Head office:</i>
Auditorium Hall Incorporated.	25 octobre 1932.	Montréal.
Auto Products Limited.	22 octobre 1924.	Montréal.
The Auto Refinishers, Limited.	18 novembre 1930.	Montréal.
James T. Bain Company, Inc.	17 avril 1924.	Montréal.
Barlow & Mingay, Limited.	8 juillet 1925.	Montréal.
Siméon Barma Limitée.	17 septembre 1934.	Québec.
Barney's Company Limited.	15 avril 1930.	Montréal.
A. E. Barr Limited.	22 février 1934.	Montréal.
Barraute Mining Company Limited. (No personal liability)	15 octobre 1936.	Montréal.
La Compagnie Minière Barraute Limitée. (Libre de responsabilité personnelle)		
Richard Barrett Co.	17 octobre 1932.	Montréal.
Barron Construction Company Limited.	15 septembre 1931.	Montréal.
Barry Lake Gold Mines Limited. (No personal liability)	11 août 1936.	Québec.
Barry & McManamy Inc.	22 novembre 1924.	Québec.
Jos. Barsalou Ltée.	17 novembre 1936.	Montréal.
Jos. Barsalou Ltd.		
Bassels' Incorporated.	21 mars 1933.	Montréal.
Bastien Garage Limitée.	22 septembre 1931.	Québec.
Alex. Bastien Limitée.	8 août 1922.	Québec.
The Bastien Shoe Company Limited.	8 mars 1926.	Loretteville.
B.B.D.V. Signal Company.	15 septembre 1941.	Montréal.
Canadian Motor Club Incorporated.	18 août 1934.	Montréal.
Canadian Smokers Club Incorporated.	10 janvier 1928.	Montréal.
Champlain Country Club Limited.	12 juin 1925.	Hull.
Chanore Louvicourt Gold Mines Syndicate Limited. (Libre de responsabilité personnelle)	8 mai 1933.	Montréal.
Club Libéral Politique Dorion Limitée.	24 février 1930.	Montréal.
La Compagnie Baril d'Immeubles Limitée.	28 juin 1922.	Montréal.
Les Activités Sociales de La Malbaie Inc.	8 janvier 1944.	Malbaie, distr. du Saguenay.
Les Ateliers de Menuiseries d'Amos, Limitée.	10 mars 1919.	Amos.
Au Petit Duc Limitée.	17 février 1928.	Montréal.
B & A Medical Refrigerators Company (of Canada) Ltd.	8 novembre 1932.	Montréal.
Lucien Badeau Compagnie.	14 octobre 1930.	Montréal.
Dan. J. Bahen Limited.	28 novembre 1932.	Montréal.
J. B. Baillargeon Motor Corporation.	31 octobre 1929.	Montréal.
B. J. Baittle, Limited.	14 janvier 1921.	Montréal.
W. H. Banfield & Sons, Limited.	3 août 1929.	Montréal.
Baril & Frère, Limitée.	27 septembre 1930.	Shawinigan Fal.
The Barkmere Golf Club Inc.	11 février 1928.	Montréal.
Barlow Construction Company Limited.	20 mai 1929.	Montréal.
Baroness Dress Company.	10 mai 1928.	Montréal.
Barrett Manufacturing Company Limited.	26 novembre 1928.	Montréal.
Barytes Products Limited.	8 août 1931.	Montréal.
S. Bassin Limited.	9 décembre 1926.	Montréal.
Bastien, Cloutier & Gagnon Limitée.	2 avril 1925.	Québec.
Beaver Broom Company Limited.	27 octobre 1928.	Village de Cow- ansville, district de Bedford.
Bernard Interests Limited.	1 <sup>er</sup> septembre 1943.	Montréal.
Club Notre-Dame Incorporé.	21 décembre 1935.	Sherbrooke.
La Compagnie d'Autobus Limitée.	21 janvier 1921.	Riv.-du-Loup.
Dufay Lumber and Industrial Company Limited.	7 décembre 1943.	Montréal.
Gaspésia Automobiles, Limited.	3 octobre 1928.	Chandler, cté Gaspé.
L'Institut de la Finance Inc.	5 janvier 1938.	Québec.
Mount Royal Garment Company Incorporated.	25 mai 1937.	Montréal.
La Pierre à Chaux, Limitée.	20 septembre 1938.	St-Marc-des- Carrières
Vaudreuil Tennis Club Limited.	1 <sup>er</sup> octobre 1924.	Vaudreuil Sta'n
Le Club de Tennis de Vaudreuil Limitée.		
Automatic Door Switch Company Limited.	12 septembre 1927.	Montréal.
Automobile Loan Corporation Limited.	16 mars 1929.	Montréal.
Automobile Salesmen's Club Inc.	30 octobre 1929.	Montréal.
Automobiles Accessories Company, Limited.	22 décembre 1916.	Montréal.
J. G. Avaré, Limited.	11 septembre 1919.	Montréal.
Constantin Azrak Limitée.	27 août 1929.	L'Abord à Plouffe, cté Laval
E. F. Backhoven et Compagnie Limitée.	11 août 1939.	Montréal.
Baie Comeau Fish Trading Company Limited.	28 mars 1940.	Baie Comeau.
The Barry Fibre Company Incorporated.	20 mars 1920.	Châteaue-Richer
Armand Bastien & Fils Limitée.	27 janvier 1928.	Loretteville.

<i>Nom de la Compagnie:</i> <i>Name of the company:</i>	<i>Constituée le:</i> <i>Incorporated in:</i>	<i>Siège social:</i> <i>Head office:</i>
B.L.B. Corporation Limited. . . . .	5 octobre 1923. . . . .	Beauceville.
Cameo Builders Supply Ltd. . . . .	19 avril 1944. . . . .	Montréal.
Canadian Whitewear Company. . . . .	26 mai 1944. . . . .	Montréal.
La Compagnie d'Autobus du Nord, Limitée. . . . .	28 février 1927. . . . .	St-Honoré, dist. de Chicoutimi.
Gloria Hat Manufacturing Inc. . . . .	7 juillet 1944. . . . .	Montréal.
Ideal Demountable Wheel Co. Ltd. . . . .	25 avril 1922. . . . .	Montréal.
Lake Doré Mines Limited. . . . .	27 avril 1935. . . . .	Montréal.
(No personal liability)		
Modern Equipment Ltd. . . . .	22 février 1937. . . . .	Montréal.
Regal Ice Cream Limited. . . . .	21 juillet 1937. . . . .	Montréal.
Regal Crème Glacée Limitée. . . . .		
Tétreault et Gosselin Limitée. . . . .	31 octobre 1944. . . . .	St - Thimothée, Cté Beauharnois
Le Procureur général de la province de Québec, par L. DÉSILETS, 21488-o Assistant-procureur général.	The Attorney General of the Province of Quebec, per L. DÉSILETS, 21488-o Deputy Attorney General.	

**Actions en séparation de biens**

**Actions for Separation as to Property**

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 258996. Claire Blondin, de la cité de Verdun, district de Montréal, épouse commune en biens de Jean Bonin, vendeur, des mêmes lieux, demanderesse; vs Jean Bonin, vendeur, de la cité de Verdun, district de Montréal, défendeur.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court, No. 258996. Claire Blondin, of the city of Verdun, district of Montreal, wife common as to property of Jean Bonin, salesman, of the same place, plaintiff; vs Jean Bonin, salesman, of the city of Verdun, district of Montreal, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 5e jour de février 1948,

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 5th of February, 1948.

Montréal, le 14 février 1948.

Montreal, February 14, 1948.

21474-o Les Procureurs de la demanderesse,  
NANTEL & NANTEL.

21474 NANTEL & NANTEL,  
Attorney for plaintiff.

Canada, province de Québec, district de St-François. En Cour Supérieure, N° 6358. Dame Lina Lainé, de Sherbrooke, dans ledit district, épouse commune en biens de Rosario Provencher, du même lieu, demanderesse vs ledit Rosario Provencher, défendeur.

Canada, Province of Quebec, District of St. Francis. In the Superior Court, No. 6358. Dame Lina Lainé, of the city of Sherbrooke, in said district, wife common as to property of Rosario Provencher, of the same place, plaintiff, vs said Rosario Provencher, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

An action in separation as to property was instituted on the 13th day of February, 1948.

Sherbrooke, ce 13 février 1948.

Sherbrooke, February 13, 1948.

21475-o Le Procureur de la demanderesse,  
ARMAND NADEAU.

21475-o ARMAND NADEAU,  
Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 259446. Dame Rose Blanche Tétreault, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Sylva Ostiguy, menuisier, demanderesse, vs Ledit Sylva Ostiguy, du même lieu, défendeur.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 259446. Dame Rose Blanche Tétreault, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Sylva Ostiguy, joiner, plaintiff; vs the said Sylva Ostiguy, of the same place, defendant.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause.

An action for separation as to property has been instituted in this case.

Montréal, 23 février 1948.

Montreal, February 23, 1948.

21487-o Les Procureurs de la demanderesse,  
LAURENDEAU & LAURENDEAU

21487 LAURENDEAU & LAURENDEAU,  
Attorneys for the plaintiff.

Province de Québec, district de Joliette, cour supérieure, N° 8792. Dame Thais Guertin, du village de Lavaltrie, district de Joliette, épouse de Louis Philippe Beaulac, gérant, du même lieu, demanderesse, vs Ledit Louis Philippe Beaulac, défendeur.

Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court, No. 8792. Dame Thais Guertin, of the village of Lavaltrie, district of Joliette, wife of Louis Philippe Beaulac, manager, of the same place, plaintiff; vs the said Louis Philippe Beaulac, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 19 février 1948.

An action for separation as to property has been instituted in this case on February 19, 1948.

Joliette, le 19 février 1948.

Joliette, February 19, 1948.

21501-o Le Procureur de la demanderesse,  
GEORGES SYLVESTRE, C.R.

21501 GEORGES SYLVESTRE, K.C.,  
Attorney for plaintiff.

## Arrêtés en Conseil

## Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIFORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 198

Number 198

Québec, le 19 février, 1948.

Quebec, February 19, 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT la prolongation de l'ordonnance  
numéro 4, 1942, de la Commission du Salaire  
Minimum.CONCERNING an extension of Ordinance number  
4, 1942, of the Minimum Wage Commission.IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honora-  
bel ministre du Travail:IT IS ORDAINED, upon the recommendation of  
the Honourable the Minister of Labour:QUE l'ordonnance générale numéro 4, 1942, de  
la Commission du Salaire Minimum, soit de  
nouveau prolongée jusqu'au 1er mai 1948.THAT the general Ordinance number 4, 1942,  
of the Minimum Wage Commission, be again  
extended until May 1, 1948.

A. MORISSET,

A. MORISSET,

21502-o Greffier du Conseil Exécutif.

21502-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIFORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Numéro 200

Number 200

Québec, le 19 février 1948.

Quebec, February 19, 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Section "A"

Part "A"

CONCERNANT la prolongation du droit de prélè-  
vement du comité paritaire des barbiers, coif-  
feurs et coiffeuses des Trois-Rivières et district.CONCERNING an extension of the right to levy  
of the Parity Committee of Barbers, Male and  
Female Hairdressers of the District of Three  
Rivers.IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'hono-  
rable ministre du Travail,IT IS ORDAINED, upon the recommendation of  
the Honourable the Minister of Labour:QUE le droit de prélèvement du comité paritaire  
des barbiers, coiffeurs et coiffeuses des Trois-  
Rivières et district, autorisé par règlement ap-  
prouvé par l'arrêté en conseil numéro 405, du  
8 mars 1947, soit prolongé jusqu'au 1er mai 1948,  
aux mêmes taux et conditions.THAT the right to levy of the Parity Committee  
of Barbers, Male and Female Hairdressers of  
the district of Three Rivers, authorized by a by-law  
approved by Order in Council number 405 of  
March 8, 1947, be extended until May 1st, 1948,  
with the same rate and conditions.

A. MORISSET,

A. MORISSET,

21503'-o Greffier du Conseil Exécutif.

21503-o Clerk of the Executive Council.

## Assemblée

## Meeting

## MONTREAL TRAMWAYS COMPANY

## MONTREAL TRAMWAYS COMPANY

## Assemblée générale annuelle

## Annual General Meeting

Avis est, par les présentes, donné que conformé-  
ment aux règlements de la compagnie, l'assem-  
blée générale annuelle des actionnaires de la com-  
pagnie "Montreal Tramways Company" sera  
tenue aux bureaux de la compagnie, édifice des  
Tramways, 159 ouest, rue Craig, Montréal, P.Q.,  
à midi, jeudi le vingt-neuf avril 1948. Cette as-  
semblée sera tenue pour procéder à la réception  
du rapport annuel, à l'élection des directeurs et à  
la transaction de toute autre affaire qui pourrait  
être légalement soumise à ladite assemblée.

Notice is hereby given that in accordance with  
the by-laws of the company, the annual general  
meeting of the shareholders of Montreal Tram-  
ways Company will be held at the company's  
offices, Tramways Building, 159 Craig Street West,  
Montreal, P.Q., at 12 o'clock noon, on Thursday,  
the 29th day of April 1948. This meeting will be  
held for the reception of the annual report, elec-  
tion of directors, and the transaction of such  
other business as may legally come before said  
meeting.

Les livres de transferts seront fermés du 9  
avril 1948 au 28 avril 1948, les deux jours inclu-  
sivement.

The Transfer Books will be closed from the 9th  
day of April 1948, to the 28th day of April 1948,  
both days inclusive.

Montréal, 20 février 1948.

Montreal, February 20th 1948.

Par ordre du bureau de direction,

By order of the Board,

Le Secrétaire-trésorier,

T. D. ROBERTSON,

21496-9-3

T. D. ROBERTSON.

21496-9-3-o

Secretary-Treasurer.

**Avis divers**

**Miscellaneous Notices**

Canada, province de Québec, district de Beauce

Canada, Province of Quebec, District of Beauce

Avis est par les présentes donné que le conseil de la Municipalité du Village Est de St-Georges, dans le comté de Beauce, a l'intention de s'adresser au Lieutenant-Gouverneur en Conseil afin de faire ériger son territoire actuel en municipalité de ville, sous le nom de "Ville St-Georges", ceci en vertu de la loi des cités et villes, chapitre 233 des statuts refondus de Québec; que les limites de la nouvelle municipalité soient les mêmes que celles qui existent actuellement pour la municipalité du village Est de St-Georges; que la population telle que constatée par le certificat assermenté des recenseurs est de deux mille six cent vingt-et-une (2,621) âmes.

St-Joseph-de-Beauce, 30 janvier 1947.  
ANT. LACOURCIÈRE,  
21330-6-4-o Le Procureur du requérant.

Notice is hereby given that the the Council of the Municipality of the "Village Est de St-Georges", in the county of Beauce, intends to apply to the Lieutenant-Governor in Council to have its actual territory erected into a town municipality, under the name of "Ville St-Georges", and such, pursuant to the Cities and Towns Act, chapter 233 of the Revised Statutes of Quebec; that the limits of the new municipality be the same as those actually existing for the municipality of the Village Est de St-Georges; that the population, as set forth by the sworn certificate of the censurers, is of two thousand six hundred and twenty-one souls. (2,621).

St-Joseph-de-Beauce, January 30, 1948.  
ANT. LACOURCIÈRE,  
21330-6-4 Attorney for the applicant.

**MUNICIPALITÉ DU CANTON BÉGIN**

**MUNICIPALITY OF CANTON BÉGIN**

**TIRAGE D'OBLIGATIONS**

**DRAWING OF BONDS**

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement 19, ont été tirées au sort:

The following bonds, issued under by-law 19, have been drawn by lots:

Dénomination de \$100.00:—C-12.

Denomination of \$100.00:—C-12.

Dénomination de \$500.00:—D-28.

Denomination of \$500.00:—D-28.

Les dites obligations seront remboursables le 1er avril 1948, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of April 1948, from which date they shall cease to bear interest.

Le Secrétaire-trésorier,  
21476-o ROMÉO LÉVESQUE.

ROMÉO LÉVESQUE,  
Secretary-Treasurer.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de St-Evariste Village", en date du 4 février 1948, dont le siège social est situé à Saint-Evariste, comté de Frontenac, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de St-Evariste Village", under date the 4th day of February, 1948, whereof the head office is at Saint-Evariste, county of Frontenac, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 9 février 1948.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th of February, 1948.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,  
21477-o RAOUL-E. FONTAINE.

RAOUL-E. FONTAINE,  
21477 Acting Under Secretary of the Province.

**AVIS**

**NOTICE**

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat Catholique des Employés du Camionnage Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 23 décembre 1947.

The formation of an association under the name of "Le Syndicat Catholique des Employés du Camionnage Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on December 23, 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Québec, district de Québec.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Québec, district of Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
21478-o JEAN BRUCHÉSI.

JEAN BRUCHÉSI,  
21478 Under Secretary of the Province.

**AVIS**

**NOTICE**

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Catholique des Gantiers de Marieville", pour l'étude, la défense et le développe-

The formation of an association under the name of "Syndicat Catholique des Gantiers de Marieville", for the study, defence and promotion of

ment des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 février 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Marieville, comté de Rouville.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,  
21479 **RAOUL-E. FONTAINE.**

the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on February 18, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Marieville, county of Rouville.

**RAOUL-E. FONTAINE,**  
21479 Acting Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Coopérative d'Habitation de St-Léonard", en date du 10 février 1948, dont le siège social est situé à Saint-Léonard d'Aston, comté de Nicolet, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 16 février 1948.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,  
21485-o **RAOUL-E. FONTAINE.**

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Coopérative d'Habitation de St-Léonard", under date the 10th day of February, 1948, whereof the head office is at Saint-Léonard d'Aston, county of Nicolet, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of February, 1948.

**RAOUL-E. FONTAINE,**  
21485 Acting Under Secretary of the Province

**PRÉSIDENT D'ÉLECTION**

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

**RETURNING-OFFICER**

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council to appoint, by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the person whose name follows:

Distric electoral Electoral district	Nom, Prénom Name, Christian name	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Kamouraska . . . . .	Lévesque, Joseph (a)	Commerçant — Trader	Saint-Pacôme

(a) En remplacement de M. Ignace Langlais démissionnaire. — In place of Mr Ignace Langlais, retired.

Le président général des élections,  
21486-o **FRANÇOIS DROUIN.**

**FRANÇOIS DROUIN,**  
21486-o Chief Returning-Officer.

Avis est donné que, sur recommandation de l'Assistant-procureur général, la modification à l'article 2 du règlement II des règlements de "Quebec Industrial Relations Institute", telle qu'adoptée à l'assemblée tenue le 14 novembre 1947, a été approuvée par l'honorable Secrétaire de la Province le dix-huit février 1948, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276), telle que modifiée par la loi 10, George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le vingt-trois février 1948.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,  
21490 **RAOUL-E. FONTAINE.**

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the amendment to Article 2 of By-law II of the By-laws of the "Quebec Industrial Relations Institute", as adopted at the meeting held on November 14th, 1947, was approved by the Honourable the Provincial Secretary on February 18th, 1948, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 276), as amended by the Act 10, George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary the 23rd of February, 1948.

**RAOUL-E. FONTAINE,**  
21490-o Acting Under Secretary of the Province.

**AVIS**

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Chauffeurs de Taxis de Saint-Jean et d'Iberville", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 24 février 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Jean, comté de Saint-Jean.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,  
21498-o **RAOUL-E. FONTAINE.**

**NOTICE**

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Chauffeurs de Taxis de Saint-Jean et d'Iberville", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on February 24, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint Johns, county of Saint Johns.

**RAOUL E. FONTAINE,**  
21498 Acting Under Secretary of the Province.

**AVIS**

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Professionnelle des Étudiants-Internes de l'Université Laval", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 25 février 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Québec, district de Québec.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province.  
21499-o **RAOUL-E. FONTAINE.**

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Le Logis Familial SS. Pierre & Paul", en date du 14 novembre 1947, dont le siège social est situé à Drummondville, comté de Drummond, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 13 février 1948.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,  
21500-o **RAOUL-E. FONTAINE.**

**AVIS**

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National des Travailleurs en Plastique de Shawinigan Falls", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisé par le Secrétaire de la Province le 25 février 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Shawinigan-Falls, comté de Saint-Maurice.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,  
21504-o **RAOUL-E. FONTAINE.**

Avis est donné que, conformément à l'article 31 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations, (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 280), la compagnie "The Canada and Gulf Terminal Railway Company" a déposé au département du Secrétaire de la Province une copie d'un acte de fidéicommis d'hypothèque, de nantissement et de gage, en date du deux février 1948, en faveur de la compagnie "The Sun Trust Limited", fidéicommissaire, garantissant une émission d'obligations de \$675,000 à 4%, première hypothèque, fonds d'amortissement de vingt ans.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le vingt-cinq février 1948.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,  
21518 **RAOUL-E. FONTAINE.**

**Chartes — Abandon de**

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Excel Cotton Products Co. Ltd." incorporée en date du 9 juillet, 1946, s'adressera au Lieutenant-gouverneur en conseil, de la province

**NOTICE**

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association Professionnelle des Étudiants-Internes de l'Université Laval", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on February 25, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Québec, district of Québec.

**RAOUL E. FONTAINE,**  
21499 Acting Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Le Logis Familial SS. Pierre & Paul" under date the 14th day of November, 1947, whereof the head office is at Drummondville, county of Drummond, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th of February, 1948.

**RAOUL-E. FONTAINE,**  
21500 Acting Under Secretary of the Province.

**NOTICE**

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat National des Travailleurs en Plastique de Shawinigan Falls" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on February 25, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Shawinigan-Falls, county of Saint Maurice.

**RAOUL E. FONTAINE,**  
21504 Acting Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, in conformity with section 31 of the Special Corporate Powers Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 280), "The Canada and Gulf Terminal Railway Company" has deposited in the Provincial Secretary's Department copy of a Trust Deed of Hypothec, Mortgage and Pledge dated February 2nd, 1948, by the above mentioned company in favour of The Sun Trust Limited, Trustee, securing an issue of \$675,000 First Mortgage Twenty-Year 4% Sinking Fund Bonds.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of February, 1948.

**RAOUL-E. FONTAINE,**  
Acting Under-Secretary of the Province.  
21518-o

**Charters — Surrender of**

Notice is hereby given that the company, "Excel Cotton Products Co. Ltd.", incorporated July 9th, 1946, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Québec for leave to sur-

de Québec, pour lui demander la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la section 25 de la Loi des compagnies de Québec.

A Montréal, ce 19 février 1948.  
Le Procureur,  
21480-o ISIDORE M. BOBROVE.

## AVIS

RE: LEMESURIER TOBACCO Co. INC.  
427 rue St-Vallier, Québec.

Avis est par la présente donné que la compagnie ci-haut mentionnée fait une demande de l'abandon de sa charte, le tout en vertu de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

Québec, ce 28 janvier 1948.  
La Secrétaire,  
21481-o MADELEINE CHAMBERLAND.

## AVIS LÉGAL

MILLE ILES POWER COMPANY

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Mille Iles Power Company" donne avis par les présentes qu'elle s'adressera à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, vingt-trois février 1948.  
Le Secrétaire,  
21497 M. BALLS.

render its charter, in virtue of the provisions of section 25, of the Quebec Companies' Act.

Montreal, February 19, 1948.  
ISIDORE M. BOBROVE,  
21480-o Attorney.

## NOTICE

RE: LEMESURIER TOBACCO Co. INC.  
427 St-Vallier Street, Quebec.

Notice is hereby given that the above mentioned company has applied for leave to surrender its charter, the whole in conformity with section 26 of the Quebec Companies Act.

Québec, January 28, 1948.  
MADELEINE CHAMBERLAND,  
21481 Secretary.

## LEGAL NOTICE

MILLE ILES POWER COMPANY

Under the provisions of the Quebec companies Act, "Mille Iles Power Company" hereby gives notice that it will make application to His Honour the Lieutenant-Governor of Quebec for acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, 23rd February, 1948.  
M. BALLS,  
21497-o Secretary.

## Demandes à la Législature

## AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Georges Alidor Boulet et Roger Boulet, membres de The International Society of Commerce Limited, de St-Tite, Co. Champlain, demanderont à la Législature de Québec à sa présente session, l'adoption d'une loi décrétant qu'ils soient inclus sur la liste déposée conformément à l'article 23-A de II Georges VI, chapitre 64.

Québec, ce 27ième jour de janvier 1948.  
L'Avocat des pétitionnaires,  
21459-8-4-o VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

## AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné qu'à la présente session de la Législature de Québec, demande sera faite par Lucien Charest, Emile Langlais, Charles-Henri Lavertue, J. D. Allard, Henri Darveau et Charles-Auguste Matte, pour la passation d'une loi incorporant "L'Institut des Auditeurs Publics Accrédités de Québec" (The Institute of Accredited Public Accountants of Quebec), définissant les pouvoirs de cette corporation et les privilèges de ses membres, contenant d'autres dispositions relatives à la dite corporation.

Le Procureur des pétitionnaires,  
21331-6-4-o LOUIS DUSSAULT.

## Applications to Legislature

## PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Messrs Georges Alidor Boulet and Roger Boulet, all members of The International Society of Commerce Limited of St. Tite, Co. Champlain, will make application to the Quebec Legislature during the present session for the passing of an Act for the purpose of being included on the list deposited in accordance with Section 23A, of the Act 11, George VI, Chapter 64.

Québec, this 27th day of January, 1948.  
VICTOR TRÉPANIÉ, K. C.,  
21459-8-4-o Attorney for the petitioners.

## PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that at the present session of the Legislature of Quebec, application will be made by Lucien Charest, Emile Langlais, Charles-Henri Lavertue, J. D. Allard, Henri Darveau and Charles-Auguste Matte, for passing of an act incorporating "The Institute of Accredited Public Accountants of Quebec" (L'Institut des Auditeurs Publics Accrédités de Québec), defining the powers of such corporation and the privileges of its members, and otherwise providing in respect of said corporation.

LOUIS DUSSAULT,  
21331-6-4-o Attorney for applicant.

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis est par les présentes donné que la cité de Québec s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa présente session pour amender sa charte, la loi 19, George V, chapitre 95 et les lois qui la modifient, afin d'être autorisée à contracter certains emprunts pour les fins suivantes: Pour la construction de nouveaux pavages permanents, le remplacement de pavages permanents, la construction d'un endroit de stationnement souterrain au carré Jacques-Cartier, le paiement du capital des rentes foncières constituées sur certains immeubles appartenant à la cité; pour demander l'autorisation d'emprunter les sommes requises à l'exécution répartie également sur une période de dix ans du programme de travaux publics; pour modifier les limites de son territoire et demander l'autorisation d'annexer certains territoires adjacents; pour décréter la division du quartier Limoilou et fixer sa représentation dans le conseil municipal; pour modifier le mode de confection des rôles d'évaluation et le mode d'imposition des taxes foncières; pour accorder des licences sur paiement de cinquante pour cent du prix ordinaire lorsque ces licences sont exigibles après le premier novembre de chaque année; pour être autorisée à n'exiger qu'à compter du premier janvier les intérêts sur les taxes payables en vertu du rôle supplémentaire; pour modifier la loi relative à la tenue des référendums; pour obtenir des pouvoirs additionnels de réglementation concernant les affiches, panneaux-réclame, enseignes, et l'abatage ou la plantation des arbres; la répartition du coût de l'enlèvement de la neige et l'imposition d'une taxe spéciale dans les lieux d'amusements publics; pour être autorisée à fermer partiellement d'un côté la rue Octave, et à la détourner vers le boulevard Charest de l'autre côté; pour défendre la construction de tous réservoirs, citernes ou étangs de chaque côté du tuyau d'aqueduc de la cité, depuis la prise d'eau à Château d'Eau jusqu'aux limites de la cité; pour limiter au territoire de la cité de Québec la juridiction de la Commission d'Urbanisme; pour prolonger certains pouvoirs d'accorder une exemption de taxes municipales sur les nouvelles maisons construites comme résidences privées; pour prolonger de cinq ans les pensions payées aux veuves de certains fonctionnaires; pour ratifier et autoriser l'achat de certains terrains situés dans le voisinage des usines de St-Malo, et autoriser la vente de gré à gré pour fins industrielles et fixer l'évaluation municipale des dits immeubles, et tous autres amendements qui peuvent être dans l'intérêt public de la cité.

Québec, le 27 janvier, 1948.

Les Procureurs de la cité de Québec,  
21370-7-4-o PELLETIER & GODBOUT.

Public notice is hereby given that the city of Quebec will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to amend its charter, the Act 19, George V, chapter 95, and the Acts amending the same, so as to be authorized to contract certain loans for the following purposes: to build new permanent pavements, replace permanent pavements, to build an underground parking place at Jacques-Cartier Square; for the payment of constituted grounds rents on certain immovables belonging to the city; to request the authorization to borrow the amounts required for carrying out the programme of public works equally distributed over a period of ten years; to amend the limits of its territory and ask for authorization to annex certain neighbouring territories; to enact the division of Limoilou ward and fix its representation in the Municipal Council; to amend the method of compiling the valuation rolls and the mode of levying property taxes; to grant licenses on payment of fifty per cent of the ordinary price when said licenses are exigible after the first of November of each year; to be authorized to exact interest on taxes payable in virtue of the supplementary roll, only from the first of January; to amend the Act respecting the holding of referendums; to obtain additional powers of regulation concerning signs, bill-boards, posters, and the felling or planting of trees; the apportionment of the cost of snow removal and the levying of a special tax on public places of amusement; to be authorized to partially close one side of Octave Street, and to turn it towards Boulevard Charest on the other side; to prohibit the building of any reservoirs, cisterns or ponds on each side of the city water main, from the intake at Château d'Eau to the limits of the city; to limit the jurisdiction of the Town Planning Commission to the territory of the city of Quebec; to extend certain powers to grant an exemption from municipal taxes on new houses built as private residences; to prolong the pension paid to widows of certain employees to five years; to ratify and authorize the purchase of certain lands situate in the vicinity of the St-Malo shops, and authorize the sale by private agreement for industrial purposes and fix the municipal valuation of said immovables, and any other amendments which may be of public interest to the city.

Quebec, January 27, 1948.

PELLETIER & GODBOUT,  
21370-7-4 Attorneys for the city of Quebec.

Département des Affaires municipales

Department of Municipal Affairs

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 2 février 1948 du conseil de la paroisse de St-Guillaume, comté d'Yamaska et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 20 février 1948, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la Gazette officielle de Québec, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 Georges VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 20 février 1948.

Lé Ministre des Affaires municipales,  
BONA DUSSAULT.

The undersigned gives notice that, as requested by a resolution of February 2, 1948, by the Council of the parish of St-Guillaume, county of Yamaska, and pursuant to the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has authorized, under date of February 20, 1948, that publication of all the public notices, regulations, resolutions or orders of the said corporation, save those required in the Quebec Official Gazette, be made in future in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131 of the Municipal Code (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, February 20, 1948.

BONA DUSSAULT,  
Minister of Municipal Affairs.

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 2 février 1948 du conseil de la paroisse de Notre-Dame de la Doré, comté de Lac St-Jean-Ouest, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 20 février 1948, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 20 février 1948.

Le Ministre des Affaires municipales,  
21482-0 BONA DUSSAULT.

The undersigned gives notice that, as requested by a resolution of February 2, 1948, of the Council of the parish of Notre-Dame de la Doré, county of Lake St. John-West, and pursuant to the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has authorized, under date of February 20, 1948, that the publication of all public notices, regulations, resolutions or orders of the said corporation, save those required in the *Quebec Official Gazette*, be made, in future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131 of the Municipal Code (10 George VI, chapter 55, section 2).

Québec, February 20, 1948.

BONA DUSSAULT,  
21482 Minister of Municipal Affairs.

## Département de l'Instruction publique

N° 154-48

Québec, le 17 février 1948.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Saint-Tharsicuis dans le comté de Matapédia, en celui de Saint-Alexandre, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,  
21458-8-2 J.-P. LABARRE.

## Department of Education

No. 154-48

Quebec, February 17, 1948

Application is made to change the name of the school municipality of Saint-Tharsicuis in the county of Matapédia, into that of Saint-Alexandre, in the same county.

J.-P. LABARRE,  
21458-8-2 Superintendent of Education.

## Département des Terres et Forêts

### AVIS

Cadastré officiel de la paroisse de St-Sauveur (Banlieue). Division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 2428-237 à 2428-251, 2428-253, 2428-255 à 2428-270, 2428-276 à 2428-293, 2428-297 à 2428-315, 2428-359 à 2428-365, 2428-378, 2428-402 à 2428-412, 2428-417 à 2428-419, 2428-498 à 2428-519, 2428-614, 2428-615, 2428-628 à 2428-633 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 31 janvier 1948.

Département des Terres et Forêts,  
Service du Cadastre,  
Le Sous-ministre,  
21483-0 AVILA BÉDARD.

## Department of Lands and Forests

### NOTICE

Official Cadastre of the parish of St. Sauveur (Suburbs). Registration Division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 2428-237 to 2428-251, 2428-253, 2428-255 to 2428-270, 2428-276 to 2428-293, 2428-297 to 2428-315, 2428-359 to 2428-365, 2428-378, 2428-402 to 2428-412, 2428-417 to 2428-419, 2428-498 to 2428-519, 2428-614, 2428-615, 2428-628 to 2428-633 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Department of Lands and Forests,

Cadastral Branch,  
Quebec, January the 31st, 1948.

AVILA BÉDARD,  
21483-0 Deputy Minister.

## Département du Travail

### AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements du Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal, établi en exécution du décret numéro 131 du 5 février 1948, et dont le siège social est situé dans la cité de Montréal, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 199 du 19 février 1948 (section "A").

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.  
Ministère du Travail,  
Québec, le 28 février 1948. 21508-0

## Department of Labour

### NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and the by-laws of The Building Trades Joint Committee of Montreal, formed under decree number 131 of February, 1948 and whose corporate seat is in the City of Montreal, have been approved by Order in Council number 199 of February 19, 1948 (part "A").

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.  
Department of Labour,  
Québec, February 28, 1948. 21508-0

AVIS

NOTICE

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (R.S.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête, à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

D'UNE PART:

"Canadian Lithographers' Association", association incorporée de maîtres-lithographes et d'associés,

ON THE ONE PART:

Canadian Lithographers Association, an incorporated association of master lithographers and associates

Et D'AUTRE PART:

"Amalgamated Lithographers of America, Local No. 27, Montréal", association non incorporée de salariés lithographes, pour les employeurs et les employés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions ci-après décrites:

And, ON THE OTHER PART:

Amalgamated Lithographers of America, Local No. 27, Montreal, and unincorporated association of lithographic employees, for the employers and employees of the industry and the trades concerned, according to the following conditions:

I. *Définitions:* Pour les fins d'application de la présente convention, les mots suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

I. *Définitions:* For the purpose of enforcement of the present agreement the following words have the significance hereinafter given to them:

a) Le mot "compagnon" désigne toute personne qui a complété les années requises d'apprentissage dans la branche du métier où elle a été employée.

a) The word "journeyman" means any person who has completed the term of years of apprenticeship required in the branch of the trade in which he has been engaged.

b) Le mot "apprenti" désigne toute personne qui apprend son métier. Le nombre d'années d'apprentissage est tel que mentionné au paragraphe 1 de l'article X des présentes. Un apprenti doit travailler à temps complet dans le département où il fait son apprentissage.

b) The word "apprentice" means any person who is learning his trade. The number of years of his apprenticeship shall be as set forth in Section X, sub-section 1 herein. An apprentice must be engaged full time in the department in which he is apprenticed.

c) Les mots "margeur" ou "préposé au margeur automatique" désignent toute personne qui marge à la main ou qui voit au fonctionnement du mécanisme alimentant les presses lithographiques.

c) The words "feeder" or "feeder operator" mean any person who manually feeds stock to lithographic presses or who tends the paper feeding mechanism of lithographic presses.

d) Le mot "opérateur" désigne toute personne, avec peu ou pas d'expérience, temporairement autorisée par le Comité Paritaire, conformément aux dispositions de l'article XVII des présentes, à remplir la position d'un compagnon lorsqu'aucun compagnon n'est disponible.

d) The word "operator" means any untrained or partially trained person temporarily authorized by the Parity Committee, in accordance with the provisions of Article XVII herein, to fill the position of a journeyman when no journeyman is available.

e) Les mots "aide sur presse lithographique" désignent toute personne qui est membre d'une équipe de salariés préposés au fonctionnement des presses, (autres que le pressier, le margeur ou le préposé au margeur automatique, l'opérateur, l'apprenti,) qui est qualifié pour agir comme auxiliaire des compagnons lithographes dans tout travail qui a directement rapport aux procédés lithographiques.

e) The words "lithographic press helper" mean any employee who is a member of the press crew (other than the pressman, feeder or feeder operator, the operator, or the apprentice) who is qualified to render assistance to lithographic journeymen in work directly connected with lithographic processes.

f) Aucun employé ne doit faire du travail lithographique à moins qu'il ne soit contremaitre, compagnon, apprenti, margeur, préposé au margeur automatique, "opérateur", ou aide sur presses lithographiques.

f) No employee shall be permitted to do any lithographic work unless he is a foreman, journeyman, apprentice, feeder, feeder operator, "operator" or lithographic press helper.

II. *Juridiction professionnelle:* a) Cette convention régit toutes les personnes employées à la production de travaux lithographiques au moyen des procédés lithographiques, planographique, photolithographique ou gélatineux, et ce, soit par procédé direct ou par "offset", soit dans un établissement spécialisé, privé, industriel, commercial, de photo-gravure, financier, d'assurance ou tout autre établissement, et soit qu'une telle production constitue le commerce principal de l'établissement ou qu'elle fasse l'objet d'un travail secondaire pour l'établissement.

II. *Professional jurisdiction* a) This agreement governs all persons engaged in the processes of production of lithography by lithographic, planographic, photo-lithographic or gelatine processes, whether direct or offset, and whether in trade plants, private, industrial, commercial, photo-engraving, financial, insurance, or any other establishments, and whether such operations constitute its principal business or are accessory to some other business or enterprise.

i) Pour les fins d'application de la présente convention, les départements suivants sont considérés comme des branches distinctes du métier:

i) For the purpose of this agreement, the following departments shall be deemed to be separate branches of the trade:

i. Département des Artistes

i) Art

- ii. Département du Camera
- iii. Département de la préparation des plaques
- iv. Département des presses

ii) Les dispositions qui déterminent le rapport entre le nombre des compagnons et celui des apprentis, sont stipulées à l'article X des présentes et s'appliquent à chacun des départements.

iii) Lorsqu'une ou plusieurs personnes, individuellement ou en société, exécutent à titre de contractants tout travail régi par la présente convention qui habituellement est exécuté par des salariés, cette ou ces personnes doivent être considérées comme étant elles-mêmes des salariés et sont en conséquence assujetties aux dispositions de la présente convention de la même manière et au même degré que lesdits salariés.

b) La présente convention ne régit pas:

i) Les chefs de bureau, les commis, les vendeurs, les préposés à l'entretien des bâtiments, les préposés aux ascenseurs, les nettoyeurs, les expéditeurs, les chauffeurs et autres salariés qui ne travaillent pas à la production de travaux lithographiques tels que définis au paragraphe "a" du présent article.

ii) Les salariés des départements de reliure et de finition, tels les coupeurs, les relieurs et les finisseurs.

iii) Les opérateurs de machines à multicopier dans les établissements privés, lorsque lesdites machines servent exclusivement à la production, au moyen de plaques planographiques ou lithographiques, d'imitations de travaux dactylographiés en caractères "pica" ou "élite", pourvu que cette production ne soit destinée qu'à leur usage exclusif et ne soit pas vendue.

iv) Les opérateurs de machines à multicopier dans les établissements privés, lorsque lesdites machines servent exclusivement à la surimpression, au moyen de plaques planographiques ou lithographiques, d'ouvrages déjà imprimés ou lithographiés dans des ateliers commerciaux d'imprimerie ou de lithographie, pourvu que cette surimpression ne soit destinée qu'à leur usage exclusif et ne soit pas vendue.

v) Le Comité Paritaire a le droit de visiter en tout temps les établissements où les opérateurs mentionnés aux paragraphes iii et iv ci-dessus ne sont pas assujettis à la présente convention.

III. *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale de la présente convention s'étend à toute la province de Québec.

IV. *Durée du travail*: a) La semaine de travail est de 40 heures, divisée en période régulière de jour ou de nuit n'excédant pas huit (8) heures par période.

b) Les heures de travail de l'équipe de jour sont réparties entre 7.00 a.m. et 5.30 p.m., les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.

c) Les heures de travail des équipes de nuit seront réparties entre les heures de la fin et commence le travail de l'équipe de jour.

d) La cédule des heures régulières, tant pour l'équipe de jour que pour les équipes de nuit, doit être affichée bien en vue dans chaque établissement. Les employeurs doivent, avant le 1er mai de chaque année transmettre au Comité Paritaire la cédule des heures de travail adoptée dans leur établissement et soumettre au Comité Paritaire toute modification apportée à ladite cédule.

V. *Temps supplémentaire*: a) Le temps supplémentaire est permis lorsque nécessaire.

b) Les heures de travail exécutées chaque jour soit avant ou après la cédule des heures régulières où commence ou prend fin le travail de chaque équipe dans chaque établissement, et qui forment la semaine régulière de travail sont considérées comme temps supplémentaire.

- ii) Camera
- iii) Plate-making
- iv) Press

ii) The provisions covering the proportion between the number of journeymen and that of apprentices shall be as specified in Section X and shall apply to each department.

iii) In all cases where one or more persons, individually or in partnership, perform as contractors any work covered by this agreement and ordinarily performed by employees, all such persons shall be deemed to be employees and shall be subject to the provisions of this agreement in the same manner and to the same extent as such employees.

b) The present agreement does not apply to:

i) Office executives and clerks, salesmen, building maintenance men, elevator operators, cleaners, shippers, chauffeurs, and other employees not actually engaged in the processes of production of lithography as set forth in subsection "a" of this section.

ii) Employees in the bindery and finishing departments, such as cutters, binders and finishers.

iii) Operators on multicopying machines in private plants when such equipment is used exclusively for the production of fac-simile typewritten matter by means of planographic or lithographic plates in pica or elite type faces only and provided such production is for their sole use and not for sale to others.

iv) Operators on multicopying machines in private plants when such equipment is used exclusively for overprinting (by means of planographic or lithographic plates) matter or material which has already been printed or lithographed by commercial printing or lithographing establishments and provided that such overprinting is for their sole use and not for sale to others.

v) The Parity Committee shall be entitled to inspect at all times establishments where employees are exempted in accordance with paragraphs iii and iv above.

III. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present agreement shall include the entire Province of Québec.

IV. *Duration of Labour*: a) The work week shall be 40 hours, divided into regular day or night shifts not exceeding eight (8) hours per shift.

b) For the day shift, the hours of labour shall be between 7.00 a.m. and 5.30 p.m. on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays

c) For the night shifts, the hours of labour shall be between the quitting and starting time of the day shift.

d) The schedule of regular hours of labour of both the day and the night shifts shall be posted in a conspicuous place in every establishment, and employers must notify the Parity Committee of the schedule of regular hours they have adopted before the first of May of each year, and any change therefrom shall be submitted to the Parity Committee.

V. *Overtime*: a) Overtime may be worked when necessary.

b) All time worked each day either before or after the regular starting or quitting time in each shift established in each shop to cover the regular work week shall be considered as overtime.

c) Le temps supplémentaire doit être rémunéré à raison de taux et demi de salaire pour les trois (3) premières heures ouvrées chaque jour, et de taux double de salaire pour les heures subséquentes.

d) Tout travail fait les samedis et dimanche doit être rémunéré à raison de taux double de salaire; mais là où la cédule des heures régulières de travail pour les équipes de nuit prévoit du travail pour le samedi, ce travail sera alors rémunéré aux taux réguliers des salariés de l'équipe de nuit.

e) Tout travail fait les jours de fête chômés doit être rémunéré à taux double de salaire, auquel doit être ajouté le salaire prévu à l'article VI des présentes pour les jours de fêtes chômés.

f) Pour les fins du présent article, les jours de fête chômés sont les suivants:

i) *Dans les ateliers anglais:* Le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, la Fête de la Reine Victoria, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail, le Jour d'Action de Grâce et le Jour de Noël.

ii) *Dans les ateliers français:* Le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception et le Jour de Noël.

iii) Lorsque la Fête de la Reine Victoria et/ou la Fête de la Confédération tombent le mardi ou le mercredi, ces fêtes peuvent être observées le lundi précédent; lorsque ces fêtes tombent le jeudi, elles peuvent être observées le vendredi suivant. L'application de cette disposition est laissée à la discrétion de l'employeur.

iv) Les employeurs doivent choisir l'un des deux groupes ci-haut mentionnés de jours fériés et faire connaître leur choix par écrit au Comité Paritaire avant le 1er mai de chaque année.

g) Le temps supplémentaire doit être calculé pour chaque journée de travail telle qu'établie dans l'établissement, et ce, tant pour le travail supplémentaire fait par les membres de l'équipe de jour que par ceux des équipes de nuit, lors même que le nombre d'heures qui constitue la semaine régulière de travail établie par la présente convention a ou n'a pas été complété. Un avis d'au moins 24 heures doit, en autant que possible, être donné aux salariés appelés à faire du temps supplémentaire.

h) Le travail supplémentaire, tant des salariés de l'équipe de jour que de ceux des équipes de nuit, est calculé sur la base des taux horaires qui leur sont payés, compte tenu de l'équipe dont ils font partie. Exemple:

i) Les salariés d'une équipe de nuit doivent être rémunérés sur la base de quinze pour cent (15%) de plus que les taux de l'équipe de jour, et le taux pour travail supplémentaire des équipes de nuit doit être établi en tenant compte dudit quinze pour cent (15%).

ii) Lorsque dans un atelier, on emploie plus d'une équipe, une seule de ces équipes est considérée comme équipe de jour et toute équipe additionnelle est considérée comme équipe de nuit.

VI. *Jours de fête chômés:* Pour l'année 1948, tous les jours de fête chômés, qui sont énumérés au paragraphe "f" de l'article V, sont payés aux taux des heures régulières de travail, et ce pour la perte totale de temps ouvrable occasionnée par l'observance de ces jours de fête chômés.

Pour les salariés des équipes de nuit, les jours de fête chômés commencent dans la soirée de la fête elle-même pour se poursuivre dans la journée suivante.

Pour avoir droit à la rémunération ci-haut prévue pour les jours de fête chômés, un salarié à moins qu'il ne soit malade ou excusé par l'em-

e) Overtime shall be paid for at the rate of time and a half for the first three hours of overtime worked in each day and at the rate of double time thereafter.

d) All work done on Saturdays and Sundays shall be paid at the rate of double time, except when regular scheduled hours for night shifts include Saturday work, in which case it will be paid for at the regular night shift rates.

e) All work performed on plant holidays shall be paid for at double time rates plus plant holiday allowance where applicable. (see Section VI).

f) For purpose of this Section, plant holidays are as follows:

i) *In English plants:* New Year's Day, Good Friday, Empire Day, St. John Baptist, Dominion Day, Labour, Day Thanksgiving Day and Christmas Day.

ii) *In French plants:* New Year's Day, Epiphany, Ascension, St. John Baptist, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception and Christmas Day.

iii) Should Empire Day and/or Dominion Day fall on a Tuesday or Wednesday, either or both holidays may be observed on the preceding Monday, or if either or both holidays fall on a Thursday, either or both holidays may be observed on the following Friday, at the discretion of the employer.

iv) All employers must adopt either the French or English holidays for observance in their plants, and must notify the Parity Committee in writing before the 1st of May of each year, of which group they desire to observe.

g) Overtime must be established each day on the basis of each regular day or night shift in each shop, regardless of whether the regular hours provided by this agreement have been worked or not. Whenever possible, at least 24 hours' notice of overtime shall be given to employees.

h) Overtime for employees on any shift shall be computed on the basis of the actual hourly rate of wages paid to them for the shift on which they are actually working. For example:

i) Employees working on a night shift are to be paid fifteen per cent (15%) higher than the day rate and the overtime rate for the night shift is to be computed on the fifteen per cent (15%) higher rate.

ii) When more than one shift is operated, only one of these shifts shall be deemed to be the day shift and any additional shift or shifts shall be deemed to be a night shift or shifts.

VI. *Plant Holidays:* During 1948 all plant holidays as set out in Section V (f) will be observed by paying employees at regular wage rates for any time lost by the observance of such plant holidays.

For the night shift workers the shift commencing on the Plant Holiday and continuing into the next day will be designated as the plant holiday shift.

To qualify for the plant holiday benefit aforesaid, an employee, unless ill or excused by management must work or stand ready to work the four regu-

ployeur doit travailler ou être prêt à travailler les quatre jours réguliers de travail de la semaine où survient le jour de fête chômé.

VII. Les salariés qui dans le cours d'une même journée travaillent à différentes catégories d'ouvrage sont rémunérés pour le nombre d'heures de travail consacrées à chacune de ces catégories aux taux établis par ces catégories respectives. Cependant aucune réduction ne peut être faite sur le taux horaire de salaire régulier d'un salarié qui, au cours d'une même journée, a travaillé à une catégorie d'ouvrage pour laquelle un taux horaire inférieur est établi dans la présente convention.

VIII. Si de nouvelles machines ou de nouveaux procédés, sujets aux dispositions du paragraphe "a" de l'article II de la présente convention, viennent à être utilisés au cours de la durée de ladite convention, la cédule des taux horaires de salaires et les conditions qui régiront ces nouvelles machines et ces nouveaux procédés seront déterminées par le Comité Paritaire.

IX. Un compagnon pressier, un apprenti pressier ou un "opérateur" dûment autorisé doit être employé sur toute presse en opération des groupes 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 et un margeur ou préposé au margeur automatique doit au surplus être employé sur toute presse des groupes 2 (2 couleurs), 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 sauf tel que ci-après prévu.

#### X. Apprentis:

1. La durée de l'apprentissage est comme suit:
 

Département des presses.....	4 ans
Département des artistes.....	5 ans
Département du camera.....	5 ans
Département de la préparation des plaques.....	5 ans

2. Le nombre d'apprentis alloué pour chaque département est le suivant:

a) Pour 3 compagnons (employés régulièrement comme tels): un apprenti.

Pour chaque groupe de 4 compagnons additionnels (employés régulièrement comme tels) 1 apprenti.

b) Tous les départements peuvent être réunis mais la proportion ci-dessus indiquée entre le nombre d'apprentis et le nombre de compagnons doit être maintenue. Cependant, on ne peut employer plus d'un (1) apprenti dans aucun département qui compte moins de sept (7) compagnons.

3. Dans le département des presses un apprenti doit avoir travaillé comme margeur avant de prendre charge d'une presse. Son apprentissage commence à la date où il prend charge d'une presse.

4. Les taux horaires minimum de salaires pour les apprentis s'établissent de façon suivante:

##### a) Département des presses:

Dès qu'un apprenti prend charge d'une presse, il doit recevoir un taux horaire de salaire majoré du neuvième (1/9) de la différence entre le taux horaire de salaire qu'il touchait comme margeur et le taux horaire de salaire fixé pour le compagnon pressier de ce groupe de presses. Son taux horaire de salaire durant son terme d'apprentissage, doit être majoré tous les six (6) mois d'un neuvième (1/9) de la différence entre le taux horaire de salaire qu'il touchait comme margeur et le taux horaire de salaire fixé pour le compagnon pressier de ce groupe de presses.

##### b) Départements autres que celui des presses:

— Pour tous les salariés engagés comme apprentis, le taux horaire initial de salaire est de \$0.56, avec majoration tous les six (6) mois d'un dixième (1/10) de la différence entre ce taux horaire initial et le taux horaire de salaire fixé pour les compagnons.

lar working days of the calendar week in which the holiday occurs.

VII. Employees working at more than one class of work at any time during any work day shall be paid at the rate being paid to the classes upon which they have worked for the period they work. However, no reduction shall be made to the regular hourly rate paid to any employees who may be employed at any time during any day, on any class having a lower rate in the present agreement.

VIII. Should any new equipment or processes, within the meaning of Section II, subsection "a", come into use during the lifetime of this agreement, the wage scales and conditions governing such equipment or processes shall be determined by the Parity Committee.

IX. Each press operated in Groups 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 and 10 must be attended by a journeyman pressman or press apprentice and each press operated in Group 2 (2-color) and in Groups 4, 5, 6, 7, 8, 9 and 10 must also have a feeder or feeder operator in attendance, except as herein after provided.

#### X. Apprentices: 1) Apprenticeship periods are as follows:

Press Room.....	4 years
Art Department.....	5 years
Camera Department.....	5 years
Plate Making Department....	5 years

2) The maximum number of apprentices allowed in each Department shall be as follows:

a) For 3 journeymen (regularly employed as such): 1 apprentice

For each additional 4 journeymen (regularly employed as such): 1 apprentice

b) All departments may be combined but the above ratio of apprentices to journeymen must be maintained. However, not more than one (1) apprentice may be employed in any department with less than seven journeymen.

3) In the press department, an apprentice must serve as feeder before taking charge of a press. His apprenticeship commences only from the time he takes charge of a press.

4. Minimum apprenticeship rates are as follows:

a) *Press Department:* Immediately after an apprentice takes charge of a press his wage rate shall be increased by one-ninth (1/9) of the difference between his feeder's rate and the journeyman pressman's rate for that press. His rate during the term of press apprenticeship shall be increased each six months by one-ninth (1/9) of the difference between the wages he received as feeder and the journeyman pressman's rate for size of press operatee.

b) *Departments other than Press:* For any employees engaged as apprentices, the minimum starting rate shall be \$0.56 with increases every six months on the basis of one-tenth (1/10) of the difference between the appropriate journeyman rate and the starting rate.

5. Les noms de tous les apprentis employés lors de l'entrée en vigueur de la présente convention doivent dans les 30 jours suivants être rapportés au Comité Paritaire; les noms de tous les apprentis qui seront embauchés au cours de la durée de cette convention doivent être rapportés au Comité Paritaire dans les trente (30) jours qui suivent leur embauchage.

Des rapports périodiques sur les progrès de ces apprentis doivent être adressés au Comité Paritaire à des intervalles de six (6) mois. Le premier de ces rapports doit, dans le cas des apprentis présentement embauchés, être remis au Comité Paritaire dans le courant du premier mois qui suit l'entrée en vigueur de la présente convention; quant aux nouveaux apprentis, le premier de ces rapports doit être remis dans les trente jours (30) jours qui suivent leur embauchage.

XI. *Vacances payées*: a) i) Tout salarié a droit à des vacances payées entre le 1er mai et le 30 septembre ou à un montant de salaire pour tenir lieu de vacances tel que stipulé au paragraphe "f" du présent article, le tout établi sur la base d'une journée complète pour chaque 25 jours de travail, compte tenu des absences occasionnées par la maladie ou autorisées pour cause. En conséquence, un salarié qui a travaillé régulièrement durant une année ou plus à compter de la date de la signature de la présente convention a droit à deux semaines de vacances avec paie entre le 1er mai et le 30 septembre.

ii) Pour avoir droit à des vacances payées, un salarié doit avoir été au service du même employeur de façon ininterrompue durant au moins un an.

b) La période de service d'un salarié est établie à compter du 30 juin de chaque année et toute allocation de vacance est calculée sur la base de la durée du service du salarié pour la période des 12 mois qui commence le 1er juillet de chaque année et qui se termine le 30 juin de l'année suivante.

c) Les vacances doivent être accordées, autant que possible, à la date qui convient le mieux au salarié, mais afin que l'employeur puisse assurer le bon fonctionnement de son établissement le droit lui est réservé de fixer définitivement la date des vacances.

d) Si un jour de fête mentionné au paragraphe "f" de l'article V des présentes survient au cours des vacances d'un salarié et que ce jour de fête coïncide avec un jour de travail, ce salarié a alors droit à une journée additionnelle de vacances avec paie.

e) Lorsqu'un salarié a été au service du même employeur de façon ininterrompue durant au moins un an, l'employeur doit lui accorder ses vacances. Il ne saurait lui être versé l'équivalent en argent pour tenir lieu de vacances, exception faite du cas prévu au paragraphe "f" suivant.

f) Si un salarié quitte son emploi, il doit recevoir pour tenir lieu de vacances un montant équivalent à une journée de salaire par 25 jours de travail compris entre le 1er juillet et la date où il quitte son emploi.

g) i) Le montant qui doit être versé à titre de vacances (ou le montant qu'un salarié doit recevoir pour tenir lieu de vacances dans le cas prévu au paragraphe "f" du présent article est le montant que ledit salarié aurait reçu s'il avait travaillé durant ladite période de vacances. Ainsi

5. The names of all apprentices employed as at the date this agreement comes into force must be reported to the Parity-Committee within 30 days thereafter; the names of all apprentices hired after the coming into force of this agreement and during its continuance must be reported to the Parity Committee within 30 days of the date of commencement of their employment. Periodical reports on the progress and development of all such apprentices must be made to the Parity Committee at six (6) month intervals, the first of such reports to be in the hands of the Parity Committee within one (1) month after the coming into force of the present agreement in the case of employees presently employed and in the case of new apprentices within thirty (30) days from the commencement of work.

XI. *Vacation with pay*: a) i. Every employee shall be entitled to vacation with pay between May 1st and September 30th, or pay in lieu of vacation as provided in Section "f" on the basis of one full day for every 25 days of actual work, due allowance to be made for authorized leaves of absence because of sickness or other justified causes. Thus, an employee who has rendered regular service during one year or more at the date of the approval of this agreement is entitled to two weeks vacation with full pay at some time between May 1st and September 30th.

ii) To qualify for vacation with pay, an employee must have worked for the same employer for at least one continuous year.

b) The period of service of each employee shall be determined as on June 30th in each year and vacation credits will be computed on the basis of the employee's service during the 12-month period commencing on July 1st in each year and ending on June 30th in the following year.

c) Vacations as far as possible will be granted at times most desirable to the employee but the final right to allotment of the vacation period is exclusively reserved to each employer in order to ensure the orderly operation of his plant.

d) If a plant holiday as defined in Section V "f" falls on a work day during an employee's vacation period, the employee shall be entitled to another day's vacation with pay.

e) Where an employee has worked continuously for the same employer for one year, he must be given holidays and may not receive vacation pay in lieu of holidays except as provided in paragraph "f" hereafter.

f) Upon termination of employment, the employee must receive pay in lieu of vacation on the basis of one day's pay for every 25 days worked between July 1st and the date of termination of employment.

g) i. The vacation pay to which an employee is entitled or in the case where paragraph "f" applies, the amount to which he is entitled in lieu of vacation, is the earnings he would actually have received had he worked during the period of vacation to which he is entitled. For example

dans le cas d'un salarié rémunéré à un taux horaire de salaire plus élevé que celui fixé par la présente convention, le montant qui doit lui être versé à titre de vacances (ou pour tenir lieu de vacances dans le cas prévu au paragraphe "j" du présent article) doit être établi sur la base du taux horaire de salaire auquel ce salarié est rémunéré.

ii) La prime de 15% pour le travail de nuit, prévue au paragraphe "a" de l'article XVI de la présente convention, doit être ajoutée au montant versé à titre de vacances (ou au montant dû pour tenir lieu de vacances dans le cas prévu au paragraphe "f" du présent article) à tout salarié qui a fait partie d'une équipe de nuit durant neuf des douze mois précédents.

XII. Il est interdit aux salariés réguliers d'un établissement de faire du temps supplémentaire dans un autre établissement.

XIII. Les employeurs doivent, sur demande, fournir des masques aux salariés qui exécutent du travail d'après le procédé de gravure en creux — "deep etch".

XIV. Les salaires doivent être payés en argent.

XV. Le travail à la pièce est prohibé dans tout établissement.

XVI. *Taux horaires de salaires: a) Travail de nuit:* Tous les salariés des équipes de nuit doivent être rémunérés aux taux de quinze pour cent (15%) supérieurs aux taux payés aux salariés de l'équipe de jour.

b) *Travail de jour:* Les taux horaires minima pour les salariés de l'équipe de jour sont les suivants:

	<i>Taux horaires de salaires</i>
<i>Département des artistes:</i>	
<i>Artiste (reproduction seulement)</i>	
Ouvrage commercial ou général.....	\$ 1.58
Dessinateur et graveur.....	1.58
<i>Étiquettes pharmaceutiques:</i>	
(Graveur et dessinateur employés exclusivement à du travail d'étiquettes pharmaceutiques).....	
Affiche (crayon).....	1.22
Affiche (lettrage).....	1.29
Retoucheur (travaux en couleurs).....	1.42
<i>Département du camera:</i>	
Opérateur de camera (travaux aux traits).....	1.82
Opérateur de camera (travaux en simili "Halftone" et séparation des couleurs).....	1.14
Opérateur de machines à projection.....	1.58
<i>Département de la préparation des plaques:</i>	
Transporteur (travaux commerciaux).....	1.58
Transporteur (travaux en couleurs).....	1.42
Tireurs d'épreuves.....	1.58
Opérateur de machines à composition photo-mécanique (Photo-Composograph & Step & Repeat Machine).....	1.58
Opérateur de châssis pneumatiques pour les plaques ainsi que pour les contacts négatifs et de positifs (Vacuum Frame and Contact Negative).....	1.58
Opérateurs de châssis pneumatiques pour les plaques ainsi que pour les contacts de négatifs et de positifs qui servent exclusivement à la reproduction par machines à multicopier.....	1.58
Préposés à l'assemblage de négatifs et de positifs, à la retouche des négatifs en page, à la retouche des négatifs et des positifs.....	1.16
Polisseur de pierres.....	1.58
	1.10

an employee who receives an hourly rate of wages in excess of the minimum hourly rate fixed by the present agreement must be paid for vacation (or pay in lieu of vacation where paragraph "f" of this section applies) on the basis of his regular hourly rate.

ii) The 15% premium provided by Section XVI "a" of the present agreement for night shift employees must be added to the vacation pay (or to the pay in lieu of vacation where paragraph "f" of this section applies) of every employee who has worked on a night shift during nine of the preceding twelve months.

XII. Regular employees of one shop shall not engage for overtime work in another shop.

XIII. Employees engaged on deep-etch process work must, upon request be furnished with masks by the employer.

XIV. Payment of wages shall be made in cash.

XV. No piece work shall be done in any shop.

XVI. *Wages rates: a) Night shift:* All employees working on night shifts shall be paid at a rate 15% higher than the hourly rate actually paid for day work.

b) *Day Work:* The minimum hourly rates of wages for day work shall be as follows:

	<i>Hourly Rates of Wages</i>
<i>Art department:</i>	
<i>Artists (reproducers only) Commercial, General, Letterers and Engravers ...</i>	
	\$ 1.58
<i>Drug Label</i>	
(engravers and letterers engaged exclusively on Drug Label Work).....	
Poster (crayon).....	1.22
Poster (letterers).....	1.69
Process (Color Correctors).....	1.42
<i>Camera department:</i>	
Camera Operators (Line Work).....	1.82
Camera Operators (Halftone and color separation).....	1.14
Projection Machine Operators.....	1.58
<i>Plate Making department:</i>	
Commercial Transferers.....	1.58
Color Transferers.....	1.42
Provers.....	1.58
<i>Photo Composograph and Step &amp; Repeat Operators.....</i>	
	1.58
<i>Vacuum Frame and Contact Negative Operators.....</i>	
	1.58
<i>Vacuum Frame and Contact Negative Operators who exclusively produce plates for reproduction by multicopying process.....</i>	
	1.16
<i>Negative Assemblers, Layouters, Opaquers and Strippers.....</i>	
	1.58
Stone Polishers.....	1.10

<i>Greneur: (grainoir jusqu'à 44 x 64):</i>			
Conduisant un grainoir à plaque unique.....	1.10	Plate grainers (up to plate size 44x64) Operating a single plate machine.....	1.10
Conduisant deux grainoirs à plaque unique ou un grainoir à double plaque.....	1.27	Operating two single or one double plate machine.....	1.27
Conduisant un grainoir à triple plaque	1.45	Operating triple plate machine.....	1.45
<i>Département des presses:</i>		<i>Press department:</i>	
<i>Opérateur de machines à multicopier:</i>		<i>Multicopying Machine Operator:</i>	
1ère année.....	1.01	First year.....	1.01
Années subséquentes.....	1.16	Thereafter.....	1.16
<i>Compagnons pressiers:</i>		<i>Journeymen pressmen:</i>	
Groupe 1. Presses jusqu'à et y compris 12 x 19 1 couleur.....	1.16	Group 1. Presses up to and including 12x19 1 color.....	1.16
Groupe 2. Presses de plus de 12 x 19 jusqu'à et y compris 20 x 30: 1 couleur.....	1.30	Group 2. Presses over 12x19 up to and including 20x30 1 color.....	1.30
2 couleurs.....	1.58	2 colors.....	1.58
Groupe 3. Presses de plus de 20 x 30 jusqu'à et y compris 22 x 34: 1 couleur.....	1.35	Group 3. Presses over 20x30 up to and including 22x34 1 color.....	1.35
2 couleurs.....	1.58	2 colors.....	1.58
Groupe 4. Presses de plus de 22 x 34 jusqu'à et y compris 36 x 48: 1 couleur.....	1.58	Group 4. Presses over 22x34 up to and including 36x48 1 color.....	1.58
2 couleurs.....	1.70	2 colors.....	1.70
Groupe 5. Presses de plus de 36 x 48 jusqu'à et y compris 44 x 52, 38½ x 58½ et 41 x 55½: 1 couleur.....	1.64	Group 5. Presses over 36x48 up to and including 44x52, 38½x58½, 41x55½. 1 color.....	1.64
2 couleurs.....	1.88	2 colors.....	1.88
3 couleurs.....	1.99	3 colors.....	1.99
Groupe 6. Presses de format dépassant ceux énumérés au groupe 5. 1 couleur.....	1.76	Group 6. Presses sizes over Group 5, 1 color.....	1.76
2 couleurs.....	1.93	2 colors.....	1.93
Groupe 7. Presses à 4 couleurs: 1er pressier.....	2.17	Group 7. Four Color Presses: 1st Pressman.....	2.17
2ième pressier.....	1.95	2nd Pressman.....	1.95
Groupe 8. Presses "Web Offset".....	1.64	Group 8. Web Offset Presses.....	1.64
Groupe 9. Presses à marbre horizontal (pierre).....	1.42	Group 9. Flat Bed Presses (Stone) ..	1.42
Groupe 10. Presses rotatives (procédé direct).....	1.51	Group 10. Direct Rotary Presses ....	1.51
Les presses employant le papier en rouleau pour la production des formes à débit continu ne sont pas comprises dans la cédule ci-dessus.		Roll Feed presses producing continuous forms are exempt from the above schedule.	
<i>Margeur et préposé au margeur automatique</i>		<i>Feeders and feeder operators:</i>	
<i>Presses à une couleur:</i>		<i>One color presses:</i>	
Groupes 2 et 3:		Groups 2 and 3	
1ère année.....	0.75	1st year.....	0.75
2ème année.....	0.83	2nd year.....	0.83
années subséquentes.....	0.91	Thereafter.....	0.91
Groupe 4:		Group 4:	
1ère année.....	0.78	1st year.....	0.78
2ème année.....	0.89	2nd year.....	0.89
années subséquentes.....	1.00	Thereafter.....	1.00
Groupe 5, 8, 9 et 10:		Groups 5, 8, 9 and 10	
1ère année.....	0.80	1st year.....	0.80
2ème année.....	0.93	2nd year.....	0.93
années subséquentes.....	1.07	Thereafter.....	1.07
Groupe 6:		Group 6:	
1ère année.....	0.82	1st year.....	0.82
2ème année.....	0.97	2nd year.....	0.97
années subséquentes.....	1.13	Thereafter.....	1.13
<i>Presses à multi-couleurs:</i>		<i>Multi-color Presses:</i>	
Groupes 2 et 3:		Groups 2 and 3:	
1ère année.....	0.77	1st year.....	0.77
2ème année.....	0.87	2nd year.....	0.87
années subséquentes.....	0.98	Thereafter.....	0.98
Groupe 4:		Group 4:	
1ère année.....	0.80	1st year.....	0.80
2ème année.....	0.93	2nd year.....	0.93
années subséquentes.....	1.07	Thereafter.....	1.07
Groupes 5, 7, 8, 9 et 10:		Groups 5, 7, 8, 9 and 10:	
1ère année.....	0.82	1st year.....	0.82
2ème année.....	0.97	2nd year.....	0.93
années subséquentes.....	1.13	Thereafter.....	1.71

**Groupe 6:**

1ère année.....	0.84
2ème année.....	1.01
années subséquentes.....	1.19
<b>Presses à quatre couleurs à feuilles mobiles, 36 x 48 et plus:</b>	
1er préposé au margeur.....	1.35
2ème préposé au margeur.....	1.24
<b>Aide sur presse lithographique:</b>	
1ère année, 1er semestre.....	0.56
1ère année, 2ème semestre.....	0.61
années subséquentes.....	0.67

**XVII.** Le Comité Paritaire peut autoriser un établissement de lithographie à employer un salarié avec peu ou pas d'expérience pour remplir la position d'un compagnon lorsqu'aucun compagnon n'est disponible. En tel cas, ce salarié qui a peu ou pas d'expérience est payé au taux horaire de salaire du compagnon dont il prend la place. L'autorisation ainsi accordée par le Comité Paritaire n'est valide qu'en autant que le salarié demeure au service de cet établissement.

**XVIII. a)** Le nombre d'heures formant la semaine régulière de travail ne peut être augmenté dans les établissements où antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la présente convention il était moindre que celui stipulé à l'article IV des présentes.

**b)** Dans le cas où antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la présente convention le taux horaire de salaire d'un salarié était plus élevé que celui fixé par la présente convention, le salaire hebdomadaire de cet employé ne doit pas être moindre du fait de la réduction apportée dans la durée de la semaine de travail, qui était de 41 heures en vertu du décret précédent et qui est de 40 heures en vertu de l'article IV des présentes.

**c)** Dans les établissements où antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la présente convention un salarié était rémunéré à un taux de salaire plus élevé que celui fixé par la présente convention, le taux horaire de salaire de ce salarié ne doit pas être diminué.

**XIX.** Lorsqu'un salarié arrive en retard à son travail, seul le temps que perd ce salarié peut lui être déduit.

**XX.** Toute vente ou cession d'intérêts, d'actions ou d'obligations à un salarié, en paiement du salaire stipulé par la présente convention, dans une industrie ou un commerce exploité par son employeur, est prohibée et nulle.

**XXI.** Lors de l'entrée en vigueur de la présente convention, le Comité Paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret précédent dans la juridiction territoriale déterminée par la présente convention demeure en fonction et continuera à surveiller l'application de la présente convention jusqu'à ce qu'un nouveau Comité Paritaire soit formé. Ce nouveau Comité Paritaire succédera au précédent, et sera investi de son actif et de ses droits; il prendra également à sa charge toutes les dettes du précédent Comité Paritaire.

**XXII.** S'il survient une augmentation dans l'indice du coût de la vie au-delà de l'indice de 150 points ou une régression vers l'indice de 150 points, pour chaque cinq points d'augmentation ou de diminution, il y aura automatiquement une augmentation ou une diminution hebdomadaire de \$2.00 dans le salaire.

**XXIII. Durée de la Convention.** La présente convention est valable à compter de la date de publication dans la *Gazette officielle de Québec* décret l'approuvant, et demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1948. Elle se renouvellera

**Group 6:**

1st year.....	0.84
2nd year.....	1.01
Thereafter.....	1.19
<b>Four color, Sheet Fed Press, 36x48 or over:</b>	
1st feeder operator.....	1.35
2nd feeder operator.....	1.24
<b>Lithographic press helpers:</b>	
1st year 1st six months.....	0.56
1st year 2nd six month.....	0.61
Thereafter.....	0.67

**XVII.** The Parity Committee may authorize lithographing establishments to use an untrained or partially trained operator to fill the position of a journeyman, when no journeyman is available. In such case the untrained or partially trained operator shall be paid at the hourly rate provided for the journeyman whom he replaces. The authorization so granted shall only remain valid while the employee remains in the employ of the establishment concerned.

**XVIII. a)** In workshops where prior to the date of the present agreement, the prevailing or standard number of hours making up the work week was less than those provided in Section IV, the said prevailing standard number of hours making up the work week shall not be increased.

**b)** Where prior to the date of the present agreement an employee's hourly rate exceeded the hourly rate fixed in the present agreement, the weekly rate of such employee must not be reduced by the reduction of the work week from 41 hours provided by the previous decree to the 40 hour work week provided in Section IV here of. In such case the hourly rate must be so increased that such employee will receive the same weekly wage for the 40 hour work week as he was receiving for a 41 hour work week under the previous decree.

**c)** In workshops where prior to the date of the coming into force of the present agreement an employee was paid at an hourly rate which exceeded the hourly rate fixed in the present agreement, the hourly rate of such employee shall not be reduced.

**XIX.** In cases where an employee reports late for work, only the time actually lost by the employee himself may be deducted.

**XX.** Any sale or cession of any interest, share or bond in payment of wages stipulated by the present agreement to an employee in an industry or a business carried on by his employer is prohibited and null.

**XXI.** On the ratification of the present agreement, the existing Parity Committee organized to carry out the previous decree in the territorial jurisdiction contemplated by the present agreement, shall remain in office and supervise the carrying out of the present agreement until a new committee is formed which shall succeed to and be vested with all the assets and rights of the former committee; it shall assume all the liabilities of the former committee under the said previous decree.

**XXII.** Should there be a rise in the official cost of living index beyond the base of 150 points or a fall to the base of 150 points, then for each five points rise or fall there shall be an automatic weekly wage adjustment of \$2.00 increase or decrease.

**XXIII. Duration of this agreement:** The present agreement shall be effective from the date of publication in the *Quebec Official Gazette* of the decree approving it, and shall remain in force until December 31st, 1948. It shall renew itself auto-

automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une ou l'autre des parties contractantes ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie et au Ministère du Travail, dans les soixante (60) jours avant l'expiration du terme original ou avant l'expiration de toute année subséquente.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail.

Québec, le 28 février 1948.

21491-0

matically from year to year thereafter, unless either of the contracting parties notifies the other party to the contrary, sixty (60) days prior to the expiration of the original term or prior to the expiry of any subsequent year and give notice of such termination to the Department of Labour within the same delay.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,

Québec, February 28, 1948.

21491-0

## AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie des Accessoires de Mode dans l'Île de Montréal, établi en exécution du décret numéro 99, du 29 janvier 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-conseil numéro 200, du 19 février 1948, section "D", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après mentionnés:

### 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec*, au 31 juillet 1948; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations qu'ils versent à leurs salariés régis par le décret numéro 99.

b) Tous les artisans assujettis au décret numéro 99 doivent également payer au Comité paritaire  $\frac{1}{2}$  de 1% des sommes gagnées dans l'exécution d'un travail régi par ledit décret.

c) Les salariés régis par le décret, doivent verser, au Comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

### 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine, et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces formules soient remplies et retournées au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des prélèvements, doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

## NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Fashion Accessories Industry on the Island of Montreal, formed under decree number 99 of January 29, 1948, has been authorized by a by-law, approved by Order in Council number 200 of February 19, 1948, part "D", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

### 1. Levy

The period of levy shall extend from the date of publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette* to July 31, 1948, and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the Decree, shall pay to the Parity Committee, a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to Decree number 99.

b) All the artisans subject to Decree Number 99 must also pay to the Parity Committee, a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the wages earned for work governed by the said Decree.

c) The employees governed by the Decree, shall pay to the Parity Committee, a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses, allocations.

### II.—Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed return forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee shall have the right to exact sworn reports every time it deems advisable.

The report together with levies shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which said report is required.

## 3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars et 30 juin 1948.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire de l'Industrie des Accessoires de Mode dans l'Île de Montréal, pour la période comprise entre le 7 février 1948 et le 21 juillet 1948.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE  
DES ACCESSOIRES DE MODE DANS L'ÎLE DE  
MONTRÉAL

État des recettes et déboursés pour la période de 6 mois comprise entre le 7 février 1948 et le 31 juillet 1948.

<i>Revenus:</i>	
Cotisations des employeurs professionnels .....	\$1,750.00
Cotisations des salariés .....	1,750.00
	\$3,500.00
<i>Dépenses:</i>	
Administration et salaires .....	\$2,250.00
Dépenses de bureau (éclairage, taxes, comptabilité, assurances, téléphone) .....	300.00
Inspection .....	300.00
Assemblées .....	175.00
Frais légaux .....	150.00
Impressions et papeterie .....	150.00
Loyer .....	125.00
Réserve pour dépenses imprévues .....	50.00
	\$3,500.00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 28 février 1948. 21513-0

## AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal, établi en exécution du décret numéro 131, du 5 février 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 200, du 19 février 1948, section "C", conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret de la manière ci-après décrite:

## 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 1er mai 1948; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

- a) Tous les employeurs professionnels régis par le décret numéro 131 doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations qu'ils versent à leurs employés assujettis audit décret.
- b) Tous les salariés régis par le décret numéro 131 sont tenus de verser au comité paritaire une cotisation équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leurs salaires, commissions, bonis et allocations.

## III.—Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31st and June 30th 1948.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Parity Committee of the Fashion Accessories Industry on the Island of Montreal for the period comprised between February 7, 1948, and July 31, 1948, is hereto annexed.

## THE PARITY COMMITTEE OF THE FASHION ACCESSORIES INDUSTRY OF THE ISLAND OF MONTREAL

Estimate of the receipts and disbursements for 6 month period between February 7, 1948 and July 31, 1948.

<i>Income:</i>	
Levy upon professional employers. . . . .	\$1,750.00
Levy upon employees. . . . .	1,750.00
	\$3,500.00
<i>Expenditures:</i>	
Administration and salaries. . . . .	\$2,250.00
Office overhead (Light, Taxes, Accountancy, Insurance, Telephone). . . . .	300.00
Inspection. . . . .	300.00
Meetings. . . . .	175.00
Legal fees. . . . .	150.00
Printing & Stationery. . . . .	150.00
Rent. . . . .	125.00
Reserve for contingencies. . . . .	50.00
	\$3,500.00

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, February 28, 1948. 21513-0

## NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee for the district of Montreal, formed under decree number 131 of February 5, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 200 of February 19, 1948, part "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, in the manner hereafter described:

## 1. Assessments

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to May 1, 1948; it is laid in the following manner:

- a) All the professional employers governed by the decree No. 131 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the payroll, bonuses, allocations paid to their employees governed by the said decree.
- b) All the employees governed by the decree No. 131 shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their wages, commissions, bonuses and allocations.

2. Mode de perception

Les employeurs professionnels doivent transmettre mensuellement au comité paritaire les cotisations qu'ils sont tenus de verser audit comité.

Les employeurs professionnels doivent retenir à même le salaire de chacun de leurs salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire et en faire remise audit comité en même temps que leurs propres cotisations.

Sur refus d'un employeur professionnel de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministère du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars et 30 juin 1948.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal, pour la période expirant le 1er mai 1948.

LE COMITÉ CONJOINT DES MÉTIERS  
DE LA CONSTRUCTION DE MONTRÉAL

Recettes et dépenses probables pour la période comprise entre le 14 février, 1948 et le 1er mai, 1948.

Recettes probables:

Employeurs professionnels, cotisations (1/2 de 1%)	\$21,000.00
Salariés, cotisation (1/2 de 1%)	21,000.00
	<u>\$42,000.00</u>

Dépenses probables:

Subvention à la Commission d'Apprentissage des Métiers du bâtiment et de Génie de Montréal, Centre n° 1	\$25,000.00
Secrétaire et personnel du bureau—salaires	5,950.00
Dépenses et jetons de présence des membres	3,600.00
Salaires des inspecteurs	15,400.00
Frais de déplacement des inspecteurs	3,000.00
Fonds de pension des employés	1,000.00
Loyer	600.00
Impressions et papeterie	800.00
Frais de poste et timbres d'accise	300.00
Frais: Bureau des Examineurs	1,500.00
Assurances et téléphone	125.00
Frais légaux et professionnels et audition	2,500.00
Dépréciation: ameublement et agencement	75.00
Dépenses diverses	150.00
	<u>\$60,000.00</u>
A être retiré du fonds de réserve	18,000.00
	<u>\$42,000.00</u>

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY,  
Ministère du Travail,  
Québec, le 28 février, 1948. 21509-0

2. Mode of collection

The professional employers shall remit every month to the Parity Committee the assessments which they have to pay to the said Committee.

The professional employers shall retain from the wages of each one of their employees the sums owed to the Parity Committee and remit same to the said Committee together with their own assessments.

Upon refusal by a professional employer, to pay or to give the necessary information, a five days notice will be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: March 31 and June 30, 1948.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trades Joint Committee for the district of Montreal, for the period ending May 1, 1948.

THE BUILDING TRADES JOINT  
COMMITTEE OF MONTREAL

Contemplated Income and Expenditure for the period from 14th February, 1948 to 1st May, 1948.

Estimated income:

Professional employers assessments (1/2 of 1%)	\$21,000.00
Employees' assessments (1/2 of 1%)	21,000.00
	<u>\$42,000.00</u>

Estimated expenditure:

Grant to Building and Engineering Construction Trades Apprenticeship Centre No. 1	\$25,000.00
Secretary and Office Personnel Salaries	5,950.00
Members' attendance, fees and expenses	3,600.00
Inspectors' salaries	15,400.00
Inspectors' travelling expenses	3,000.00
Employees' retirement fund	1,000.00
Rent	600.00
Printing & stationery	800.00
Postage & Excise stamps	300.00
Fees: Boards of Examiners	1,500.00
Insurance & Telephone	125.00
Legal, audit & professional fees	2,500.00
Depreciations: furniture & fixture	75.00
Miscellaneous expenses	150.00
	<u>\$60,000.00</u>
To be taken from Reserve	18,000.00
	<u>\$42,000.00</u>

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour,  
Department of Labour,  
Quebec, February 28, 1948. 21509-0

## AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'horlogerie, établi en exécution du décret numéro 100, du 29 janvier 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 200, du 19 février 1948, section "B", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163, et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après:

## 1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 7 février 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 100 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentage, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret N° 100 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon-senior le moins rémunéré, soit \$35.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 100 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à  $\frac{1}{2}$  de 1% de leur rémunération (salaire fixe, pourcentage, commissions, allocations ou bonis payés).

## 2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquels doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

## 3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au

## NOTICE LOFEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives a notice that the Parity Committee of Horology, formed under decree number 100 of January 29, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 200 of February 19, 1948, part "B", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163, and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

## 1. Assessment

The period of assessment shall extend from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to February 7, 1949, and apply as follows:

a) The professional employers governed by the decree number 100 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree (fixed wages, percentage, allocations, commissions or bonuses paid).

b) The artisans governed by the decree number 100 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of the lowest wages established for seniors journeymen, namely: \$35.00 per week.

c) The employees governed by the decree number 100 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to  $\frac{1}{2}$  of 1% of their remuneration (fixed wages, percentage, allocations, commissions or bonuses paid).

## 2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be indicated all the information required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete his report, sign it and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the committee, the assessment laid upon his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessment of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy laid by the present by-law is payable monthly by the professional employer, the artisans and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or give the necessary information, a five days' notice will be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

## 3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of his financial

ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1948.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'horlogerie, pour la période comprise entre le 7 février 1948 et le 7 février 1949.

COMITÉ PARITAIRE DE L'HORLOGERIE

Siège social: Montréal.

État des recettes et déboursés probables pour la période comprise entre le 7 février 1948 et le 7 février 1949.

*Recettes:*

Cotisations: ½ de 1%:	
Employeurs professionnels . . . . .	\$2,800.00
Salariés. . . . .	2,800.00
Artisans . . . . .	1,800.00
	<hr/>
	\$7,400.00
Honoraires d'examens . . . . .	200.00
	<hr/>
	\$7,600.00

*Déboursés:*

Secrétaire et personnel du bureau. . . . .	\$3,900.00
Jetons de présence . . . . .	400.00
Loyer . . . . .	400.00
Inspection . . . . .	1,000.00
Timbres, tel, etc. . . . .	200.00
Frais légaux, . . . . .	400.00
Vérification . . . . .	180.00
Papeterie . . . . .	200.00
Ameublement . . . . .	200.00
Frais d'examens . . . . .	200.00
Taxes et assurances . . . . .	50.00
Publicité et imprévus. . . . .	70.00
Subvention à la Commission d'apprentissage du métier d'horloger de Montréal . . . . .	500.00
	<hr/>
	\$7,700.00
Déficit prévu couvert par réserve accumulée . . . . .	100.00
	<hr/>
	\$7,600.00

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 28 février 1948. 21511-o

operations on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31, 1948

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of Horology for the period between February 7, 1948 and February 7, 1949.

PARITY COMMITTEE OF HOROLOGY

Corporate seat: Montreal

Estimate of the receipts and disbursements for the period between February 7, 1948 and February 7, 1949.

*Receipts:*

Assessments ½ of 1%:	
Professional employers . . . . .	\$2,800.00
Employees. . . . .	2,800.00
Artisans . . . . .	1,800.00
	<hr/>
	\$7,400.00
Examination fees . . . . .	200.00
	<hr/>
	\$7,600.00

*Disbursements:*

Secretary and office personnel . . . . .	\$3,900.00
Meeting expenses. . . . .	400.00
Rent. . . . .	400.00
Inspection . . . . .	1,000.00
Postage, Tel., etc. . . . .	200.00
Legal fees. . . . .	400.00
Audition. . . . .	180.00
Stationery . . . . .	200.00
Furniture. . . . .	200.00
Examination expenses. . . . .	200.00
Taxes and insurance. . . . .	50.00
Publicity and unforeseen expenses. . . . .	70.00
Subvention to the Apprenticeship Commission of the Clockmaking Trade of Montreal. . . . .	500.00
	<hr/>
	\$7,700.00
Probable deficit covered by reserve funds. . . . .	100.00
	<hr/>
	\$7,600.00

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, February 28, 1948. 21511-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements du Comité paritaire de l'industrie des Accessoires de Mode dans l'île de Montréal, établi en exécution du décret numéro 99 du 29 janvier 1948, et dont le siège social est situé dans la cité de Montréal, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 199 du 19 février 1948 (section "C").

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 28 février 1948. 21512-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (R.S.Q.) 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and by-laws of the Parity Committee of the Fashion Accessories Industry on the Island of Montreal, formed under decree number 99 of January 29th, 1948, and whose corporate seat is in the City of Montreal, have been approved by Order-in-Council number 199 of February 19th, 1948 (part "C").

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, February 28th, 1948. 21512-o

## AVIS DE MODIFICATION

## NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de détail à Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 3265 du 6 septembre 1940, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements comme suit:

1° En ajoutant comme partie contractante, La Section des Marchands de Chaussures de l'Association des Marchands Détaillants du Canada, Inc.;

2° En changeant, au paragraphe "f" de l'article II, le mot "et" par le mot "ou" à la suite des mots: "qui a charge de l'administration" à la 4ème et à la 7ème ligne de cet alinéa;

3° En remplaçant au sous-paragraphe 2 du paragraphe "gg" de l'article II, le mot: "exclusivement" par le mot: "principalement";

4° En ajoutant après le sous-paragraphe "gg" de l'article II, ce qui suit:

"Les étalagistes seront classés en trois catégories suivant leur compétence, des examens devant être passés aux conditions déterminées par le comité paritaire ou son bureau des examinateurs pour établir la compétence des candidats. Dans l'établissement de la compétence de chaque candidat, on devra tenir compte des conditions suivantes pour la classification dans chacune des catégories:

*Classe A:* L'étalagiste classé sous cette appellation devra avoir subi, avec succès, son examen devant le bureau des examinateurs, et avoir conservé au moins 75% des points sur la conception des plans, le montage, le drappage, la disposition des marchandises, le fond des vitrines, sans l'aide de qui que ce soit.

*Classe B:* L'étalagiste classé sous cette application devra avoir subi son examen devant le bureau des examinateurs, et avoir conservé au moins 75% des points sur deux (2) des trois matières, soit la décoration, le lettrage, le dessin;

*Classe C:* L'étalagiste classé sous cette application devra avoir subi son examen devant le bureau des examinateurs, et avoir conservé au moins 75% des points sur (1) une des trois matières, soit la décoration, le lettrage, le dessin;

Tout candidat à l'examen de qualification qui aura subi avec succès, cet examen sur l'une ou l'autre des matières, pourra après un an demander et obtenir un nouvel examen pour les matières sur lesquelles il n'aura conservé qu'un nombre insuffisant de points, ou pour lesquelles il n'aura pas voulu subir l'examen."

5° En enlevant au paragraphe "h" de l'article II, les mots: "au service d'ascenseur";

6° En remplaçant, au paragraphe "b" de l'article III, les mots: "quarante-neuf heures et quinze minutes" par les mots: "quarante-huit (48) heures" et en remplaçant, dans le même paragraphe "b", les mots: "réparties de la façon suivante" et les sous-paragraphe 1 et 2, par ce qui suit:

"réparties entre 8 heures a.m. et 6 heures p.m. chaque jour de la semaine avec le droit pour l'employeur de faire travailler ses salariés jusqu'à 10 heures p.m. un soir de la semaine et la veille des jours chômés."

7° En remplaçant, au 4ème alinéa du paragraphe "b" de l'article III, les mots: "quarante-neuf heures et quart" par les mots: "quarante-huit heures";

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the retail trade in Québec, rendered obligatory by the decree number 3265 of September 6, 1940, have submitted to him a request to amend the said decree and its amendments in the following manner:

1. By adding as contracting party, "La Section des Marchands de Chaussures" of the Retail Merchants Association of Canada, Inc.;

2. By changing, in subsection "f" of section II, the word "and" by the word "or" after the words "in charge of the administration", in the 4th and 7th lines thereof;

3. By replacing, in paragraph 2 of subsection "gg" of section II, the word "exclusively" by the word "mainly";

4. By adding, after paragraph 2 of subsection "gg" of section II, the following:

"Displayers are grouped into three categories according to their competency, examinations to be passed pursuant to the conditions determined by the Parity Committee or its Board of Examiners to establish the competency of the candidates. When establishing the competency of a candidate, the following conditions shall determine the classifying in any one of the categories:

*Class A:* The displayer classed "A" shall have passed his examination before the Board of Examiners with at least 75% of the points on conception, plans, erection, draping, laying out of merchandise, window background, without any help whatever.

*Class B:* The displayer classed "B" shall have passed his examination before the Board of Examiners with at least 75% of the points on two (2) of the three subjects, i.e. decoration, lettering, drawing;

*Class C:* The displayer classed "C" shall have passed his examination before the Board of Examiners with at least 75% of the points on one (1) of the three subjects, i.e. decoration, lettering, drawing;

Every candidate of the competency examination who has passed the examination on either one of the three subjects may, after one year, request and obtain another examination for the subjects on which he did not have a sufficient number of points or on which he had refused to pass the examination."

5. By deleting, in subsection "h" of section II, the words "elevator";

6. By replacing, in subsection "b" of section III, the words "forty-nine (49) hours and fifteen (15) minutes" by the words "forty-eight (48) hours", and by replacing, in the same subsection "b", the words "distributed as follows" and paragraph 1 and 2, by the following:

"distributed between 8.00 a.m. and 6.00 p.m. every day of the week with the employer having the right to cause his employees to work until 10.00 p.m. one evening of the week and holidays eves."

7. By replacing, in the 4th paragraph of subsection "b" of section III, the words "forty-nine and one quarter (49¼)" by the words "forty-eight (48)";

8° En remplaçant, dans les premières lignes du paragraphe "d" de l'article III, les mots: "le samedi" par les mots: "un jour de la semaine";

9° En ajoutant, au paragraphe "e" de l'article III, après les mots: "le lendemain du Jour de l'An", les mots suivants: "ou le surlendemain du Premier de l'an, si le lendemain est un dimanche."

10° En remplaçant, au paragraphe "f" de l'article III, les mots: "cinquante-cinq heures" par les mots: "cinquante et une heures";

11° En remplaçant, au paragraphe "g" de l'article III, les mots: "cinquante-cinq heures" par les mots "cinquante et une heures";

12° En abrogeant le paragraphe "k" de l'article III, et en le remplaçant par le suivant:

k) Les gardiens de nuit n'auront droit à aucune rémunération pour le travail supplémentaire pourvu que leurs heures de travail n'excèdent pas quatre-vingt-quatre heures dans une semaine."

13° En remplaçant, au paragraphe "l" de l'article III, les mots: "cinquante-cinq heures" par les mots: "cinquante et une heures";

14° En remplaçant le paragraphe "a" de l'article IV par le suivant:

Occupation:	Salaire hebdomadaire	
	Homme	Femme
a) Chef de rayon:		
Dans département faisant \$100,000.00 d'affaires et plus	\$50.00	\$39.00
Dans département faisant \$50,000.00 d'affaires et plus. . . . .	45.00	33.00
Dans département faisant moins de \$50,000 d'affaires. . . . .	40.00	28.00

Ces taux de salaires comprennent tous bonis qui peuvent être dus à cette classe de salariés, en plus de leur salaire régulier; toutefois, l'employé doit recevoir chaque semaine le taux minimum déterminé ci-haut."

15° En ajoutant, à la suite du paragraphe "a" de l'article IV, ce qui suit:

"suivant le chiffre d'affaires fait durant l'année précédente, par le ou les départements dont il est en charge."

16. En remplaçant les paragraphes "b", "c", "d", "e", et "f" par les suivants:

	Homme	Femme
b) Chef étalagiste. . . . .	\$50.00	
c) Chef d'allée. . . . .	36.00	
d) Comptable. . . . .	35.00	
Assistant-comptable. . . . .	25.00	20.00
Préposé à la perception extérieurement. . . . .	30.00	
e) Commis et employé de bureau: <i>taux horaire</i>		
1. Surnuméraire. . . . .	0.45	0.28
2. Supplémentaire. . . . .	0.55	0.35
3. Régulier: <i>par semaine</i>		
durant la 1ère année d'expérience. . . . .	\$14.00	\$13.00
durant la 2ème année d'expérience. . . . .	18.00	14.50
durant la 3ème année d'expérience. . . . .	18.00	16.00
durant la 4ème année d'expérience. . . . .	21.00	
durant la 5ème année d'expérience. . . . .		24.00

Tous les employés féminins de cette catégorie ayant trois années d'expérience ou plus doivent être payés comme suit:

1/3 Classe C. . . . .	\$17.50
1/3 Classe B. . . . .	19.00
1/3 Classe A. . . . .	21.00

Tous les employés masculins de cette catégorie ayant cinq années d'expérience ou plus doivent être payés comme suit:

1/3 Classe C. . . . .	\$28.00
-----------------------	---------

8. By replacing, in the first lines of subsection "d" of section III, the words "on Saturdays and" by the words "one week days and during the";

9. By adding, in subsection "e" of section III, after the words "the day after New Year's Day" the following words: "or the second day after if the latter be a Sunday".

10. By replacing, in subsection "f" of section III, the words "fifty-five (55) hours" by the words "fifty-one hours";

11. By replacing, in subsection "g" of section III, the words "fifty-five (55) hours" by the words "fifty-one (51) hours";

12. By deleting subsection "k" of section III and replacing it by the following:

"k) Night watchmen are not entitled to overtime remuneration as long as their hours of work do not exceed eighty-four hours in one week."

13. By replacing, in subsection "l" of section III, the words "fifty-five (55) hours" by the words "fifty-one hours";

14. By replacing subsection "a" of section IV by the following:

Occupation:	Weekly Wages	
	Male	Female
a) Departmental manager: with a minimum turnover, in his department, of \$100,000.00. . . . .	\$50.00	\$39.00
With a minimum turnover of \$50,000.00 . . . . .	45.00	33.00
* whose turnover is less than \$50,000.00. . . . .	40.00	28.00

These rates of wages include all bonuses which may be owed to that class of employees, in excess of their regular wages; however, the employee shall receive each week the minimum rate determined above."

15. By adding, at the end of subsection "a" of section IV, the following:

"according to the turnover of the preceding year in the department or departments of which he is in charge."

16. By replacing subsections "b", "c", "d" and "e" by the following:

	Male	Female
b) Head displayer. . . . .	\$50.00	
c) Floor-walker. . . . .	36.00	
d) Book-keeper. . . . .	35.00	
Assistant-book-keeper. . . . .	25.00	20.00
Collector (outside). . . . .	30.00	
e) Clerk and office employee: <i>per hour</i>		
1. Supernumerary employee	\$ 0.45	\$ 0.28
2. Extra employee. . . . .	0.55	0.35
3. Regular employee: <i>per week</i>		
During 1st year of experience. . . . .	\$14.00	\$13.00
During 2nd year of experience. . . . .	18.00	14.50
During the 3rd year of experience. . . . .	18.00	16.00
During the 4th year of experience. . . . .	21.00	
During the 5th year of experience. . . . .		24.00

All females employees of this category with three years of experience or more shall be paid as follows:

1/3 Class C. . . . .	\$17.50
1/3 Class B. . . . .	19.00
1/3 Class A. . . . .	21.00

All male employees in this category with five years of experience or more shall be paid as follows:

1/3 Class C. . . . .	\$28.00
----------------------	---------

1/3 Classe B. .... 32.00  
 1/3 Classe A. .... 36.00  
 17° En abrogeant la première partie du sous-  
 paragraphe 4 du paragraphe "e" de l'article IV,  
 et en remplaçant la deuxième partie du même  
 paragraphe 4 par la suivante:

"*Etalagiste*: Après avoir complété cinq années  
 d'expérience, les employés masculins de cette ca-  
 tégorie, s'ils veulent avoir droit aux salaires des  
 classes A, B, et C devront passer les examens re-  
 quis pour chacune des classes pour déterminer  
 leur compétence et les salaires déterminés pour  
 chacune des classes seront les suivants:

	<i>par</i> <i>semaine</i>
Classe A. ....	\$40.00
Classe B. ....	35.00
Classe C. ....	32.00

18° En remplaçant le paragraphe "f" de l'ar-  
 ticle IV par le suivant:

"f) *Autres employés*:  
 1. livreur. .... \$30.00  
 aide-livreur de moins de 19 ans. .... 16.00  
 aide-livreur de 19 ans et plus. .... 23.00

2. messenger. .... 12.00  
 3. chasseur. .... 11.00"

19° En remplaçant le paragraphe "g" de l'ar-  
 ticle IV par le suivant:

"g) *Personnel d'atelier*:  
 1. Hommes: *Par semaine*  
 a) apprenti tailleur ou couturier:  
 1ère année. .... \$14.00  
 2ème année. .... 16.00  
 3ème année. .... 18.00  
 4ème année. .... 21.00  
 5ème année. .... 24.00

b) les tailleurs ou couturiers ayant 5 ans d'ex-  
 périence ou plus doivent être rémunérés comme  
 suit:

1/3 Classe A. ....	\$36.00
1/3 Classe B. ....	32.00
1/3 Classe C. ....	28.00

2. Femmes:

a) apprentie modiste ou couturière:  
 1ère année. .... \$13.00  
 2ème année. .... 14.50  
 3ème année. .... 16.00

b) les modistes couturières ayant trois années  
 d'expérience ou plus doivent être rémunérées  
 comme suit:

1/3 Classe A. ....	\$22.00
1/3 Classe B. ....	19.00
1/3 Classe C. ....	17.50"

20° En remplaçant les paragraphes "i" et  
 "j" de l'article IV par les suivants:

"i) Les hommes de métiers, détenteurs d'une  
 carte de compagnon émise par le comité paritaire  
 doivent être rémunérés au taux de \$34.00 par  
 semaine."

"j) Les apprentis, hommes de métier, devront  
 recevoir les salaires suivants:

apprenti, 1ère année. ....	\$14.00
apprenti, 2ème année. ....	16.00
apprenti, 3ème année. ....	18.00
apprenti, 4ème année. ....	22.00

L'apprenti-homme de métier qui aura complété  
 ses quatre années d'apprentissage mais qui n'aura  
 pas passé les examens pour se faire classer compa-  
 gnon dans son métier recevra le salaire des  
 hommes d'ouvrage général."

21° En enlevant au paragraphe "k" de l'ar-  
 ticle IV, les mots: "ou aide à la livraison" et en  
 ajoutant les salaires suivants:

"1. Homme d'ouvrage général:	
a) de moins de 19 ans. ....	\$16.00
b) de 19 ans et plus. ....	25.00

1/3 Class B. .... 32.00  
 1/3 Class A. .... 36.00"

17. By deleting the first part of paragraph 4  
 of subsection "e" of section IV, and by replacing  
 the second part thereof by the following:

"*Displayer*: After five years of experience, the  
 male employees of this category who wish to re-  
 ceive the wages of classes A, B and C shall sit  
 for the examinations required for each class in  
 order to determine their competency and the  
 wages established for each are as follows:

	<i>per week</i>
Class A. ....	\$40.00
Class B. ....	35.00
Class C. ....	32.00

18. By replacing subsection "f" of section IV  
 by the following:

"f) *Other employees*:  
 1. Delivery man. .... \$30.00  
 Delivery man's helper under 19  
 years of age. .... 16.00  
 Delivery man's helper 19 years of  
 age or more. .... 23.00  
 2. Messenger. .... 12.00  
 3. Errand Boy. .... 11.00"

19. By replacing subsection "g" of section IV  
 by the following:

g) *Shop personnel*:  
 1. *Male employees*: *Per week*  
 a) Apprentice-tailor or dress-maker:  
 1st year. .... \$14.00  
 2nd year. .... 16.00  
 3rd year. .... 18.00  
 4th year. .... 21.00  
 5th year. .... 24.00

b) Tailors and dress-makers with 5 years of  
 experience or more will be paid as follows:

1/3 Class A. ....	\$36.00
1/3 Class B. ....	32.00
1/3 Class C. ....	28.00

2. *Female employees*:

a) Apprentice-milliner or seamstress:  
 1st year. .... \$13.00  
 2nd year. .... 14.50  
 3rd year. .... 16.00

b) Milliner-seamstress with 3 years of expe-  
 rience or more will be paid as follows:

1/3 Class A. ....	\$22.00
1/3 Class B. ....	19.00
1/3 Class C. ....	17.50

20. By replacing subsections "i" and "j" of  
 section IV by the following:

"i) Tradesmen, holders of a journeyman's  
 card issued by the Parity Committee shall be re-  
 munerated at the rate of \$34.00 per week."

"j) Trade apprentices shall receive the follow-  
 ing wages:

apprentice, 1st year. ....	\$14.00
apprentice 2nd year. ....	16.00
apprentice, 3rd year. ....	18.00
apprentice, 4th year. ....	22.00

The trade apprentice who has completed four  
 years of apprenticeship but has not passed the  
 examinations to be classified as journeyman in  
 his trade shall receive the wage rate of a general  
 work employee."

21. By deleting, in subsection "k" of section  
 IV, the words "or helping to the delivery" and  
 by adding the following wage rates:

"1. General work employee:	
a) under 19 years of age. ....	\$16.00
b) 19 years of age or more. ....	25.00

c) travaillant en dehors des heures régulières de travail, soit entre 6 heures p.m. et 8 heures a.m. . . . . 0.60  
l'heure

2. Femmes de ménage:  
(pour 48 heures de travail par semaine fait de jour ou de nuit) \$15.00

3. Préposés aux ascenseurs:  
(pour 48 heures de travail). . . . . 14.00"

22) En remplaçant le paragraphe "l" de l'article IV par le suivant:

"l) Le salaire hebdomadaire des gardiens de nuit sera comme suit:

a) gardien de nuit faisant seulement de la surveillance. . . . . \$25.00

b) gardien de nuit qui fait de l'ouvrage général. . . . . 30.00"

23) En ajoutant, à la suite du paragraphe "n" de l'article IV, l'alinéa suivant:

"Toutefois, à l'occasion de l'engagement ou du ré-engagement de l'employé, ou du rajustement des salaires à l'occasion du présent décret, la méthode de calculer le boni sur les ventes ou le chiffre d'affaires attribué à chaque employé pourra être modifiée."

24) En remplaçant, au paragraphe "o" de l'article IV, les mots: "au taux du salaire actuellement payé" par les mots: "comme suit" et en remplaçant les sous-paragraphes 1, 2, 3 et 4 par les suivants:

1 "1. Après 48 heures de travail, au taux et demi du salaire payé;

2. Pour travail fait le dimanche et entre 11 heures p.m. et 7 heures a.m. au taux double du salaire payé."

25) En abrogeant les sous-paragraphes 1 et 2 du paragraphe "t" de l'article IV et en les remplaçant par les suivants:

"1. Lorsqu'il n'y a qu'un employé, il doit être classé dans la classe "C" pour un an, dans la classe "B" durant sa deuxième année et dans la classe "A" dans la suite;

2. Lorsqu'il n'y a que deux employés, l'un doit être dans la classe "C" et l'un dans la classe "B" durant leur première année et ensuite ils doivent être promus, l'un au salaire de la classe "A" et l'autre au salaire de la classe "B"."

26. En ajoutant l'article V-A comme suit:

"V. a) *Pouvoirs généraux du Comité Paritaire:* Pour surveiller l'application du décret, le Comité Paritaire formé de représentants des employeurs et des employés suivant le travail qu'ils accomplissent dans les catégories d'emploi déterminé à la convention, et de décider de tout litige concernant l'interprétation dudit décret.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, ce 28 février 1948. 21514-o

c) working in excess of the regular working hours i.e. between 6.00 p.m. and 8.00 a.m. . . . . 0.60  
per hour

2. Charwoman:  
(for 48 hours per week worked during day or night. . . . . \$15.00

3. Elevator employee:  
(for 48 hours of work). . . . . 14.00"

22. By replacing subsection "l" of section IV by the following:

"1. The weekly wage rate of night watchmen shall be as follows:

a) night watchman committed to the watch only. . . . . \$25.00

b) night watchman doing general work. . . . . 30.00"

23. By adding, after subsection "n" of section IV, the following paragraph:

"However, at the time of employment or re-employment of an employee, or of wage readjustments resulting from the present decree, the way of computing the bonus on sales or turnover credited to each employee may be amended."

24. By replacing, in subsection "o" of section IV, the words "according to the actual rate" by the words "as follows" and by replacing paragraphs 1, 2, 3 and 4 by the following:

"1. After 48 hours of work, at the rate of time and one half;

2. For work performed on Sunday and between 11.00 p.m. and 7.00 a.m., at the rate of double time."

25. By deleting paragraphs 1 and 2 of subsection "t" of section IV and replacing them by the following:

"1. When there is but one employee, he shall be classed in class "C" for one year, in class "B" during his second year and in class "A" thereafter.

2. When there are but two employees, one shall be in class "C" and the other in class "B" during the first year and, thereafter, they shall be promoted, one in class "A" and the other in class "B"."

26. By adding the following section V-A:

"V. a) *General powers of the Parity Committee:* To administer the decree, the Parity Committee consisting of employers' and employees' representatives has the right to classify employees according to the work which they perform in the categories of employment determined in the agreement, and to settle any dispute as to the interpretation of the said decree.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, February 28, 1948. 21514-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de garage du district de Québec lui ont présenté une requête à l'effet de modifier le

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the garage employees of the district of Québec have submitted to him a request to amend the decree number 765

décret numéro 765, du 13 mai 1938, et ses amendements, comme suit:

1° En ajoutant, au paragraphe "a" de l'article II, au milieu dudit paragraphe, après les mots: "travaux de mécanique", les mots: "de soudeur"; et, en remplaçant, à la fin du même paragraphe, les mots: "de batteries" par le mot: "d'accumulateurs";

2° En changeant les taux de salaires suivants fixés à l'article IV, pour les diverses classes d'employés concernés, comme suit:

	Taux horaire
"Classe "A".....	\$0.95
Classe "B".....	0.83
Classe "C".....	0.78
Classe "D".....	0.73
Préposé aux accumulateurs, vulcanisateur ou réchappeur.....	0.75
Vitriers et graisseurs.....	0.73
Apprentis:	
1ère année.....	0.30
2ème année.....	0.40
3ème année.....	0.50
4ème année.....	0.60
Hommes de service:	
Débutant (1ère année).....	0.35
Classe "B".....	0.50
Classe "A".....	0.55

3° En abrogeant et remplaçant le sous-paragraphe "c" du paragraphe 4 de l'article IV par le suivant:

"c) Les taux de salaires supérieurs à ceux du présent décret ne pourront être diminués; toute entente plus avantageuse intervenue verbalement ou par écrit entre un employeur ou son représentant et l'un quelconque des employés régis par le présent décret sera considérée comme faisant partie du présent décret et ne pourra être changée."

4° En ajoutant le sous-paragraphe "c" suivant au paragraphe 1 de l'article V:

"c) Tous règlements que la Commission d'apprentissage des métiers de l'automobile pourra édicter auront préséance sur les règlements ci-haut."

5° En remplaçant, au sous-paragraphe 4 du paragraphe "a" de l'article VI, à la fin de ce sous-paragraphe, le chiffre: "50%" par "100%"; et, en ajoutant, à la suite ce qui suit:

"Toutefois, pour avoir droit à cette majoration, l'employé doit être à la disposition de l'employeur, ou avoir travaillé, durant les heures régulières de travail de la même journée."

6° En remplaçant le sous-paragraphe 2 du paragraphe "b" de l'article VI par le suivant:

"2. Dans les établissements de la juridiction commerciale qui peuvent rester ouverts, jour et nuit, le travail pourra être réparti entre deux équipes d'employés travaillant, l'une de jour et l'autre de nuit, un maximum de 60 heures par semaine; tout travail, soit de jour soit de nuit, fait après 60 heures doit être payé au taux et demi."

7° En ajoutant, après le sous-paragraphe 2, du paragraphe "b" de l'article VI, les sous-paragraphe suivants:

"3. La distribution des heures de travail doit se faire entre 7.00 a.m. et 8.00 p.m., du lundi au samedi inclusivement.

4. Il est interdit aux hommes de service et aux artisans de ces débits d'essence, stations de service et garages d'une capacité d'entreposage intérieur de moins de 3,000 pieds carrés, de travailler à la vente, à la distribution ou à la manipulation de l'essence et de lubrifiants, le dimanche, le Jour de Noël, le Premier de l'an et en dehors des heures mentionnées à l'alinéa précédent;

of May 13, 1938, and its amendments, as follows:

1° In subsection "a" of section II, in the middle of the said subsection, by deleting the word "as mechanical" and replacing them by "such as mechanical, welding";

2. By changing the following wage rates established in section IV, for the various classes of employees concerned, as follows:

	Hourly rates
"Class A.....	\$0.95
Class B.....	0.83
Class C.....	0.78
Class D.....	0.73
Storage battery man, vulcanizer or retreader.....	\$0.75
Glazier and greaser.....	0.73
Apprentice:	
1st year.....	\$0.30
2nd year.....	0.40
3rd year.....	0.50
4th year.....	0.60
Service men:	
Beginner (1st year).....	0.35
Class B.....	0.50
Class A.....	0.55

3. By deleting and replacing paragraph "c" of subsection 4 of section IV by the following:

"c) The rates of wages higher than those determined by the present decree shall not be reduced; any more advantageous agreement entered into, verbally or in writing, between an employer or his representative and any one of the employees governed by the present decree shall be considered as part of the present decree and shall not be changed."

4. By adding the following paragraph "c" to subsection 1 of section V:

"c) All by-laws which the Apprenticeship Commission of the Automobile Trades may enact shall take precedence of the above by-laws."

5. By replacing, in paragraph 4 of subsection "a" of section VI, at the end of the said paragraph, the figure 50% by "100%", and by adding to it the following:

"However, to be entitled to such increase, the employee shall be at the disposal of the employer, or have worked, during the regular working hours of the same day."

6. By replacing paragraph 2 of subsection "b" of section VI by the following:

"2. In those establishments of the commercial jurisdiction which are allowed to remain open day and night, work may be distributed between two shifts of employees, one working during the day and the other during the night a maximum of 60 hours per week; all work, either day or night, performed after 60 hours shall be paid at the rate of time and one half."

7. By adding, after paragraph 2 of subsection "b" of section VI, the following paragraphs:

3. The working hours shall be distributed between 7.00 a.m. and 8.00 p.m., from Monday to Saturday inclusive.

4. No service man or artisan in a gasoline station, service station or garage with an inside storing capacity of less than 3,000 square feet may work at the sale, distribution or handling of gasoline and lubricants on Sunday, Christmas Day, New Year's Day and outside the hours mentioned in the foregoing paragraph;

5. Toutefois, entre le 15 juin et le 15 septembre de chaque année, dans les débits d'essence, stations de service et garages d'une capacité d'entreposage intérieur de moins de 3,000 pieds carrés, la distribution des heures de travail peut se faire entre 7.00 a.m. et 10.00 p.m. du lundi au samedi inclusivement et entre midi et 6.00 p.m. le dimanche;

6. Les propriétaires ou locataires de garages d'une capacité d'entreposage intérieur de 3,000 pieds carrés ou plus qui jugent à propos de se prévaloir du régime d'exemption prévu au présent article doivent en aviser le Comité paritaire par lettre recommandée, dans les trente (30) jours qui suivront la publication du décret d'amendement dans la *Gazette officielle de Québec*.

8° En ajoutant, au deuxième alinéa, du paragraphe "c" de l'article VI, à la fin dudit alinéa, après les mots: "la durée du travail", les mots: "et aux salaires";

9° En remplaçant le deuxième alinéa du paragraphe "d" de l'article VI par le suivant:

"Nonobstant le paragraphe précédent, ces établissements pourront continuer leurs activités les plus urgentes, d'accord avec les dispositions de la Loi du Repos hebdomadaire, mais les salariés qui travailleront ces journées-là recevront, en plus de leur salaire régulier, un supplément égal au taux du salaire fixé par le présent décret pour leur classification."

10° En remplaçant, au paragraphe 2 de l'article VII, les mots: "30 heures" par les mots: "40 heures";

11° En remplaçant le paragraphe 6 de l'article VII par le suivant:

"Les costumes, uniformes spéciaux et les jaquettes requis par l'employeur devront être fournis et payés par lui; il devra aussi les faire blanchir à ses frais et il resteront sa propriété."

12° En remplaçant le paragraphe 8 de l'article VII par le suivant:

"8. Le pourboire est la propriété de l'employé; l'employeur ne pourra le retenir ou s'en servir même avec le consentement de l'employé, comme partie du salaire; l'employeur ne pourra non plus congédier ou suspendre un employé qui accepte un pourboire."

13° En ajoutant, au milieu du 1er alinéa du paragraphe 18 de l'article VII, entre les mots: "ou" et "qui n'a pas plus de 4 heures d'absence", les mots suivants: "si la semaine normale de l'établissement est de moins de 54 heures."

14° En remplaçant, au premier et au deuxième alinéa du paragraphe 18 de l'article VII, les mots: "le 28 novembre" par les mots: "le premier avril"; et en remplaçant, au deuxième alinéa, les mots: "de l'année suivante" par les mots: "de la même année"; et, en ajoutant audit paragraphe 18 l'alinéa suivant:

"Le salaire dû à un employé pour sa semaine de vacances devra lui être payé avant son départ pour ses vacances. Si un salarié, qui a acquis le droit à ses vacances de la manière déterminée ci-haut, quitte son emploi, ou s'il est congédié pour quelque raison que ce soit, avant d'avoir bénéficié de ses vacances, l'employeur sera tenu, au moment du départ, de lui payer en argent l'équivalent d'une semaine de salaire au taux régulier pour la semaine normale de travail de l'établissement; l'employeur sera tenu à la même obligation s'il négligeait de donner des vacances à un salarié entre le premier avril et le premier novembre de chaque année."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra

5. However, between June 15 and September 15 of each year, in a gasoline station, service station and garage with an inside storing capacity of less than 3,000 square feet, the working hours may be distributed between 7.00 a.m. and 10.00 p.m. from Monday to Saturday inclusive, and between 12.00 (noon) and 6.00 p.m. Sunday;

6. Owners or tenants of garages with an inside storing capacity of 3,000 square feet or more who decide to avail themselves of the exemption clause contained in the present section shall notify the Parity Committee, by registered letter, within the thirty (30) days following the publication of the amending decree in the *Quebec Official Gazette*."

8. By adding, in the second paragraph of subsection "c" of section VI, at the end of the said paragraph, after the words "the duration of labour", the words: "and wage rates";

9. By replacing the second paragraph of subsection "d" of section VI by the following:

"Notwithstanding the foregoing paragraph, such establishments may continue their most pressing activities, pursuant to the provisions of the Weekly Day of Rest Act but the employees working on such days shall receive, in excess of their regular wages, an extra equal to the wage rate established in the present decree for their classification."

10. By replacing, in subsection 2 of section VII, the words "thirty (30) hours" by the words "forty (40) hours";

11. By replacing subsection 6 of section VII by the following:

"6. Costumes, special uniforms and overalls required by the employer shall be furnished and paid by him; he shall also pay for the cleaning thereof but they remain his property."

12. By replacing subsection 8 of section VII by the following:

"8. The tip shall belong to the employee; the employer shall not keep or use it, even with the consent of the employee, as part of the wages, neither shall the employer have the right to dismiss or suspend an employee who accepts a tip."

13. By adding, in the middle of the 1st paragraph of subsection 18 of section VII, between the words "or" and "who has not more than four (4) hours of unjustified absence", the following words: "when the standard work week of the establishment is one of less than 54 hours".

14. By replacing, in the first and second paragraph of subsection 18 of section VII, the words: "November 28" by the words: "April 1st"; and by replacing, in the second paragraph, the words "of the following year" by the words "of the same year"; and by adding the following to the said subsection 18:

"The wages owed to an employee for his vacation week shall be paid to him before he leaves for his vacation. If an employee who has acquired the right to his vacation in the manner above determined leaves his occupation or is dismissed for what reason soever before taking his vacation, the employer shall, at the time of his leaving, pay him the equivalent of one week's pay at the regular rate for the standard work week of the establishment; the employer shall act likewise should he neglect to give a vacation to an employee between April 1st and November 1st of each year."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour

les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 28 février 1948.

21515-0

will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, February 28, 1948.

21515-0

## AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements du Comité paritaire de l'horlogerie, établi en exécution du décret numéro 100, du 29 janvier 1948, et dont le siège social est situé dans la cité de Montréal, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 199, du 19 février 1948 (section "B").

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,  
Québec, le 28 février 1948.

21510-0

## NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and the by-laws of the Parity Committee of Horology, formed under decree number 100 of January 29, 1948, and whose corporate seat is in the City of Montreal, have been approved by Order in Council number 199 of February 19, 1948 (part "B").

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, February 28, 1948.

21510-0

## AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 2375, du 11 septembre 1937, lui a présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements de la façon suivante:

L'article XV-A suivant sera ajouté:

"XV-A. *Vacances payées*: Sauf dispositions suivantes, tout salarié assujéti au présent décret a droit:

a) après une année de service continu à l'emploi de son employeur, à un congé annuel, continu et payé d'une durée minimum d'une semaine.

b) s'il n'a pas encore complété une année de service à l'emploi de son employeur, à un congé annuel, continu et payé d'une durée minimum d'autant de demi-journées que de mois continus de calendrier passés au service de son employeur. Pour avoir droit à ce congé, le salarié doit avoir été à l'emploi de son employeur pendant une période d'au moins trois mois.

c) à une rémunération de vacances égale à deux pourcent (2%) des salaires gagnés pendant les heures normales de travail durant les douze mois précédant et comprenant la dernière période de paye du mois de juin.

Toutefois, notwithstanding les dispositions précédentes, tous les salariés membres de "The International Ladies Garment Workers Union" et de "The Montreal Joint Council of the Cloak, Suit and Dressmakers Union" et des différents locaux d'iceux, travaillant dans les ateliers exploités par des membres du Manufacturers' Council, ont droit à des vacances payées suivant les termes et conditions contenues dans la convention collective intervenue entre "The Manufacturers Council of the Ladies Cloak & Suit Industry of the Province of Quebec" et "The International Ladies Garment Workers Union" et "The Montreal Joint Council of the Cloak, Suit and Dressmakers Union" et les différents

## NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the ladies cloak and suit industry in the Province of Quebec, rendered obligatory by the decree number 2375, of September 11, 1937, have submitted to him a request to amend the said decree and its amendments in the following manner:

The following section XV-A will be added:

"XV-A. *Vacation with pay*: Save as hereinafter set forth, any employee governed by the present Decree shall be entitled:

a) After one year's continuous service in the employ of his employer, to a continuous annual vacation with pay having a minimum duration of one week.

b) If he has not yet completed a year's service in the employ of his employer, to a continuous annual vacation with pay, having a minimum duration of as many half days as the number of calendar months during which he has been continuously in the employ of his employer. In order to qualify for this vacation with pay an employee must be in the employer's service for a period of not less than three months.

c) For his vacation, to a remuneration equal to two per cent (2%) of the wages earned for normal working hours during the twelve month period ending with and including the last pay period in June.

However, notwithstanding and in place of the foregoing, all employees, members of the International Ladies Garment Workers Union and the Montreal Joint Council of the Cloak, Suit and Dressmakers Union and the various locals thereof, who are employed in shops operated by members of the Manufacturers' Council, shall be entitled to a vacation with pay in accordance with the terms and conditions set out in the Collective Agreement entered into between the Manufacturers Council of the Ladies Cloak & Suit Industry of the Province of Quebec and the said International Ladies Garment Workers Union and the Montreal Joint Council of the Cloak, Suit and Dressmakers Union and the

locaux d'iceux. Les dispositions de l'ordonnance numéro 3 de la Commission du Salaire minimum ne s'applique pas à ces salariés."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,  
GÉRARD TREMBLAY.  
Ministère du Travail,  
Québec, ce 28 février 1948. 21516-o

various Locals thereof; the provisions of Ordinance No. 3 of the Minimum Wage Commission shall not apply to such employees."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said request which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.  
Department of Labour,  
Quebec, February 28, 1948. 21516-o

Voirie

AVIS

La partie des chemins ci-après désignée cessera à l'avenir d'être entretenue par le ministère de la Voirie. Ayant été remplacée par une nouvelle section redressée et améliorée, elle est devenue inutile pour la circulation:

Chemin dans le 3ème rang de Stoke,  
Dans la municipalité du canton de Brompton, comté de Richmond:

Une section de 5660 pieds, à l'ouest du nouveau chemin, sur ou vis-à-vis les lots Nos 3, 4b et 4c.  
Québec, le 18 février 1948.

Le Ministre de la Voirie,  
ANTONIO TALBOT.  
21492

Road

NOTICE

The part of road hereinafter described will cease for the future to be maintained by the Department of Roads. Having been replaced by a new, straightened and improved section, it has become useless for traffic:

Road in the 3rd range of Stoke,  
In the municipality of the township of Brompton, county of Richmond:

A section of 5660 feet, west of the new road, on or facing lots Nos. 3, 4b and 4c.  
Quebec, February 18, 1948.

ANTONIO TALBOT,  
Minister of Roads.  
21492

Erratum

Dans le deuxième avis du département de l'Agriculture, version française, inséré à la page 674 de la *Gazette officielle de Québec*, du 21 février 1948, veuillez lire à la quatrième ligne, après "Dame-de-la-Merci": cercle agricole de la paroisse St-Alexis. 21473-A-x-o

Erratum

In the second notice of the Department of Agriculture, French version, inserted on page 674 of the *Quebec Official Gazette* of February 21, 1948, please read, in the fourth line after "Dame de la Merci": cercle agricole de la paroisse St-Alexis. 21473-A-x

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF THE LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Cardin.....	PierreJoseph-Octave	25	.....	Montréal

St-Hyacinthe, le 19 février 1948 — St-Hyacinthe February, 19, 1948.

21505-9-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,  
MAURICE ROUSSEAU,  
Secretary of the Bar of Richelieu.

Nomination

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la province, au nom de Sa Majesté, les personnes dont les noms suivent, savoir:

Appointment

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent, under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the persons whose names follow, to wit:

Québec, 5 février 1948.

MM. Jean-Maurice Cousineau, T. Reynolds Butler, Samuel David Rudenko et Samuel Moskovitch, tous pratiquant à Montréal, membres du Barreau de la Province: conseils en loi du Roi.

Quebec, February 5, 1948.

Messrs. Jean-Maurice Cousineau, T. Reynolds Butler, Samuel David Rudenko and Samuel Moskovitch, all practising at Montreal, members of the Bar of the Province: King's Counsel.

Québec, 13 février 1948.

M. Norman Saylor, de Montréal, membre du Barreau de la Province: conseil en loi du Roi.

Quebec, February 13, 1948.

Mr. Norman Saylor, of Montreal, member of the Bar of the Province: King's Counsel.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Québec, 12 novembre 1947.

M. J.-E.-René Labelle, avocat, membre du Barreau de la Province: recorder de la ville de Mackayville.

Quebec, November 12, 1947.

Mr. J. E. René Labelle, advocate, member of the Bar of the Province: to be Recorder for the town of Mackayville.

Québec, 5 février 1948.

M. Jean-Maurice Cousineau, conseil en loi du Roi, de Saint-Laurent: recorder de la ville de l'Abord-à-Plouffe.

Quebec, February 5, 1948.

Mr. Jean-Maurice Cousineau, King's Counsel, of Saint-Laurent: to be Recorder for the town of l'Abord-à-Plouffe.

21517-o

21517

## Sièges sociaux

## Head Offices

Avis est donné que la compagnie "National Lumber Exporters Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 décembre 1947, et ayant son bureau principal dans la ville de Québec, district de Québec, a établi son bureau a-s Donald P. Heeney, 6 avenue Belvédère, Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 8ème jour de janvier 1948.

Le Secrétaire,  
VICTOR-G. ROSS.

21484-o

Province de Québec—District d'Abitibi

LEMAY COLA INC.

Notice is hereby given that the "National Lumber Exporters Ltd.", incorporated by letters patent dated the 20th day of December, 1947, and having its head office in Quebec City, district of Quebec, has established its office c-o Donald Heeney, 6 Bevedere Avenue, Quebec City.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Quebec, this 8th day of January, 1948.

VICTOR-G. ROSS,  
Secretary.

21484-o

Province of Quebec—District of Abitibi

LEMAY COLA INC.

Avis est donné que la compagnie "Lemay Cola Inc." constituée en corporation en vertu de lettres patentes émises, en conformité avec la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 22 janvier 1948, et ayant son bureau principal dans la ville d'Amos, a établi son bureau au No. 273 de la Première Avenue Est, de la ville d'Amos.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Amos, Qué., ce 23ième jour de février 1948.

Le Président,  
J. H. LEMAY,  
Le Secrétaire,  
ALAIN LEMAY.

21494-o

Notice is given that the company "Lemay Cola Inc." incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, bearing date January 22, 1948, and having its head office in the town of Amos, has established its office at No. 273, First Avenue East, in the town of Amos.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Amos, Que., this 23rd day of February, 1948.

J. H. LEMAY,  
President,  
ALAIN LEMAY,  
Secretary.

21494

## Soumissions

## Tenders

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE PLESSISVILLE  
(COMTÉ DE MÉGANTIC)

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF PLESSISVILLE  
(COUNTY OF MEGANTIC)

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumis-

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be re-

sion pour obligations" seront reçues par le sous-signé jusqu'à huit heures de l'après-midi, mardi le 9 mars 1948, pour l'achat de \$60,000.00 d'obligations de "La Corporation du Village de Plessisville" datées du 1er octobre 1947 et remboursables en séries du 1er octobre 1948 au 1er octobre 1962 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3% par année, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année comme suit:

Tableau de remboursement — \$60,000.00 — 15 ans.

Année	Capital
1er octobre 1948.....	\$ 500.00
1er octobre 1949.....	500.00
1er octobre 1950.....	1,000.00
1er octobre 1951.....	1,000.00
1er octobre 1952.....	1,000.00
1er octobre 1953.....	1,000.00
1er octobre 1954.....	1,000.00
1er octobre 1955.....	1,000.00
1er octobre 1956.....	1,000.00
1er octobre 1957.....	1,000.00
1er octobre 1958.....	1,000.00
1er octobre 1959.....	1,000.00
1er octobre 1960.....	1,000.00
1er octobre 1961.....	1,000.00
1er octobre 1962.....	47,000.00

ceived by the undersigned until six o'clock in the afternoon, on Tuesday, March 9, 1948 for the purchase of \$60,000.00 of bonds of "La Corporation du village de Plessisville" dated October 1st, 1947, and redeemable serially from the 1st of October 1948 to the 1st of October 1962 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3% per annum, payable semi-annually on the 1st of April and 1st of October of each year, as follows:

Table of Redemption — \$60,000.00 — 15 years

Year	Capital
October 1st, 1948.....	\$ 500.00
October 1st, 1949.....	500.00
October 1st, 1950.....	1,000.00
October 1st, 1951.....	1,000.00
October 1st, 1952.....	1,000.00
October 1st, 1953.....	1,000.00
October 1st, 1954.....	1,000.00
October 1st, 1955.....	1,000.00
October 1st, 1956.....	1,000.00
October 1st, 1957.....	1,000.00
October 1st, 1958.....	1,000.00
October 1st, 1959.....	1,000.00
October 1st, 1960.....	1,000.00
October 1st, 1961.....	1,000.00
October 1st, 1962.....	47,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Plessisville. Les obligations seront émises en coupures de \$500.00 ou de multiples de \$500.00.

Les obligations pourront être rachetées par anticipation au pair, à toutes échéances d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212 Statuts Refondus de Québec 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance régulière d'ajournement du Conseil qui sera tenue le 9 mars 1948, à 8.00 hrs. du soir, à la salle de l'Hôtel de Ville de Plessisville.

Objets de l'emprunt: Travaux d'aqueduc et d'égoûts.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Plessisville, ce 17ème jour de février, 1948.

Le Secrétaire-trésorier,  
MARCEL COLLIN.

21465-8-2-o

Province de Québec

CITÉ DE DRUMMONDVILLE  
(COMTÉ DE DRUMMOND)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées, marquées sur l'enveloppe "Soumission pour obligations", seront reçues par le soussigné, à son bureau, 222 rue Hériot, Drummondville, jusqu'à cinq (5) heures de l'après-midi, le quinze (15) mars 1948, pour l'achat d'un montant de \$157,000.00 d'obligations, datées le 1er janvier 1948, et émises sous l'autorité du règlement N° 333. Ces obligations seront remboursables en vingt (20) ans, du 1er janvier 1949 au 1er janvier 1968, et l'intérêt payable semi-annuellement, au taux n'excédant pas trois (3) pourcent, les 1er janvier et 1er juillet de chaque année.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or Plessisville. The bonds will be issued in denominations of \$500.00 or multiples of \$500.00.

Said bonds may be redeemed by anticipation at par, at any interest payment date, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan, and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest, if any on the bonds, to the time of delivery.

Tenders will be opened and considered at an adjourned regular meeting of the Council, Tuesday, the 9th day of March 1948, at 8.00 o'clock P.M., in the Municipal Council Hall.

Object of the loan: Waterworks and sewers.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Plessisville, this 17th day of February 1948.

MARCEL COLLIN,  
Secretary-Treasurer.

21465-8-2-o

Province of Quebec

CITY OF DRUMMONDVILLE  
(COUNTY OF DRUMMOND)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed on envelope "Tenders for bonds", will be received by the undersigned, at his office, 222 Hériot Street, Drummondville, up to five (5) o'clock in the afternoon, the fifteenth (15th) day of March, 1948, for the purchase of \$157,000 of bonds, dated the 1st of January, 1948, and issued under authority of By-law No. 333. The said bonds will be redeemable in twenty (20) years, from the 1st of January, 1949, to the 1st of January, 1968, and interest payable semi-annually, at a rate not exceeding three (3) per cent, the 1st of January and 1st of July of each year.

## Tableau des échéances

1 janvier 1949 . . . . .	\$ 4,000.00
1 janvier 1950 . . . . .	4,000.00
1 janvier 1951 . . . . .	5,000.00
1 janvier 1952 . . . . .	6,500.00
1 janvier 1953 . . . . .	6,500.00
1 janvier 1954 . . . . .	7,000.00
1 janvier 1955 . . . . .	7,000.00
1 janvier 1956 . . . . .	7,000.00
1 janvier 1957 . . . . .	7,500.00
1 janvier 1958 . . . . .	8,000.00
1 janvier 1959 . . . . .	8,000.00
1 janvier 1960 . . . . .	8,500.00
1 janvier 1961 . . . . .	9,000.00
1 janvier 1962 . . . . .	9,000.00
1 janvier 1963 . . . . .	9,500.00
1 janvier 1964 . . . . .	9,500.00
1 janvier 1965 . . . . .	10,000.00
1 janvier 1966 . . . . .	10,000.00
1 janvier 1967 . . . . .	10,500.00
1 janvier 1968 . . . . .	10,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec et à Drummondville. Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair, à toute échéance d'intérêt sur préavis de pas moins de trente (30) jours ni plus de soixante (60) jours, publié dans la *Gazette officielle de Québec* (S.R.Q. 1941, Ch. 212).

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté de un (1) % du montant total de cette émission, soit \$1,570.00.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance spéciale du Conseil, qui sera tenue le quinze (15) mars 1948, à huit (8) heures du soir, à l'Hôtel de Ville.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Drummondville, ce 21 février 1948.

(Sceau)

Le Greffier de la cité  
MARCEL MARIER.

222 rue Hériot.  
Drummondville.

21495-o

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE LABELLE,  
COMTÉ DE LABELLE

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 4 heures de l'après-midi, le 15 mars 1948, pour l'achat de \$67,000 d'obligations de la municipalité du village de Labelle, datées du 1er avril 1948 et remboursables en séries du 1er avril 1949 au 1er avril 1963 inclusivement, avec renouvellement de \$49,500 à effectuer le 1er avril 1963, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3¼% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même pour l'émission totale ou peut varier suivant l'échéance. Le tableau d'amortissement du capital est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$67,000 — 15 ans

Année	Capital
1er avril 1949 . . . . .	\$ 500
1er avril 1950 . . . . .	1,000
1er avril 1951 . . . . .	1,000
1er avril 1952 . . . . .	1,000

## Table of Maturities

January 1, 1949 . . . . .	\$ 4,000.00
January 1, 1950 . . . . .	4,000.00
January 1, 1951 . . . . .	5,000.00
January 1, 1952 . . . . .	6,500.00
January 1, 1953 . . . . .	6,500.00
January 1, 1954 . . . . .	7,000.00
January 1, 1955 . . . . .	7,000.00
January 1, 1956 . . . . .	7,000.00
January 1, 1957 . . . . .	7,500.00
January 1, 1958 . . . . .	8,000.00
January 1, 1959 . . . . .	8,000.00
January 1, 1960 . . . . .	8,500.00
January 1, 1961 . . . . .	9,000.00
January 1, 1962 . . . . .	9,000.00
January 1, 1963 . . . . .	9,500.00
January 1, 1964 . . . . .	9,500.00
January 1, 1965 . . . . .	10,000.00
January 1, 1966 . . . . .	10,000.00
January 1, 1967 . . . . .	10,500.00
January 1, 1968 . . . . .	10,500.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec and Drummondville. Said bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date, upon previous notice of not less than thirty (30) days nor more than sixty (60) days, published in the *Quebec Official Gazette* (R.S.Q., 1941, chap. 212).

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the total amount of the issue, namely \$1,570.

Each tender must specify whether accrued interest is included or not in the price of the tender.

Tenders will be opened and considered at a special meeting of the Council, to be held on the fifteenth (15th) of March, 1948, at eight (8) o'clock in the evening, at the City Hall.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Drummondville, February 21, 1948.

(Seal)

MARCEL MARIER,  
City Clerk.

222 Hériot Street.  
Drummondville.

21495

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF LABELLE,  
COUNTY OF LABELLE

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to four o'clock in the afternoon, the 15th day of March, 1948, for the purchase of \$67,000 of bonds of the Municipality of the Village of Labelle, dated the 1st of April, 1948, and redeemable serially from the 1st of April 1949, to the 1st of April 1963, inclusive, with renewal of \$49,500 effective the 1st of April, 1963, with interest at a rate not exceeding 3¼% per annum, payable semi-annually the 1st of April and 1st of October of each year. The rate of interest offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. The table of redemption of capital is as follows:

Table of redemption — \$67,000 — 15 years

Year	Year
April 1, 1949 . . . . .	\$ 500
April 1, 1950 . . . . .	1,000
April 1, 1951 . . . . .	1,000
April 1, 1952 . . . . .	1,000

1er avril 1953 . . . . .	1,000	April 1, 1953 . . . . .	1,000
1er avril 1954 . . . . .	1,000	April 1, 1954 . . . . .	1,000
1er avril 1955 . . . . .	1,000	April 1, 1955 . . . . .	1,000
1er avril 1956 . . . . .	1,000	April 1, 1956 . . . . .	1,000
1er avril 1957 . . . . .	1,000	April 1, 1957 . . . . .	1,000
1er avril 1958 . . . . .	1,500	April 1, 1958 . . . . .	1,500
1er avril 1959 . . . . .	1,500	April 1, 1959 . . . . .	1,500
1er avril 1960 . . . . .	1,500	April 1, 1960 . . . . .	1,500
1er avril 1961 . . . . .	1,500	April 1, 1961 . . . . .	1,500
1er avril 1962 . . . . .	1,500	April 1, 1962 . . . . .	1,500
1er avril 1963 . . . . .	51,000	April 1, 1963 . . . . .	51,000

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Labelle. Les obligations seront émises en coupures de \$500.00 ou de multiples de \$500.00.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Labelle. Bonds to be issued in denominations of \$500 or multiples of \$500.

Les obligations pourront être rachetées par anticipation au pair, à toutes échéances d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212 Statuts Refondus de Québec 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of delivery.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 15 mars 1948 à 8 hres p.m. à la salle municipale de Labelle.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on the 15th of March, 1948, at eight (8) o'clock in the evening, in the municipal hall of Labelle.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Labelle (Labelle) ce vingt-cinquième jour de février 1948.

Labelle (Labelle), this twenty-fifth day of February, 1948.

Le Secrétaire-trésorier,  
GEORGES GODARD.

GEORGES GODARD,  
Secretary-Treasurer.

21507-o

21507

**Vente d'effets non réclamés**

**Sale of Unclaimed Baggage**

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le septième jour d'avril 1947 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901 rue Saint-Jacques ouest, Montréal, à 10 heures de l'avant-midi, mercredi le septième jour d'avril 1948, en conformité de la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que les dits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Notice is hereby given that all baggage received prior to the 7th day of April, 1947, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, April 7th, 1948, under authority of The Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montréal, le 12 février 1948.

Montreal, February 12th, 1948.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY  
Le Gérant du Service des Postes & Bagages,  
21424-8-6-o W. E. ALLISON.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,  
per: W. E. ALLISON,  
21424-8-6-o Manager, Mail & Baggage Traffic.

**Vente — Loi de faillite**

**Sale — Bankruptcy Act**

Canada, province de Québec, district de Montréal, N° 109, cour supérieure. "En faillite".

Canada, province of Quebec, district of Montreal, No. 109, Superior Court, "In bankruptcy".

**AVIS DE VENTE**

**NOTICE OF SALE**

Dans l'affaire de: JOSEPH NOE MORIN, cédant autorisé,

In the matter of: JOSEPH NOE MORIN, Authorized assignor,

Avis public est par les présentes donné que les immeubles suivants, savoir:

Public notice is hereby given that the following immovables, to wit:

**DÉSIGNATION**

**DESCRIPTION**

Un certain emplacement ayant front sur l'avenue Walkley, dans le quartier Notre-Dame de

That certain emplacement fronting on Walkley Avenue, in the Notre-Dame de Grace Ward of

Grâce de la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision numéro trois-cent-quatorze du lot originaire numéro cent cinquante-deux (152-314) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant quarante pieds de largeur et cent-dix-sept pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins et borné comme suit: en front par l'avenue Walkley (lot 152-379) du même cadastre, avec bâtisses dessus construites ou à être construites, la dite propriété portant les numéros civiques 4830 et 4832 de l'avenue Walkley, dans le quartier Notre-Dame de Grâce de la cité de Montréal, sur laquelle le mur de division du côté nord-ouest est mitoyen. Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble;

Un certain emplacement ayant front sur l'avenue Walkley, dans le quartier Notre-Dame de Grâce de la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision numéro trois-cent-quinze du lot originaire numéro cent-cinquante-deux (152-315) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant quarante pieds de largeur par cent-dix-sept pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins et borné comme suit: en front, par l'avenue Walkley (lot 152-379) du même cadastre; en arrière par le (lot 152-191) du même cadastre; d'un côté par le (lot 152-314) du même cadastre et de l'autre côté par le (lot 152-316) du même cadastre. Avec bâtisses dessus construites ou à être construites, la dite propriété portant les numéros civiques 4834 et 4836 de l'avenue Walkley dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce de la cité de Montréal, sur laquelle le mur de division du côté Sud-Est est mitoyen. Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Seront vendus, en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, pour le district de Montréal (En faillite) rendu le 23 février 1948, à l'enchère publique, conformément aux dispositions de l'article 45 de la Loi de Faillite de manière à donner à cette vente l'effet du décret, au bureau du Shériff du District de Montréal, Palais de Justice, Montréal, JEUDI le 1er AVRIL 1948, à ONZE heures de l'avant-midi, heure normale de l'est.

*Conditions:* Comptant. En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 24 février 1948.

Le Syndic,

Bureau de: **HERMAS PÉRRAS.**

Perras & Perras, Syndics,

4 est, rue Notre-Dame, Montréal.

Tél.: LA. 2196

21493-9-2-0

the City of Montreal, known and designated as being subdivision number three and fourteen of the original lot number one hundred and fifty two (152-413) of the official plan and book of reference of the Parish of Montreal, measuring forty feet in width and one hundred and seventeen feet in depth, English Measure and more or less, and bounded as follows: in front, by Walkley Avenue (lot 152-379) of the same cadastre, with all the buildings erected or to be erected on the said property bearing civic number 4830 and 4832 of Walkley Avenue, in the Notre-Dame de Grace Ward of the City of Montreal of which division wall on the North West side is a mitoyen wall. As the whole stands now with all the active and passive, apparent or occult servitudes, attached to the property.

That certain emplacement, fronting on Walkley Avenue, in the Notre-Dame de Grace Ward of the City of Montreal, known and designated as being subdivision number three hundred and fifteen of the original lot number one hundred and fifty two (152-315) of the official plan and book of reference of the Parish of Montreal, measuring forty feet in width by one hundred and seventeen feet in depth, English Measure and more or less, and bounded as follows: in front, by Walkley Avenue (lot 152-379) of the same cadastre; in rear, by lot 152-191 of the same cadastre; on one side, by lot 152-314 of the same cadastre; on the other side, by lot 152-316 of the same cadastre. With all the buildings erected or to be erected on the said property, bearing civic numbers 4834 and 4836 of Walkley Avenue, in the Notre-Dame de Grace Ward of the City of Montreal, on which the division wall on the south east side is a mitoyen wall. As the whole stands now, with all the active and passive apparent or occult servitudes, attached to the property.

Will be sold in virtue of a judgment of the Superior Court for the District of Montreal (sitting in Bankruptcy) rendered on February 23rd, 1948, by public auction, pursuant to the provisions of section 45 of the Bankruptcy Act so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, at the Sheriff's office for the District of Montreal, Court House, Montreal, on TUESDAY, the FIRST of APRIL 1948, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Eastern Standard Time).

*Conditions:* Cash. Over and above the purchase price the purchaser must pay the 2½% government tax according to law.

For further information and list of charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, this 24th of February, 1948.

**HERMAS PÉRRAS,**

Trustee.

Office of:

Perras & Perras, Trustees,

4, Notre-Dame St. East, Montreal.

Tel.: LA. 2196.

21493-9-2-0

## Ventes pour taxes

Province de Québec

LA CORPORATION MUNICIPALE DU COMTÉ DE  
LAC SAINT-JEAN-EST

Avis public est par les présentes donné par le soussigné secrétaire-trésorier de la corporation municipale de comté du Lac-Saint-Jean-Est, que conformément aux dispositions du code municipal et au règlement N° 60 du conseil de comté adopté le 10 septembre 1947 et approuvé par l'honorable Ministre des Affaires Municipales, les

## Sales for Taxes

Province of Québec

MUNICIPAL CORPORATION OF THE COUNTY OF  
LAKE SAINT JOHN-EAST

Public notice is hereby given by the undersigned Secretary-Treasurer of the municipal corporation of the county of Lake Saint-John-East, that pursuant to the provisions of the Municipal Code and By-law No. 60 of the County council adopted on September 10, 1947, and approved by the Honourable the Minister of Municipal

propriétés ci-après décrites seront vendues pour taxes en l'hôtel-de-ville de Saint-Joseph-d'Alma, **MERCREDI**, le **VINGT-HUITIEME** jour d'**AVRIL**, mil neuf cent quarante-huit à **DIX** heures de l'avant-midi.

Cette vente comprendra les bâtisses érigées sur les terrains mis en vente pour taxes municipales, scolaires, frais, etc., à moins de spécifications contraires:

Vente contre Oswald Villeneuve et Paul Arthur Villeneuve, Desbiens:

Les lots 4-2, 5-b-2, 67-1, du bloc F, au cadastre officiel du canton Métabetchouan (village non incorporé). Taxes municipales: \$23.05; taxes scolaires: \$29.00. Total: \$52.05.

Vente contre Adélar Mathieu, Saint-Gédéon:

Les lots numéros 27-b et 28-a, du rang quatre, au cadastre officiel du canton Signai. Taxes d'aqueduc: \$68.80. Total: \$68.80.

Donné à Hébertville, le 31 janvier 1948.  
Le Secrétaire-trésorier,  
E. O. HUDON.

21371-7-2-0

Affairs, the properties hereinafter described will be sold for taxes in the Town Hall of Saint Joseph d'Alma, on **WEDNESDAY**, the **TWENTY-EIGHTH** day of **APRIL**, one thousand nine hundred and forty-eight, at **TEN** o'clock in the forenoon.

The said sale shall include the buildings erected on the said lots of land sold for municipal taxes, school taxes, costs, etc., unless specified to the contrary.

Sale against Oswald Villeneuve and Paul Arthur Villeneuve, Desbiens:

Lots 4-2, 5-b-2, 67-1, of Block F, of the official cadastre for the township of Métabetchouan (non-incorporated village). Municipal taxes: \$23.05; school taxes: \$29.00. Total: \$52.05.

Sale against Adélar Mathieu, Saint-Gédéon:

Lots numbers 27-b & 28-a, of range four, of the official cadastre for the township Signai. Water tax: \$68.80. Total: \$68.80.

Given at Hébertville, January 31, 1948.  
E. O. HUDON,  
Secretary-Treasurer.

21371-7-2

Province de Québec — District d'Abitibi

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ D'ABITIBI

Avis public vous est par les présentes donné par le soussigné, Laval Goulet, secrétaire-trésorier du Conseil de Comté d'Abitibi, que les immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique au Palais de Justice, à Amos, au lieu ordinaire des sessions de ce Conseil, le second **JEUDI** du mois d'avril, 1948, soit le **HUIT AVRIL** 1948, à **DIX** heures de l'avant-midi pour non paiement de taxes scolaires, municipales, religieuses, frais et charges dus sur chacun de ces immeubles à moins que ces taxes, frais et charges ne soient plus tôt payés et acquittés avec les frais encourus avant la vente, savoir:

Province of Quebec — District of Abitibi

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF ABITIBI

Public notice is hereby given by the undersigned, Laval Goulet, Secretary-Treasurer of the County Council of Abitibi, that the immovables hereinunder mentioned will be sold by public auction, at the Court House, at Amos, at the usual meeting place of the said Council, on the second **THURSDAY** of the month of April, 1948, namely, the **EIGHTH** of **APRIL**, 1948, at **TEN** o'clock in the forenoon, for the non-payment of school, municipal, religious taxes, costs and charges due on each of said immovables, unless the said taxes, costs and charges be paid and acquitted, with the costs incurred, before the time of sale, to wit:

Corporation municipale d'Authier — Municipal Corporation of Authier  
Commission Scolaire d'Authier — School Commission of Authier

Canton ou village Township or village	Rang R'ge	Bloc Block	Lot	Propriétaire Owner	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Poularies.....	10.....	.....	50.....	Yvonne Brière.....	\$12.30	\$28.00	\$ 40.30
Royal Roussillon .	4.....	.....	50.....	Emile Sylvain.....	15.37	43.05	58.78

Corporation municipale d'Authier — Municipal Corporation of Authier  
Commission Scolaire de Lanquedoc.— School Commission of Authier

Privat.....	8.....	.....	19.....	Joseph Duchaine.....	15.91	21.65	37.56
".....	10.....	.....	9.....	Blanche-Y. Brière.....	20.64	18.95	39.59

Corporation municipale de Carpentier Courville — Municipal Corporation of Carpentier Courville  
Commission Scolaire de Courville — School Commission of Courville

Courville.....	6.....	.....	61.....	Napoléon Chantal.....	10.04	43.55	53.59
".....	9.....	.....	17.....	Omer St-Pierre.....	9.38	34.01	43.39
".....	9.....	.....	19.....	Léopold St-Pierre.....	45.11	70.27	115.38
".....	9.....	.....	20.....	Albert Roy.....	17.15	43.67	60.82
".....	9.....	.....	21.....	Henri Gagnon.....	20.05	61.99	82.04
".....	9.....	.....	40.....	Louis St-Amand.....	8.26	27.37	35.63
".....	10.....	.....	17.....	Lexandre St-Pierre.....	45.54	91.34	136.88
".....	10.....	.....	18.....	Philius Roy.....	13.96	65.67	79.63
".....	10.....	.....	21.....	Edmond Gendron.....	14.58	34.42	49.00
".....	10.....	.....	37.....	Alphé Richard.....	8.63	59.70	68.33
".....	10.....	.....	38.....	Pascal Richard.....	33.54	67.52	101.06
".....	9.....	5&6	54.....	Ludger St-Amand, père.....	2.55	2.08	4.60

Corporation municipale de Colombourg — Municipal Corporation of Colombourg  
Commission Scolaire de Colombourg — School Commission of Colombourg

Canton ou village Township or village	Rang R'ge	Bloc Block	Lot	Propriétaire Owner	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
La Sarre	1		55	Donat Paquin	3.15	24.85	28.00
"	2		37	Wellie Demers	5.19	48.42	53.61
"	3		57	Philippe Joly	14.89	54.57	69.46
"	4		47	Bruno Houle	5.00	39.20	44.20
"	5		47	Bruno Houle	8.38	65.85	74.23

Emplacement sur ce dit lot, mesurant 200 pieds de large par 200 pieds de long, situé au coin sud-est du dit lot 47 du rang 5 du Canton La Sarre, borné au sud par le chemin de front des rangs 4 & 5 du Canton La Sarre, à l'est par la ligne séparative des lots 47 & 48 du dit rang 5, canton La Sarre, au nord et à l'ouest par le résidu du dit lot.

Emplacement on this said lot, measuring 200 feet in width by 200 feet in length situate at the southeast corner of said lot 47 of range 5 of the township La Sarre, bounded on the south by the front road of ranges 4 & 5 of the township La Sarre, on the east by the division line of lots 47 & 48 of said range 5, township La Sarre, on the north and west by the residue of said lot.

La Corporation municipale de la partie Est des Cantons Unis de Figury & Dalquier  
The Municipal Corporation of the East part of the United Townships of Figury & Dalquier  
Commission Scolaire de Dollard — School Commission of Dollard

Dalquier	1		29	Joseph Filiatrault	15.00	69.28	84.28
"	2		50	Roméo Morin	5.25	5.20	10.45
"	2		51	Fernand Major	4.85	3.90	8.75
"	2		53	Maurice Lambert	3.80	16.75	20.55
"	3		54	Emmanuel Dufresne	9.70	22.00	31.70
Figury	10	½ S.	58 & 59	Armand Jalbert	3.50	6.00	9.80

Corporation municipale de La Motte — Municipal Corporation of La Motte  
Commission Scolaire de La Motte — School Corporation of La Motte

La Motte	1		8	Lucien Turcotte		6.38	6.38
"	3		13	John Attaman	4.78	11.25	16.03
"	3		24B.	Léon Saillant	8.19	19.37	27.56
"	3		25B.	Léon Saillant	2.08	4.98	7.06
"	6		26	Georges Tremblay	6.48	15.25	21.73
"	7		24	Ludger Murry	12.45		12.45
"	9	½ E.	40	Léopold Tremblay		5.23	5.23
"	9	½ O.	41	Léopold Tremblay		11.68	11.68
Malartic	10		2	Arthur Landry	7.38		7.38
"	10		10	Elie Paquin	8.81		8.81

Corporation municipale de Landrienne — Municipal Corporation of Landrienne  
Commission Scolaire de Landrienne — School Commission of Landrienne

Landrienne	6		27	Succ.-Est, Henry Badleck	8.66	26.65	35.31
"	6		28	Dame Vve-Wid. W. Badleck	6.36	22.55	28.91

Corporation municipale de Poularies — Municipal Corporation of Poularies  
Commission Scolaire de Poularies — School Commission of Poularies

Poularies	5		21	Antonio Lemire	5.40	45.45	50.85
"	6		50 A-B	Adélarde Bibeau	13.70	35.25	48.95
"	6		51 A-B	Adélarde Bibeau	15.00	40.40	55.40

Corporation municipale du village de Privat — Municipal Corporation of the Village of Privat  
Commission Scolaire de Privat — School Corporation of Privat

Privat	3		15 & 16	Henri-Paul Lemay	4.10	5.50	9.60
"	39		484 & 465	Henri-Paul Lemay	36.90	49.50	86.40
"	3		30 & 31	Henri-Paul Lemay	10.25	13.75	24.00
"	39		462	François Tremblay	2.05	2.75	4.80

Corporation municipale de Royal Roussillon & Poularies  
Municipal Corporation of Royal Roussillon & Poularies  
Commission Scolaire de Macamic — School Commission of Macamic

Royal Roussillon	5		47 A-B	Emile Sylvain	16.01	32.84	48.85
"	5		48 A-B	Emile Sylvain	11.38	23.50	34.88

Corporation municipale de Saint-Janvier — Municipal Corporation of Saint-Janvier  
Commission Scolaire de Saint-Janvier — School Commission of Saint-Janvier

Chasel	1		35	Johnny St-Amand	3.08	6.10	9.18
Clermont	1		42	Camille Rives	4.60	8.87	13.47

Corporation municipale de Saint-Félix de Dalquier — Municipal Corporation of Saint-Félix de Dalquier  
 Commission Scolaire de Saint-Félix de Dalquier — School Commission of Saint-Félix de Dalquier

Canton ou village Township or village	Rang R'ge	Bloc Block	Lot	Propriétaire Owner	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Dalquier	5		12	Joseph Michaud		7.80	7.80
"	5		33	Dame Berthe Brisebois	11.88	28.50	40.38
"	6		11	Elséar Fauchon	2.55	6.00	8.55
"	6		18	Samuel Fauchon	3.83	9.00	12.83
"	6		39	Gérard Tremblay	5.66	12.00	17.66
"	6		41	Stanislas Charette		15.00	15.00
"	7		4	Emile Mailloux		8.25	8.25
"	7		6	Léo Chouinard	7.08	15.00	22.08
"	7		16	Lucien Larivière	3.90	7.80	11.70
"	7		27	Joseph Mercier		9.00	9.00
"	7		35	Wilfrid Gagné		12.75	12.75
"	7		37	Edmond Gravel		12.00	12.00
"	7		44	Joseph Labrecque		16.50	16.50
"	8		14	Roger Brault		24.00	24.00
"	8		15	Roger Brault		25.50	25.50
"	8		16	Donat Leblanc	5.00	10.50	15.50
"	8		19	François Mailloux	5.25	15.00	20.25
"	8		20	François Mailloux	3.71	6.0	9.71
"	8		25	Dame Donat Leblanc	24.41	30.00	54.41
"	8		43	Gérard Fortin	9.57	22.50	32.07
"	9		7	Hormidas Gaudreau	6.53	13.50	20.03
"	9		9	Joseph Blanchette	6.53	13.50	20.03
"	9		26	Raoul Roy	18.91	22.50	41.41
"	10		40	Ernest Roussy	4.47	10.50	14.97

Corporation municipale de Saint-Mathieu — Municipal Corporation of Saint-Mathieu  
 Commission Scolaire d'Harricana — School Commission of Harricana

Figury	5		4	Paul Tremblay	5.45	19.50	24.95
"	6		22	Réné Desrosiers	14.90	52.90	67.80
"	6		24	Wincelas Bouchard	83.50	61.50	145.00

Corporation municipale de Taschereau — Municipal Corporation of Taschereau  
 Commission Scolaire de Privat — School Commission of Privat

Privat	7		Sub. 95 du-of lot 47	J. Jacomi	2.50	5.25	7.75
--------	---	--	-------------------------	-----------	------	------	------

Corporation municipale de Trécesson — Municipal Corporation of Trécesson  
 Commission Scolaire de Villemontel — School Commission of Villemontel

Trécesson	3		47	Henri Rabouin	12.05	14.61	26.66
-----------	---	--	----	---------------	-------	-------	-------

Corporation municipale de Trécesson — Municipal Corporation of Trécesson  
 Commission Scolaire de Saint-Nazaire de Berry — School Commission of Saint-Nazaire de Berry

Trécesson	9	½ S.	36 & 37	Dalma Desgroseillers	19.38	13.60	32.98
-----------	---	------	---------	----------------------	-------	-------	-------

Commission Scolaire de Beauconton — School Commission of Beauconton

Clermont	10		27	Noé Paiement		35.15	35.15
"	10		29	J.-A. Huard		36.65	36.65
Perron	2		53	Emile Paré		38.73	38.73
"	4		50	Maurice Naud		31.50	31.50
Rousseau	1		9	Alphéric Jutras		31.00	31.00
"	1		21	Paul Pearson		28.85	28.85
"	1		27	Arthur Pearson		37.65	37.65
"	1		30	Louis-Jos. Girard		34.70	34.70
"	4		34	Narcisse Girard		46.67	46.67
"	5		5	Alphonse Auby		36.45	36.45

Commission Scolaire de Fiedmont — School Commission of Fiedmont  
 Corporation municipale de Fiedmont & Barraute — Municipal Corporation of Fiedmont & Barraute

Barraute	1		31	Omer Picher		9.75	9.75
"	4		57	Joseph Bergeron	4.90	11.28	16.18
Fiedmont	8		33	Napoléon Duchaine		11.52	11.52
"	9		18	Philias Lacombe		18.13	18.13
"	9		31	Henri Bergeron		14.30	14.30
"	10		46	Fernand Millet		5.00	5.00

Partie située au sud-est du ruisseau Castor du dit lot. Part située southeast of Ruisseau Castor of said lot.

Canton ou village — Township or village	Rang — R'ge	Bloc — Block	Lot	Propriétaire — Owner	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
"	10	2/4 S.	20 & 21	Louis Beaudoin		17.58	17.58
Barraute		7	18	Succ.-Est. Ferdinand Julien		2.50	2.50

## Commission Scolaire du Lac Tiblement — School Commission of Lake Tiblement

Pascalis	1		52	Michel Blanchette		10.80	10.80
"	4		59	Alexandre Chassé		13.50	13.50
"	4		61	Rodolphe Huard		12.75	12.75

## Commission Scolaire de Saint-Viateur de la Ferme — School Commission of Saint-Viateur de la Ferme

Dalquier	4		3 & 4	Albert Thibeault	1.25	4.17	5.42
Figury	9		5	Paul-Henri Gravel	1.88	6.16	8.04

## Commission Scolaire de Mont-Brun — School Commission of Mont-Brun

Clericy	3		28	Armand Prince		5.59	5.59
"	4		29	Rémi Hébert		7.54	7.54
"	4		31	Armand Fournier		4.69	4.69
"	4		36	Nazaire Fortier		12.05	12.05
"	4		42	Armand Dortier		8.57	8.57
"	5		27	Lucien Quesnel		14.71	14.71
"	5		45	Gaudias Beaudoin		14.19	14.19
"	5		46	Lionel Gosselin		15.44	15.44
"	5		55	Joseph Dufour		27.99	27.99
"	5		57	Georges Petit		13.71	13.71
"	6		28	Léo Giroux		17.22	17.22
"	6		48	Joseph Croussette		20.50	20.50
"	8		44	Louis Brochu		22.28	22.28
"	8		48	Aimé Dubois		23.16	23.16
"	9		28	André Leblanc		15.39	15.39
"	9		49	Lucien Gilbert		13.75	13.75
"	10		51	Gérard Thibeault		15.06	15.06
"	10		53	Raymond Brochu		10.78	10.78

## Commission Scolaire de Saint-Antoine de Padoue — School Commission of Saint-Antoine de Padoue

Lamorandière	7		48 A-B, 49 A-B-C	Charlemagne Plante		63.89	63.89
Rochebeaucourt	5		22 A-B	Emile McDermott		17.67	17.67
"	6		11	Camille Richard		32.79	32.79
"	8		1	Florent Gauthier		34.29	34.29
"	8		27	Pierre Riendeau		35.26	35.26
"	9		23-C & 24-C	Gérard Gauthier		17.67	17.67

## Commission Scolaire de Saint-Dominique du Rosaire — School Commission of Saint-Dominique du Rosaire

Béarn	2		10	Roméo Dagenais		17.48	17.48
"	2		12	Arthur Brochu		8.20	8.20
"	3		4 & 5	Louis Maurais		17.48	17.48
"	4		23	Philippe Lefebvre		14.83	14.83
"	4		C	Gaston Lapointe		16.15	16.15
"	4		38	Paul-Emile Castonguay		6.88	6.88
"	5		A	Gustave Paradis		13.50	13.50
"	5		22	Germain Ferron		10.85	10.85
"	5		26	Jean-Bte Couture		18.80	18.80
"	9		27	Gilbert Brunette		12.18	12.18
"	9		28	Stanislas Gauthier		10.85	10.85
"	9		30	Emile Bourgeois		12.18	12.18
Berry	3		1/3 N. des- lots 59, 60, 61, 62.	Roland Boutin		10.85	10.85

## Commission Scolaire de Saint-Nazaire — School Commission of Saint-Nazaire

Trécesson	7		46	Alcide Blanchet		21.60	21.60
-----------	---	--	----	-----------------	--	-------	-------

## Corporation municipale du village de Senneterre — Municipal Corporation of the Village of Senneterre

Senneterre	95	3		Jules Frigon		21.00	21.00
------------	----	---	--	--------------	--	-------	-------

Commission Scolaire de Val-Paradis — School Commission of Val-Paradis

Canton ou village — Township or village	Rang — R'ge	Bloc — Block	Lot	Propriétaire — Owner	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Paradis	2		15	Paul Gagné		18.15	18.15
"	3		5	Stanislas Maltais		18.15	18.15
Perron	7		61	Albert St-Amand		18.15	18.15
"	10		50	Jean Mercier		15.53	15.53
Rousseau	6		5	Maurice Paquet		18.15	18.15
"	6		6	Napoléon Pothier		16.05	16.05
"	8		8	Joachim Gagnon		23.40	23.40
"	9		4	Stanislas Maltais		20.78	20.78
"	9		6	François-Xavier Maltais		15.53	15.53
"	9		11	Jean-Marie Boucher		19.47	19.47
"	9		17	Henri Gagnon		26.03	26.03
"	10		20	Arthur Gauthier		22.09	22.09
"	10		22	Joseph-Petit Bouchard		20.78	20.78

Commission Scolaire de Saint-Maurice — School Commission of Saint-Maurice

Dalquier	4		S. 44	Paul-Henri Lamontagne		3.05	3.05
"	4		61	Emmanuel Dufresne		39.95	39.95
"	7		2	Lorenzo St-Jean		49.20	49.20
"	10		A-B	Bruno St-Laurent		24.60	24.60
Duvernoy	5		3	Paul-Emile Lecompte		18.45	18.45
"	5		4	Charles Lecompte		18.45	18.45
"	8		7	Albertin Champagne		23.23	23.23

Commission Scolaire de Latagnier — School Commission of Lake Castagnier

Lamorandière	8		28	Adélaré Pronovost		12.90	12.90
"	9		49	Armand Casa		12.16	12.16
"	10		21	Adrien Paquette		12.60	12.60
Vassal	1		36	Marcel Tremblay		7.20	7.20
"	2		36	David Tremblay, fils		7.20	7.20

Commission Scolaire de Villemontel — School Commission of Villemontel  
Corporation municipale de Trécesson — Municipal Corporation of Trécesson

Launay	4		57 A-B	Rosario Leclerc	10.91	19.51	30.42
Trécesson	3		3 A-B	Sylvio Dutil	8.82	19.18	28.00
"	3		49	Thomas Gélinas	18.12	43.54	61.66
"	4		Sub. 29, lot 18	A. Salois	0.50	7.32	7.82
"	5		Sub. 17, lot 19	Yvon Gauthier	6.99	26.50	33.49
"	5		9 A-B				

Commission Scolaire de Lac Blouin — School Commission of Lake Blouin

Senneville	1		22	Jos. Plante		48.60	48.60
"	1		26	Antoine Brochu		17.46	17.46
"	1		27	Ludger Veilleux		16.71	16.71
"	1		29	Alfred Boucher		47.07	47.07
"	2		14	J.-E. Thibault		40.44	40.44
"	2		15	Fernand Thibault		33.72	33.72
"	2		20	Jos. Langlois		18.24	18.24
"	2		23	Thomas Gagnon		16.71	16.71
"	2		25	Henri Foucault		18.24	18.24
"	2		28 & 29	Napoléon Richer		16.71	16.71
"	2		31	Pierre Levesques		43.48	43.48
"	2		32	Jos.-K. Cloutier		18.21	18.21
"	3		38	Stanislas Trahan		13.65	13.65
"	4		35A	Placide de Carufel		100.23	100.23
"	4		39A-40B	Armand Gervais		12.15	12.15
"	4		46	Réné Colard		12.15	12.15
"	4		36B-37B	Alphonse Levesques		176.16	176.16
"	5		22	Louis Gagnon		20.97	20.97
"	5		24	Lucien Levesque		27.96	27.96
"	5		36	Rosaire Côté		6.09	6.09
"	5		29 & 31	J.-R. Levesque		7.59	7.59
"	5		50	Claude Lamothe		9.12	9.12
"	6		49-B & 50-A	Marcel Lauson		9.12	9.12
"	6		54	Armand Richer		9.12	9.12

Donné à Amos, ce neuvième jour de février 1948.

Given at Amos, this ninth day of February 1948.

21376-7-2-o

Le Secrétaire-trésorier,  
LAVAL GOULET.

21376-7-2

LAVAL GOULET,  
Secretary-Treasurer.

## VENTES PAR SHÉRIFS

## SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## QUÉBEC

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: } J. A. BARNABÉ, entrepreneur  
N° 53-438 } neur général, demeurant au  
numéro 1205, 2ème. Avenue, en la Cité de Québec,  
contre J. HENRI MUSSELY, entrepreneur, au-  
trefois de Québec, district de Québec, maintenant  
de lieux inconnus, à savoir:

La subdivision N° 51 (cinquante-et-un) du lot N° 432 (quatre-cent trente-deux) du cadastre officiel pour Saint-Roch Nord, maintenant quartier Limoilou, de la cité de Québec, étant un terrain vacant situé sur la rue de La Savanne, mesurant 74 pieds de largeur sur 180 pieds de profondeur, circonstances et dépendances.

Pour être vendue, à mon bureau en la cité de Québec le DIX-NEUVIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Bureau de shérif, Le Shérif,  
L. LAPIERRE.  
Québec, 10 février 1948. 21399-7-2-0  
[Première insertion: 14 février 1948]  
[Seconde insertion: 28 février 1948]

## ROBERVAL

*Fieri Facias de Terris*

Canada, Province de Québec  
Cour supérieure

District de Roberval. } CLÉOPHAS MORIN  
Cause N° 11621 } demandeur et HEN-  
RI OUELLET, défendeur, et HENRI OUEL-  
LET, opposant à jugement et BERGERON &  
BERGERON, procureurs exécutants.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à dix heures de l'avant-midi le quatorzième jour de janvier mil neuf cent quarante-sept à la Salle publique de la paroisse de St-Félicien (Ville de St-Félicien) Lac St-Jean Ouest P. Q. aura lieu à la salle publique de la paroisse de St-Félicien (Ville St-Félicien) Lac St-Jean Ouest, province de Québec, le MARDI TRENTIÈME jour de MARS (30 mars 1948) mil neuf cent quarante-huit à ONZE (11) heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,  
ANTOINE TREMBLAY.  
Roberval, ce 25 Février 1948. 21506-0

## QUÉBEC

*Fieri Facias*

Québec, to wit: } J. A. BARNABÉ, general con-  
No. 53-438 } tractor, residing at Number  
1205, 2nd Avenue, in the city of Québec; against  
J. HENRI MUSSELY, contractor, heretofore of  
Québec, an now of parts unknown, to wit:

Subdivision No. 51 (fifty-one) of lot No. 432 (four hundred and thirty-two) of the official cadastre for Saint-Roch-Nord, now Limoilou ward, of the city of Québec, being a vacant lot of land, situate on "de la Savanne" street, measuring 74 feet in width by 180 feet in depth, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the NINETEENTH day of MARCH, next at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE,  
Sheriff.  
Québec, February 10, 1948. 21399-7-2  
[First Insertion: February 14, 1948]  
[Second Insertion: February 28, 1948]

## ROBERVAL

*Fieri Facias de Terris*

Canada, Province of Quebec  
Superior Court

District of Roberval, } CLÉOPHAS MORIN,  
Case No. 11621. } plaintiff; and HEN-  
RI OUELLET, defendant; and HENRI OUEL-  
LET, opposing judgement; and BERGERON  
& BERGERON, Executing Attorneys.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present case which was to have taken place at ten o'clock in the forenoon on the fourteenth day of January, nineteen hundred and forty-seven, at the Public Hall of the parish of St-Félicien (town of St-Félicien) Lake St. John West, P. Q., shall take place at the public hall of the parish of St-Félicien (town of St-Félicien), Lake St. John West, Province of Quebec, on TUESDAY, the THIRTIETH day of MARCH, nineteen hundred and forty-eight (March 30, 1948) at ELEVEN (11) o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ANTOINE TREMBLAY,  
Sheriff.  
Roberval, February 25, 1948. 21506

Index de la Gazette officielle  
de Québec, N° 9Index of the Quebec Official  
Gazette, No. 9

## ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Blondin vs Bonin.....	719
Guertin vs Beaulac.....	719
Lainé vs Provencher.....	719
Tétreault vs Ostigny.....	719

## ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Blondin vs Bonin.....	719
Guertin vs Beaulac.....	719
Lainé vs Provencher.....	719
Tétreault vs Ostigny.....	719

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

- 198 — Concernant la prolongation de l'ordonnance numéro 4, 1942, de la Commission du Salaire Minimum... 720
- 200, section "A" — Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses des Trois-Rivières et district . . . . . 720

ASSEMBLÉE:

- Montreal Tramways Company . . . . . 720

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

699

AVIS DIVERS:

- Bégin, canton de (Tirage d'obligations) 721
- Coopérative d'Habitation de St-Léonard (Fondation) . . . . . 722
- La Caisse Populaire de St-Evariste Village (Fondation). . . . . 721
- L'Association des Chauffeurs de Taxis de Saint-Jean et d'Iberville (Formation) . . . . . 722
- L'Association Professionnelle des Étudiants-Internes de l'Université Laval (Formation). . . . . 723
- Le Logis Familial SS. Pierre & Paul (Fondation). . . . . 723
- Le Syndicat Catholique des Employés du Camionnage Inc. (Formation) . . 721
- Lévesque, Joseph (Président d'élection) 722
- Quebec Industrial Relations Institute (Règlement) . . . . . 722
- St-Georges-Est, village de (Obtention de lettres patentes) . . . . . 721
- Syndicat Catholique des Gantiers de Marieville (Formation) . . . . . 721
- Syndicat National des Travailleurs en Plastique de Shawinigan Falls (Formation) . . . . . 723
- The Canada and Gulf Terminal Railway Company (Dépôt de l'acte constitutif) . . . . . 723

CHARTES — ABANDON DE:

- Excel Cotton Products Co. Ltd. . . . . 723
- Lemesurier Tobacco Co. Inc. . . . . 724
- Mille Iles Power Company. . . . . 724

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

- Boulet, Georges-Alidor *et al* . . . . . 724
- L'Institut des Auditeurs Publics Accrédités de Québec. . . . . 724
- Québec, cité de. . . . . 725

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

- Notre-Dame-de-la-Doré, paroisse de . . 726
- St-Guillaume, paroisse de. . . . . 725

INSTRUCTION PUBLIQUE:

- St-Tharsicius, munic. scolaire de. . . . 726

TERRES ET FORETS:

- St-Sauveur, paroisse de. . . . . 726

TRAVAIL:

- Amalgamated Lithographers of America, Local No 27 (Avis) . . . . . 727

ORDERS IN COUNCIL:

- 198 — Concerning an extension of Ordinance number 4, 1942, of the Minimum Wage Commission . . . . . 720
- 200, part "A" — Parity Committee of Barbers, Male and Female Hairdressers of the District of Trois-Rivières . . . . . 720

MEETING:

- Montreal Tramways Company . . . . . 720

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

699

MISCELLANEOUS NOTICES:

- Bégin, township of (Drawing of bonds). 721
- Coopérative d'Habitation de St-Léonard (Fondation) . . . . . 722
- La Caisse Populaire de St-Evariste Village (Fondation). . . . . 721
- L'Association des Chauffeurs de Taxis de Saint-Jean et d'Iberville (Formation) . . . . . 722
- L'Association Professionnelle des Étudiants-Internes de l'Université Laval (Formation) . . . . . 723
- Le Logis Familial SS. Pierre & Paul (Fondation). . . . . 723
- Le Syndicat Catholique des Employés du Camionnage Inc. (Formation) . . 721
- Lévesque, Joseph (Returning-officer) . . 722
- Quebec Industrial Relations Institute (By-law). . . . . 722
- St-Georges-East, village of (Application for letters patent). . . . . 721
- Syndicat Catholique des Gantiers de Marieville (Formation) . . . . . 721
- Syndicat National des Travailleurs en Plastique de Shawinigan Falls (Formation) . . . . . 723
- The Canada and Gulf Terminal Railway Company (Deposit of deed) . . . 723

CHARTERS — SURRENDER OF:

- Excel Cotton Products Co. Ltd. . . . . 723
- Lemesurier Tobacco Co. Inc. . . . . 724
- Mille Iles Power Company. . . . . 724

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

- Boulet, Georges-Alidor *et al* . . . . . 724
- The Institute of Accredited Public Accountants of Quebec . . . . . 724
- Québec, city of . . . . . 725

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

- Notre-Dame-de-la-Doré, parish of. . . . 726
- St-Guillaume, parish of. . . . . 725

EDUCATION:

- St-Tharsicius, school munic. of . . . . . 726

LANDS AND FORESTS:

- St-Sauveur, parish of. . . . . 726

LABOUR:

- Amalgamated Lithographers of America, Local No. 27 (Notice) . . . . . 727

Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal (Approbation de règlements).....	726	Building Trades Joint Committee of Montreal (Approval of by-law)....	726
Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal (Prélèvement).....	736	Building Trades Joint Committee of Montreal (Levy).....	736
Comité paritaire de l'horlogerie (Approbation de règlements).....	746	Parity Committee of Horology (Approval of by-laws).....	746
Comité paritaire de l'horlogerie (Prélèvement).....	738	Parity Committee of Horology (Levy).....	738
Comité paritaire de l'industrie des accessoires de mode dans l'Île de Montréal (Approbation de règlements)...	739	Parity Committee of the Fashion Accessories Industry on the Island of Montreal (Approval of by-laws).....	739
Comité paritaire de l'industrie des accessoires de mode dans l'Île de Montréal (Prélèvement).....	735	Parity Committee of the Fashion Accessories Industry on the Island of Montreal (Levy).....	735
Commerce de détail à Québec (Modification).....	740	Retail trade in Quebec (Amendment)...	740
Employés de garage du district de Québec (Modification).....	743	Garage employees of the district of Quebec (Amendment).....	743
Industrie de la confection pour dames dans la province de Québec (Modification).....	746	Ladies cloak and suit industry in the Province of Quebec (Amendment)...	746
<b>VOIRIE:</b>		<b>ROADS:</b>	
Brompton, canton de.....	747	Brompton, township of.....	747
<b>ERRATUM:</b>		<b>ERRATUM:</b>	
Cercle agricole de la paroisse St-Alexis	747	Cercle agricole de la paroisse St-Alexis.	747
<b>EXAMEN DU BARREAU</b>		<b>BAR EXAMINATION:</b>	
Richelieu: étude du droit.....	747	Richelieu: study of law.....	747
<b>LETTRES PATENTES:</b>		<b>LETTERS PATENT:</b>	
Arcadie Corp.....	700	Arcadie Corp.....	700
Asbestos Transit Inc.....	701	Asbestos Transit Inc.....	701
Association des Chemins d'Hiver St-Norbert Berthier.....	701	Association des Chemins d'Hiver St-Norbert Berthier.....	701
Boivin & Fils Auto Ltée.....	702	Boivin & Fils Auto Ltée.....	702
Bonneau Automobile Inc.....	702	Bonneau Automobile Inc.....	702
Burton Oil Company Limited.....	702	Burton Oil Company Limited.....	702
Club Colomb de la Baie des Ha! Ha!, Inc.....	703	Club Colomb de la Baie des Ha! Ha!, Inc.....	703
Compagnie de Construction Franco-Canadienne Ltée — Franco-Canadian Construction Company Ltd....	703	Compagnie de Construction Franco-Canadienne Ltée — Franco-Canadian Construction Company Ltd....	703
Crogreen Inc.....	704	Crogreen Inc.....	704
Decorative Displays Inc.....	704	Decorative Displays Inc.....	704
Eastern Textile Knitting Corporation.	704	Eastern Textile Knitting Corporation.	704
Frontenac Furniture Stores Limited...	705	Frontenac Furniture Stores Limited...	705
Gardner Clothing Company Limited..	705	Gardner Clothing Company Limited..	705
Gold Nugget Inc.....	705	Gold Nugget Inc.....	705
Harmonie de Granby, Inc.....	706	Harmonie de Granby, Inc.....	706
Immeubles Belvédère, Inc.—Belvedere Realty Corporation.....	706	Immeubles Belvédère, Inc.—Belvedere Realty Corporation.....	706
J. Robert Langelier Shoe Manufacturing Co. Ltd.....	706	J. Robert Langelier Shoe Manufacturing Co. Ltd.....	706
Kenzie Gold Mines Limited.....	707	Kenzie Gold Mines Limited.....	707
Laiterie Fortier Ltée.....	707	Laiterie Fortier, Ltée.....	707
La Revue Moderne, Incorporée.....	708	La Revue Moderne, Incorporée.....	708
L'Association de Bienfaisance des Policiers et Pompiers de Pointe-aux-Trembles.....	708	L'Association de Bienfaisance des Policiers et Pompiers de Pointe-aux-Trembles.....	708
Le Comité d'Amusements de Port-Alfred.....	708	Le Comité d'Amusements de Port-Alfred.....	708
Le Comité d'Entretien des Chemins d'Hiver de Kamouraska.....	709	Le Comité d'Entretien des Chemins d'Hiver de Kamouraska.....	709
Le Service d'Autoneige de Sept Îles Ltée	709	Le Service d'Autoneige de Sept Îles Ltée	709
Les Variétés Canadiennes Inc.....	710	Les Variétés Canadiennes Inc.....	710
Limoges, Piché, Alarie Ltée.....	710	Limoges, Piché, Alarie Ltée.....	710
L'Imprimerie Jacques-Cartier Inc.—Jacques-Cartier Printing Inc.....	710	L'Imprimerie Jacques-Cartier Inc.—Jacques-Cartier Printing Inc.....	710
Louis Aubé & Fils Ltée.....	711	Louis Aubé & Fils Ltée.....	711
Miller & Myers Ltd.....	711	Miller & Myers Ltd.....	711

Monarch Cotton Converters, Limited. . . . .	712	Monarch Cotton Converters, Limited . . . . .	712
Papineau Western Beef Limited . . . . .	712	Papineau Western Beef Limited . . . . .	712
Philip Realities Ltd. . . . .	712	Philip Realities Ltd. . . . .	712
Publicity Services Limited . . . . .	713	Publicity Services Limited . . . . .	713
P. W. Levesque Inc. . . . .	713	P. W. Levesque Inc. . . . .	713
Reliance Construction Company. . . . .	713	Reliance Construction Company. . . . .	713
Rouyn-Noranda Winter Road Association. . . . .	714	Rouyn-Noranda Winter Road Association. . . . .	714
Silvercrown (Canada) Limited. . . . .	714	Silvercrown (Canada) Limited. . . . .	714
The Kent Lumber Co. Ltd. . . . .	715	The Kent Lumber Co. Ltd. . . . .	715
The Montreal Girls' Association . . . . .	715	The Montreal Girls' Association . . . . .	715
<b>LETTRES PATENTES ANNULÉES:</b>		<b>LETTERS PATENT ANNULLÉD:</b>	
Diverses. . . . .	717	Miscellaneous . . . . .	717
<b>LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:</b>		<b>SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:</b>	
Ararat Rug Company Limited. . . . .	715	Ararat Rug Company Limited. . . . .	715
Electric Appliances Limited. . . . .	716	Electric Appliances Limited. . . . .	716
Quebec Industrial Relations Institute. . . . .	716	Quebec Industrial Relations Institute. . . . .	716
Salaison Mont-Laurier Limitée . . . . .	716	Salaison Mont-Laurier Limitée . . . . .	716
Textile Merchants Ltd. . . . .	716	Textile Merchants Ltd. . . . .	716
Urgel Bourgie Ltée. . . . .	717	Urgel Bourgie Ltée. . . . .	717
<b>NOMINATIONS:</b>		<b>APPOINTMENTS:</b>	
Diverses. . . . .	747	Miscellaneous . . . . .	747
<b>SIÈGES SOCIAUX:</b>		<b>HEAD OFFICES:</b>	
Lemay Cola Inc. . . . .	748	Lemay Cola Inc. . . . .	748
National Lumber Exporters Ltd. . . . .	748	National Lumber Exporters Ltd. . . . .	748
<b>SOUMISSIONS:</b>		<b>TENDERS:</b>	
Drummondville, cité de. . . . .	749	Drummondville, city of. . . . .	749
Labelle, village de. . . . .	750	Labelle, village of. . . . .	750
Plessisville, village de. . . . .	748	Plessisville, village of. . . . .	748
<b>VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:</b>		<b>SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:</b>	
Canadian Pacific Railway Company. . . . .	751	Canadian Pacific Railway Company. . . . .	751
<b>VENTE, LOI DE FAILLITE:</b>		<b>SALE, BANKRUPTCY ACT:</b>	
Morin, Joseph-Noé. . . . .	751	Morin, Joseph-Noé. . . . .	751
<b>VENTES POUR TAXES:</b>		<b>SALES FOR TAXES:</b>	
Abitibi, comté de . . . . .	753	Abitibi, county of . . . . .	753
Lac St-Jean-Est, comté de . . . . .	752	Lake St. John-East, county of . . . . .	752
<b>VENTES PAR SHÉRIFS:</b>		<b>SHERIFFS' SALES:</b>	
<b>QUÉBEC:</b>		<b>QUÉBEC:</b>	
Barnabé vs Mussely. . . . .	758	Barnabé vs Mussely. . . . .	758
<b>ROBERVAL:</b>		<b>ROBERVAL:</b>	
Morin vs Ouellet. . . . .	758	Morin vs Ouellet. . . . .	758
21519-o		21519-o	

